L'unité

N° 202 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 23 au 29 avril 1976

SECTIONS ET GROUPES D'ENTREPRISE

Objectif 1500 pour 1977

AMAZONIE : LE MIROIR DE LA DICTATURE BRESILIENNE

NUCLÉAIRE : LA FUITE EN AVANT

POLICE : L'ESCALADE



© Fondation Jean Jaurès

Sommaire

4
LA PLUS-VALUE EXISTE, « ILS » L'ONT RENCONTREE, PAR GUY PERRIMOND

5
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

6
POLICE : L'ESCALADE, PAR JEAN-LOUP REVERIER

9
RENAULT : L'ENFER DES FONDERIES, PAR CHRISTINE COTTIN

12
NUCLEAIRE : LA FUITE EN AVANT, PAR GUY PERRIMOND

14
HAUTE-VIENNE : QUI EST ENRICHI PAR L'URANIUM, PAR EMMANUELE PLAS

16
BRESIL : L'AMAZONIE, MIROIR DE LA DICTATURE, PAR MAURICE FABIEN

19
PORTUGAL, D'UN 25 AVRIL A L'AUTRE : LE RYTHME D'UN COUREUR DE FOND, PAR MICHEL GERVAIS

22
CHINE : LE BOULANGER, LA BOULANGERE ET LE PETIT MITRON, PAR CLAUDE FUZIER

24
URBANISME : OLYMPIADES, QUE DALLE !, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

25
LA « MAJORITE » CONTRE LE CADRE DE VIE, PAR HUBERT DUBEDOUT

32
UNIVERSITES : UNE VERITABLE POLITIQUE DE LA JEUNESSE, PAR EDITH CRESSON

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 23) Barou (page 18) Barrigue (pages 5, 19, 27) Coureuil (pages 3, 4, 9, 17) Pascal Lebrun (pages 24, 29) Norma (pages 1, 6, 20, 21) Paris-Match (page 32) Pym (pages 7, 13) Sipa (pages 16, 23) Solo (pages 22, 28) Viva (pages 14, 15, 20).

Editorial

UNE IDEE NEUVE

S'adressant à la presse pour la première fois cette année, pour la quatrième depuis le début de son septennat, Valéry Giscard d'Estaing avait certainement le souci de raviver les couleurs de la « société libérale avancée » qui se sont singulièrement ternies ces derniers temps.

Mais il faut davantage qu'une conférence de presse et trois déjeuners successifs à l'Elysée pour redonner le moral à ceux qui l'ont perdu. L'enquête entreprise cette semaine par « le Figaro » avec pour titre « La société libérale désorientée » montre la profondeur du malaise ressenti aujourd'hui par ceux qui, il y a moins de deux ans, ont porté Giscard d'Estaing au pouvoir. On peut sourire des précautions prises par Jean d'Ormesson pour présenter cette enquête, sourire encore en entendant des patrons reprocher à l'équipe au pouvoir « de conduire une politique socialiste ». Mais on peut, plus sérieusement, retenir cette réflexion résumant la pensée de nombre de personnes interrogées et que reproduit aussi « le Figaro » : « Socialisme pour socialisme, mieux vaut tâter de celui qui affiche franchement ses couleurs. Mieux vaut l'adversaire qui réserve peut-être des surprises que celui de votre bord qui apporte des déceptions. On peut toujours essayer. Impossible que les choses aillent plus mal qu'aujourd'hui ».

Comme il est difficile d'imaginer que l'électorat de Giscard d'Estaing soit véritablement effrayé par des réformes dont aucune ne porte sérieusement atteinte aux privilèges existants — pas plus celle sur les plus-values que celle de l'entreprise — il faut en conclure que la déception évoquée plus haut et exprimée aussi par la formule : « Il n'y a plus de gouvernement ! » vient non pas d'une politique qui serait trop audacieuse, mais bien de l'absence d'une politique cohérente et clairement motivée. Il faut le répéter encore une fois : si Giscard d'Estaing avait remarquablement « programmé » son ascension à la magistrature suprême, il n'a pratiqué depuis qu'une navigation à vue qui n'a jamais cessé de servir des intérêts bien précis, mais qui a, peu à peu, découragé beaucoup de ses partisans, à commencer par ceux qui ne s'étaient ralliés à lui, le 19 mai 1974, qu'après de longues hésitations. C'est ce qu'ont traduit les élections cantonales, celles-ci provoquant à leur tour, au sein des partis de la majorité, un désarroi qui, loin de s'apaiser, alimente quotidiennement les questions que l'opinion se pose à l'égard du Pouvoir (1).

Un exemple parmi d'autres : comment Giscard d'Estaing pourrait-il être pris au sérieux quand il affirme que la France ne doit pas vivre en campagne électorale permanente, alors qu'il ne se passe pas de jour sans que de l'entourage même du Pouvoir surgissent des rumeurs sur l'éventualité d'élections anticipées ? Certes, Jacques Chirac a démenti qu'il existe un rapport Juillet à ce sujet et Giscard d'Estaing a confirmé une fois de plus que les élections législatives auraient bien lieu au printemps de 1978. Mais chacun sait que de nombreux leaders de l'U.d.r. et non des moindres (Guichard, Tomasini, Sanguinetti) militent ouvertement et activement pour qu'elles aient lieu avant. Les arguments pour ou contre se limitent d'ailleurs à la question de savoir à quel moment la majorité sera le mieux en mesure de limiter les dégâts. Car il ne s'agit plus pour elle d'autre chose que de tenter de survivre grâce, notamment, aux ressources d'un mode de scrutin injuste.

Ce débat dérisoire, peu susceptible de recréer l'enthousiasme dans une opinion qui, comme dit encore, avec tristesse, « le Figaro », a de plus en plus envie d'autre chose, ressemble étrangement à celui qui se déroule au sein de la Démocratie chrétienne italienne effrayée à l'idée de retourner aux urnes pour en voir sortir une gauche majoritaire. Sans vouloir pousser trop loin la comparaison en raison des différences évidentes de situation, il reste qu'on se trouve, à Rome comme à Paris, en présence d'un pouvoir usé, incapable de trouver une issue à la crise économique et sociale et ne sachant que recourir aux combinaisons sordides ou à la répression policière pour soutenir la façade d'une société qui perd l'un après l'autre ses principaux fondements moraux. Comment s'étonner dès lors que dans l'un et l'autre pays la gauche apparaisse aujourd'hui comme porteuse du seul véritable espoir de changement ? Les dirigeants américains, prodigues en déclarations menaçantes à propos de l'avenir politique français ou italien, sont-ils capables de se poser cette question, eux qui ont déjà connu bien des déboires en soutenant de par le monde, au nom d'une conception douteuse de la démocratie, des régimes affaiblis ?

Face au capitalisme sauvage qui n'a plus de libéral que le nom, le socialisme est redevenu une idée neuve en Europe. Et il ne s'agit plus d'une philosophie abstraite mais d'une réalité pour demain. Giscard d'Estaing peut difficilement l'admettre. Et il pouvait encore moins le dire.

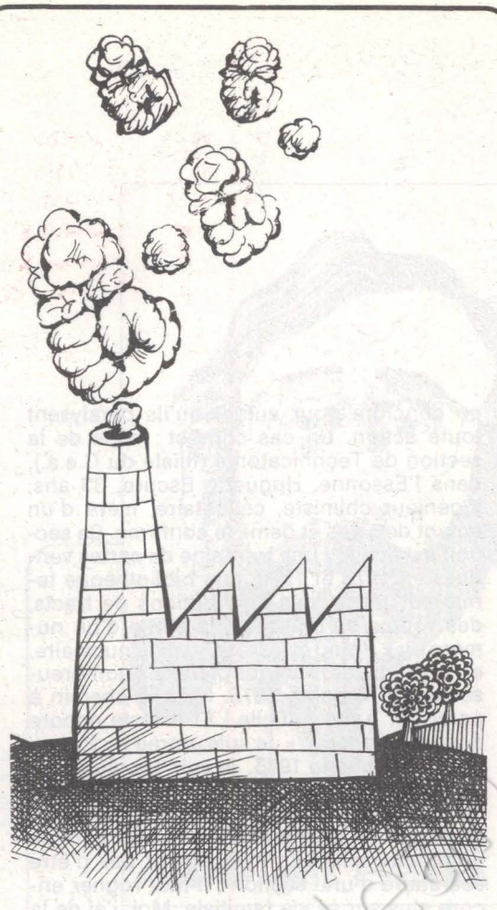
Mais il n'a pas fini d'en être obsédé.

CLAUDE ESTIER

---

(1) C'est aussi ce que confirme le dernier sondage en date, celui publié cette semaine par « Sud-Ouest » et d'après lequel le bilan de l'action de Giscard d'Estaing est jugé « plutôt positif » par seulement 44 % des personnes interrogées (contre 56 % il y a un an) et « plutôt négatif » par 42 % (contre 29 %). Le même sondage indique que 27 % ont « plutôt moins de sympathie » pour le président contre seulement 11 % qui en ont « plutôt plus ». Enfin, 50 % estiment qu'il « n'a pas fait assez de changement » et 7 % seulement pensent qu'il en a « fait trop », ce qui contredit singulièrement le point de départ de l'enquête du « Figaro » !

Le 29 avril 1976 de 10 heures à 21 heures : « Les entretiens du jeudi » avec Alain Rannou, Jean-Paul Bachy, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.



Sections et groupes d'entreprise

OBJECTIF : 1500

649 sections et groupes d'entreprise : voilà le bilan de l'action du P.S. à la veille de la 3e conférence nationale Entreprises qui se tient ce samedi et ce dimanche à Massy (Essonne).

649 : un chiffre qui montre à lui seul les progrès de l'implantation, relativement récente, du P.S. dans les entreprises. Un chiffre qui permet de considérer comme réaliste l'objectif fixé pour 1977, c'est-à-dire 1 500 sections et groupes. L'optimisme, cependant, ne doit pas masquer que la tâche est difficile. La plupart de ceux qui militent dans les entreprises évoquent les mêmes problèmes, se heurtent aux mêmes difficultés, doivent vaincre les mêmes obstacles.

Le premier de ces obstacles est d'ordre psychologique. Michel Pelchat, secrétaire de la Fédération socialiste de l'Essonne (1 700 adhérents), travaille dans un secteur où les sections se multiplient : 6 existent aujourd'hui, contre 2 seulement il y a un an. Et, pourtant, il estime que les résultats pourraient être dix fois meilleurs. A cela, une cause principale : malgré la campagne Entreprises de cet automne, le rôle spécifique de la section n'est pas toujours encore bien perçu. « Il est parfois difficile pour un nouvel adhérent, explique Pelchat, de comprendre le sens de son adhésion à une section d'entreprise. Dans son entreprise, l'adhérent au P.S. milite déjà dans un syndicat, et il lui faut réaliser l'importance du militantisme politique sur les lieux de travail : ce qui demande une formation déjà solide. La section doit mettre en évidence le prolongement politique des problèmes locaux propres à l'entreprise : ce qui suppose chez les militants une perception immédiate de leur rôle politique. Si les nouveaux militants ne trouvent pas cette dimension dans leur section d'entreprise, dimension qui ne peut être donnée que par des militants solides et formés, ils en restent à une adhésion de cœur, mais ne militent pas réellement. »

Pas au même syndicat

Ce problème, Marie-Thérèse Mutin, 36 ans, célibataire, secrétaire fédérale aux entreprises et aux luttes sociales de la Côte-d'Or, l'évoque également : « J'ai l'impression que la volonté de s'implanter dans les entreprises existe, chez nous, au niveau du secrétariat fédéral, mais qu'elle est beaucoup moins sensible au niveau des militants ». Pourtant, en Côte-d'Or aussi, les groupes d'entreprise se sont multipliés depuis un an. Avant le congrès de Pau, ici, une seule section : celle du tri postal, créée en 1971. Depuis, une section a vu le jour chez les typographes du journal de Dijon « les Dépêches », et de nombreux groupes sont apparus dans divers secteurs : au C.e.a. de Valduc, à Is-sur-Tille (des techniciens et ingénieurs, en majorité), à E.d.f., à l'usine sidérurgique de Vallourec-Montbard, à l'entreprise Bourgogne-Electronique. A noter : c'est pendant une grève que les socialistes de ces deux usines ont créé le groupe d'entreprise. N'appartenant pas tous au même syndicat, ils ont ressenti la nécessité de se regrouper. En revanche, note Marie-Thérèse, « nombre de militants ne sont pas convaincus de la nécessité de créer un groupe. Ainsi, à la Saf de Genlis, qui emploie 250 personnes, 7 camarades travaillent dans l'entreprise. Ils militent à la section locale du P.S., ils sont militants syndicaux, mais ils affirment ne pas voir ce qu'ils feraient de plus en créant une section d'entreprise. « Peut-être aussi manquent-ils tout simplement de temps. Pour qu'une section ait une certaine vie, il faut se réunir au moins une fois par semaine ; la seule possibilité, souvent, reste l'heure du déjeuner. »

Saclay : à visage découvert

Mais, pour tous les responsables fédéraux aux entreprises, la principale difficulté n'est pas là : si les militants n'accordent pas toujours l'intérêt nécessaire à l'action politique dans l'entreprise, c'est souvent par manque de formation. Et le manque de « cadres » se fait encore sentir. Il est difficile, en effet, de trouver des militants acceptant de se charger de la responsabilité d'une section : ceux qui sont prêts à le faire sont, souvent, déjà accaparés par leurs mandats syndicaux. Ils craignent d'autre part, et à juste titre, d'entretenir une confusion non souhai-

→

HISTOIRE DE L'UNITE

L'Institut socialiste d'études et de recherches organise le samedi 24 avril prochain, au P.l.m.- Saint-Jacques, un colloque sur « L'unité de la gauche et le nouveau socialisme de 1958 à 1976 ».

Au cours de la séance du matin présidée par Jean Pronteau, Gilles Martinet traitera du « renouvellement socialiste », Colette Audry de « la situation du P.s.u. de 1958 à 1976 » et Pierre Joxe des « partis et clubs sur les chemins de l'unité ». De 14 à 18 h 30, Jean-Paul Bachy abordera la « situation de la vie syndicale de 1958 à 1976 » et Pierre Guidoni « la naissance du nouveau Parti socialiste ». Présidée par Pierre Mauroy, la séance du soir sera clôturée par François Mitterrand après un exposé de Jean Poperen sur « l'unité de la gauche ».

OBJECTIF : 1500

→

table en acceptant dans l'entreprise des responsabilités politiques. « Tant que le Parti n'aura pas délégué ses meilleurs cadres dans les entreprises, estime Pelchat, nous risquons de piétiner. Tant qu'il n'y aura pas de réelles possibilités de formation, le problème se posera. Or, aujourd'hui, dans les Fédérations où existent des cycles de formation, ceux-ci sont trop souvent réservés aux militants des sections locales, alors qu'ils devraient s'adresser en priorité aux militants des entreprises ».

Heureusement, si tous ces problèmes existent, et pèsent lourdement, il ne faut pas en conclure pour autant qu'ils paralysent toute action. Un cas concret : celui de la section de Technicatome (filiale du C.e.a.), dans l'Essonne. Huguette Escure, 33 ans, ingénieur chimiste, célibataire, mère d'un enfant de 5 ans et demi, le confirme. Sa section est active : une trentaine de cartes vendues en 1975 et 1976, une bibliothèque tenue sur place, des distributions de tracts, des ventes de journaux, la sortie d'un numéro du « Poing et la Rose » sur le nucléaire, et, surtout, des réunions bien plus nombreuses en 1976 qu'en 1975. Mais le chemin à parcourir a été difficile ! Et il reste encore beaucoup à faire. « Je suis entrée au P.s. au début de l'année 1975. Je suis secrétaire de section depuis le printemps 1975. Par hasard : personne ne voulait se dévouer, alors... Et on peut comprendre pourquoi de nombreux militants n'acceptent pas d'être secrétaire d'une section : il faut rogner encore plus sur sa vie familiale. Moi, j'ai de la chance : je vis seule avec ma fille — elle m'accompagne d'ailleurs avec grand plaisir aux réunions du samedi et du dimanche — et personne ne me reproche mes soirées et mes week-ends consacrés au P.s. »

« A Saclay, ajoute Huguette Escure, la présence socialiste était effective sur le Centre (10 000 travailleurs environ), même en l'absence de section. Nous bénéficions, en outre, d'un avantage de taille : nous pouvons militer à visage découvert, ce qui n'est pas le cas partout. Et, malgré tout cela, l'implantation est difficile. Le nombre de participants aux réunions reste fluctuant ; il faut faire, avec peu de volontaires, un travail énorme pour que la section continue à survivre. A cela, plusieurs raisons. La disparité des militants — de l'ouvrier au docteur ès sciences ! — pose de gros problèmes : il est difficile de réunir tous les camarades dans un même groupe et de les faire participer

LA PLUS-VALUE EXISTE, « ILS » L'ONT RENCONTREE

En politique, il faut savoir utiliser les gadgets. A l'époque du règne de la marchandise, il n'est pas étonnant qu'un président de la République ait fait de ce slogan une règle de gouvernement. L'imposition sur les plus-values qui vient en discussion cette semaine n'est rien d'autre que cela.

Reconnaissons un mérite à ceux qui ont effectué les travaux préparatoires à toute décision. Grâce à la commission Monguillan, chargée par le gouvernement d'étudier le sujet, et au rapport élaboré par Pierre Uri pour le Conseil économique et social, les Français peuvent être sûrs que les plus-values, cela existe. Jusqu'alors, cela faisait partie du vocabulaire marxiste et sentait le soufre.

Aujourd'hui, le mot a abordé la une des journaux. Certes, il ne s'agit pas encore de « la plus-value », c'est-à-dire de la part de la valeur créée par le travail et que les patrons s'approprient. Pour l'instant, il ne s'agit que de plus-value que l'on pourrait qualifier de secondaire. Mais c'est un début, continuons le combat.

Début 1975, c'était encore, du côté de l'Elysée, l'euphorie. Le gouvernement décida donc de frapper un grand coup. Une réforme devait être mise en place, un projet de loi déposé au Parlement. Première question épineuse. Imposer les plus-values, ça commence où ? Du côté du capital ou des plus-values réalisées ? Faut-il faire croire aux Français que les plus-values proviennent de l'épargne, de quelques actions ou obligations achetées, bien que la Bourse s'effrite pour lutter contre l'inflation, de l'or dont on parle mais dont on ne voit pas la couleur, de la résidence secondaire que l'on n'a pas fini de payer ? De la terre — de la forêt, surtout — dont on rêve mais que l'on n'achète jamais ? Des œuvres d'art que l'on ne possède pas, si ce n'est en reproduction ? Des pierres précieuses dont, à la limite, on achète un jour un éclat pour mettre sur une bague, qui veut aussi dire je t'aime ?



ensemble à la vie de la section. Autre problème ; la majeure partie des militants de la section sont de nouveaux adhérents au P.s., il est difficile de se former entre néophytes. Or, ils n'ont pas encore eu l'occasion de recevoir au Parti une formation sérieuse et, à mon avis, l'effort du Parti n'est pas suffisamment dirigé vers le secteur Entreprises. Vraiment, militer dans une section d'entreprise est plus difficile, plus ingrat que de militer dans une section locale ».

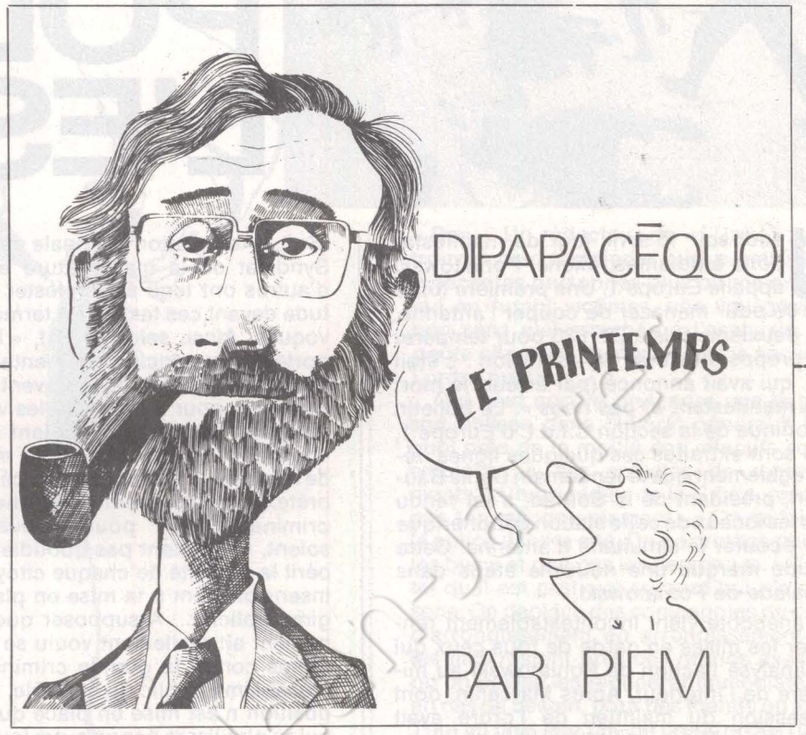
La tâche des animateurs et militants des sections d'entreprise reste donc une de celles qui demandent le plus de dévouement et d'énergie. Ils seront nombreux à venir samedi et dimanche, à Massy, débattre de leurs problèmes, mais aussi de la satisfaction du travail accompli et de leurs espoirs dans « l'objectif 1 500 pour 1977 ».

MICHELE BACKMANN

Car, beauté des rapports et des commissions, ne voilà-t-il pas que tout un chacun est responsable, certes à des niveaux divers, et que s'il est difficile d'imposer justement les plus-values, c'est que tous les Français épargnent et gardent le mystère le plus complet sur cette épargne et ses fruits ?

Pourtant, si l'on se dégage de la gangue des mots et de l'appareillage technique dont va s'entourer le projet, il existe quelques moyens simples pour « moraliser » le système fiscal français. Au lieu de calculs savants et de définitions ésotériques qui ne modifieraient que de 1 % les recettes fiscales actuelles, il existe — mais cela doit sembler vulgaire aux yeux du Pouvoir — un projet de véritable réforme de la fiscalité. Il est en vente dans toutes les bonnes librairies. Il s'agit du programme commun. Ce projet prévoit un impôt sur le capital — sur les grosses fortunes, pas sur le capital qui se résume à un livret A de Caisse d'Epargne — une diminution de la fiscalité indirecte, une meilleure connaissance des revenus et des patrimoines, une lutte contre la fraude fiscale évaluée à 60 milliards. Et comme à un autre chapitre il est prévu l'appropriation collective des grands monopoles, le problème des — ou de la — plus-values se poserait dans de tout autres conditions. Cela n'a rien à voir avec un gadget quelconque. Il ne s'agit pas de créer un impôt nouveau, aux bases floues et imprécises comme dans le projet actuel, mais d'utiliser la fiscalité comme un moyen supplémentaire de transformer la société. Que l'on est loin des soucis du Président !

G. P.



Ils s'étaient installés au bord de la rivière. Ils la regardaient couler histoire de se tenir au courant.

Assis côte à côte sur le tronc d'un grand chêne abattu, ils assistaient la main dans la main à la naissance du printemps.

Tout était calme et sérénité.

Quelques cadavres de poissons, le ventre en l'air, descendaient lentement le courant, comme il se doit dans un pays hautement industrialisé.

Un pylône à haute tension bourgeonnait d'un dernier boulon, une cité ouvrière surgissait de terre, même les universités se butinaient.

— Que voilà une belle matinée de printemps, dit le père.

— Dis, papa, c'est quoi le printemps ?

— L'éveil de la nature, endormie après un long hiver.

Un chien crevé dérive au fil de l'eau. En amont la centrale atomique tourne à plein rendement.

— Dis, papa, c'est quoi la nature ?

— Il y a deux espèces de nature : les choses de la nature et la nature des choses.

Le grand chêne abattu pousse un long soupir.

— C'est quoi une nature de choses ?

— Une nature objet où fleurit le profit. C'est le printemps ! Une tronçonneuse en rut découpe le dernier tronc d'arbre, le plateau d'Albion laisse échapper un rot, le mazout est aux bains de mer.

Le petit garçon a ramassé un peu de terre ; il la presse et la serre tendrement dans ses mains. Tout autour de lui le béton surgit du sol, triomphant. C'est le printemps ! Le bitume coule dans la rivière. L'autoroute A 9 accouche de l'A 10, l'échangeur laisse traîner ses bretelles, la cité a dégrafé sa ceinture. C'est la débauche du renouveau, la fête de la surcopulation.

Pressé de toutes parts, le monde végétal disparaît. Le père a pris son fils dans ses bras. Tout autour de lui plus un seul espace vert. Une grue pond son centième building.

— Papa, j'ai assez profité de l'éclosion du printemps, rentrons chez nous, s'il te plaît.

Le chemin du retour fut pénible. Un bulldozer tenta de leur barrer la route, une pelleteuse en chaleur détourna heureusement l'attention du monstre. Tout autour d'eux les moteurs explosaient, les autoroutes dégorgeaient, les péages se remplissaient la panse.

Arrivés au cœur de la cité, ils découvrirent une fleur qui poussait au milieu de l'asphalte, c'était une fleur de mai, une fleur de contestation. Le petit garçon se rappela qu'il avait de la terre dans ses mains, il la déposa au pied de la fleur.

Il se fit un grand silence dans ce monde de béton et de machines. La fleur étendit ses racines, le ciment se fissura, le printemps, le vrai, n'avait pas dit son dernier mot. Il suffit pour cela d'un peu de notre vieille terre dans les mains d'un enfant.



POLICE : L'ESCALADE

Jeudi soir 15 avril, jour de manifestations étudiantes, Michel Poniatowski appelle Europe 1. Une première fois à 22 h 05 pour menacer de couper l'antenne. Une deuxième fois à 22 h 20 pour tempérer son propos et avouer sa confusion : c'était R.t.l. qui avait annoncé (par erreur) la mort d'un manifestant et pas nous ». Le bulletin périodique de la section C.f.d.t. d'Europe 1, d'où sont extraites ces quelques lignes, révèle également que le lendemain Denis Baudouin, président de la Sofirad, s'est rendu dans les locaux de cette station périphérique pour écouter le simultané d'antenne. Cette attitude marque une nouvelle étape dans l'escalade de Poniatowski.

L'anecdote vient incontestablement renforcer les mises en garde de tous ceux qui ont analysé l'action de Poniatowski au ministère de l'Intérieur. Après Marcellin, dont l'obsession du maintien de l'ordre avait rendu la police particulièrement impopulaire, Poniatowski a changé de tactique. Il a pris « la sécurité » (voir le précédent numéro de « l'Unité ») pour leitmotiv. Comment cela s'est-il traduit ?

Dans un premier temps, des mesures comme la multiplication des opérations « coup de poing » et la mise sur pied de brigades d'intervention ont donné à penser au public que la police revenait à ses fonctions premières. Nombre de policiers eux-mêmes ont pu se laisser séduire par les orientations nouvelles du ministre de l'Intérieur. Leur cote ne remonterait-elle pas dans l'opinion ? Parallèlement à l'action de Poniatowski, une certaine presse a orchestré une grande campagne sur le thème de la montée de la violence. Très tôt le Syndicat de la magistrature s'en est inquiété pour poser la question : qui donc a intérêt à créer ce climat de peur ? Pour renforcer quelle sécurité ? La réponse, aujourd'hui, ne fait plus de doute. Sous couvert de sécurité, Poniatowski a obtenu — en partie « seulement », mais pour combien de temps ? — l'adoption par le gouvernement de dispositions inquiétantes. Si les parlementaires les votaient, elles constitueraient une menace pour les libertés politiques et syndicales des citoyens. Apparemment, légaliser les fouilles de voitures, étendre la notion d'« association de malfaiteurs » et renforcer les peines pour port d'armes, comme le projet — provisoirement reporté — devant permettre le contrôle d'identité par tout policier, visent à mieux combattre le banditisme. En réalité, le développement de la crise et la montée de la gauche ont créé un vif sentiment d'insécurité — justifié celui-ci — dans les rangs de la classe au pouvoir. Les dispositions adoptées par le gouvernement visent donc plus à garantir la sécurité de cette classe que celle des Français dans leur ensemble.

Les praticiens du droit ne s'y trompent d'ailleurs pas. Le bâtonnier du barreau de Paris, le Syndicat des avocats de France (Saf), l'Association nationale des avocats, le Syndicat de la magistrature et beaucoup d'autres ont tenu à manifester leur inquiétude devant ces textes. En termes non équivoques. Ainsi, selon le Saf, « les atteintes portées aux principes élémentaires, protecteurs des libertés, s'aggravent de jour en jour sans pour autant que les vrais problèmes de la sécurité soient réellement abordés ». Le Syndicat de la magistrature, de son côté, « dénonce le procédé qui, sous prétexte de lutter contre certaines formes de criminalité, qui, pour odieuses qu'elles soient, ne mettent pas quotidiennement en péril la sécurité de chaque citoyen, conduit insensiblement à la mise en place d'un régime policier... A supposer que le gouvernement ait réellement voulu se donner des armes contre la grande criminalité, aucun mécanisme public de contrôle, aucune disposition n'est mise en place qui garantisse qu'on n'utilisera pas un autre jour, à d'autres fins, des armes qu'il s'est forgées au nom de la sécurité. La logique même de ces armes est qu'elles ne sont soumises à aucun contrôle. Bien plus, les récentes déclarations du ministre de l'Intérieur assimilaient, de plus en plus clairement, délinquance de droit commun et exercice des libertés publiques (droit de manifestation et de contestation). Sécurité des citoyens et sécurité de l'Etat sont confondues avec celles d'un gouvernement en place ».

Les policiers sont-ils moins réticents ? Eux non plus ne cachent pas leur méfiance. La Fédération autonome des syndicats de police (Fasp) refuse l'amalgame et la grave mise en cause des libertés. Selon elle, « l'histoire de notre pays démontre que les lois exceptionnelles et prétendument occasionnelles ont été par la suite utilisées à d'autres fins selon les besoins circonstantiels des gouvernements. »

Le Syndicat des policiers C.f.d.t. va encore plus loin : « La sécurité est devenue le cheval de bataille du gouvernement. Les policiers appellent tous les Français à la vigilance, car ce cheval de bataille pourrait bien être le cheval de Troie de nos libertés ».

Les policiers ne sont-ils pas, tout comme les magistrats et les avocats, particulièrement bien placés pour traiter de ces questions ? Leur pratique, à tous, leur a appris comment on « glissait » du politique à la délinquance. Un membre du Bureau du Syndicat de la magistrature rappelle le précédent de la loi anti-casseurs : « Il avait été dit qu'elle ne s'appliquerait pas aux syndicalistes. Qu'on demande aux Paysans travailleurs, contre lesquels elle a été utilisée, ce qu'ils en pensent. » Jean Chaunac, secrétaire général de la Fasp, prend l'exemple de la fouille des véhicules. « Elle se pratique déjà aujourd'hui lorsque des gens sont arrêtés à l'occasion d'un délit, ou pour rechercher des armes ou de la drogue. La légalisation de la fouille peut cependant devenir un moyen politique si elle a lieu en n'importe quelles circonstances. A l'occasion d'un meeting, en période électorale ou avant une manifestation, par exemple. Et, connaissant les préférences de l'autorité légitime, on imagine parfaitement quels véhicules seraient fouillés... »

Toutes ces appréhensions se sont trouvées confirmées par la révélation dans le quotidien « Rouge », le 7 avril, d'une inquiétante étude du ministère de l'Intérieur. Cette étude vise à « améliorer » un projet de loi secret élaboré après Mai 68. Elle détermine

Boulevard Saint-Germain, jeudi 15 avril dernier.





les mesures à prendre « en période de crise » par les pouvoirs publics pour mater la subversion. Laquelle ? Celle de « l'ennemi intérieur », naturellement, dont l'action serait assimilée à une menace étrangère. Trois stades sont prévus : l'état d'urgence, l'état d'urgence renforcé et l'état de siège. Des mesures telles que le transfert aux autorités militaires de tous les pouvoirs conférés aux civils, la censure tous azimuts, l'internement administratif, la « suspension » des fonctionnaires « dangereux » pour la sécurité publique et la possibilité pour la police de faire usage de ses armes sont préconisées. Comment, dès lors, ne pas penser au Chili ? Le fait qu'il ne s'agisse « que » d'une étude ne change rien : tout cela est révélateur d'une orientation et de préoccupations particulièrement dangereuses.

N'y a-t-il rien d'autre à faire au ministère de l'Intérieur que de concocter de tels projets qui fleurent la guerre civile ? Dans le même temps, et cela n'est pas contradictoire, la pratique policière de Poniatowski fait un peu plus chaque jour appel à des procédés comme l'usage de casseurs-provocateurs, aux Champs-Elysées l'hiver dernier ou sur la rive gauche au cours des manifestations étudiantes de la semaine passée. Pratique qui n'abuse plus les observateurs spécialisés, même si telle presse complaisante joue la naïveté. Elle n'en sert pas moins de prétexte à une violente répression.

C'est là en fait la seule réponse que ce Pouvoir semble en mesure d'apporter aux légitimes protestations des viticulteurs du Midi, des immigrés en grève des loyers de la Sonacotra, des étudiants et de toutes les autres victimes de sa politique. Parfois même les violences policières se donnent libre cours, sans aucune justification apparente. Les parents des 16 élèves qui ont péri dans l'incendie du C.e.s. Pailleron l'ont appris à leurs dépens, le 14 avril. Ce jour-là, une quinzaine d'entre eux s'étaient réunis devant le Grand Palais où René Haby devait inaugurer une exposition, sur le thème « Vivre à l'école ». Ils entendaient protester dans le calme contre le fait que la partie audiovisuelle de l'exposition avait été confiée à la société de Jean Raynaud, qui fut l'un des principaux inculpés — en tant que directeur des constructions scolaires — de la tragédie du C.e.s. Pailleron. Ils ont pourtant été rapidement et brutalement dispersés par des policiers. Au nom de quoi ? Est-ce là tout ce que l'on propose pour garantir la sécurité des citoyens ?

Même usage des brutalités « gratuites » l'autre jeudi, à la fin de l'imposante manifestation étudiante — à croire qu'on semblait regretter qu'elle n'ait pas dégénéré, malgré l'attitude pour le moins curieuse de « casseurs » délaissant un moment leurs déprédations pour ... charger la tête de la manifestation.

Le plus troublant fut l'attitude des « forces de l'ordre » à l'heure de la dispersion, boulevard Raspail — de ce qui du moins essayait d'être une dispersion en bon ordre puisque, bizarrement encore, on ne laissait accès qu'à deux bouches de métro, cependant que les rues étaient bloquées. Le piège. Il n'y eut plus alors qu'à charger, avec une violence dont nos photos rendent compte.

Et, comme pour montrer que dans une certaine conception de « l'ordre », la violence « pour le plaisir » n'a pas besoin même d'un soupçon de justification, il y eut des policiers pour « arroser » à la grenade lacrymogène l'intérieur de la station de métro « Bac ». Un rédacteur de « l'Unité » qui s'y trouvait peut témoigner que, parmi les bien innocentes personnes plus ou moins âgées qui en furent victimes, une voyageuse fut non sans mal arrachée à l'asphyxie. Sans doute elle aussi menaçait-elle la sécurité et l'ordre public...

Qui peut encore prétendre que la police soit utilisée dans l'intérêt général ? Pourquoi près de la moitié des effectifs sont-ils employés à des activités de renseignements ? Un brigadier de la C.f.d.t. ne cache pas son mécontentement : « On ne fait plus la police dans la cité. On ne protège plus que les biens et non pas les personnes. L'îlotage tel qu'il est pratiqué aujourd'hui n'a aucun sens. On déplace des compagnies de district d'arrondissement en arrondissement mais les flics restent près des grands axes pour qu'on puisse les récupérer immédiatement, en cas de besoin, pour des manifs ou autres. Tout au plus leur fait-on prendre des rues en enfilade pour coller des P.v. à tour de bras. Au contraire, un véritable îlotage, tel qu'il se pratiquait autrefois, revient à confier un pâté de maisons à un ou deux policiers, toujours les mêmes, qui ont le contact avec la population ».

Soulignant les besoins de la police en moyens matériels et techniques, Chaunac conteste, lui aussi, l'utilisation actuelle des effectifs. Il constate, d'autre part, que le ministère de l'Intérieur opère une distinction sélective parmi les effectifs qu'il dirige en faveur des forces opérationnelles. « Dans le même sens, constate Chaunac, il convient de souligner la rapide augmentation des effectifs de gendarmerie, de l'ordre de 30 % en 6 ans. Toutes ces mesures convergent dans une même direction ».

Conscient de la gravité des problèmes rapidement évoqués dans ces lignes, le Parti socialiste a constitué une commission (1) chargée de développer une réflexion en profondeur sur tout ce qui a trait à la police. Enfin, tout récemment, un groupe socialiste d'entreprise (1) s'est mis en place dans cette institution.

Les excès de zèle des forces de l'ordre, les projets du ministère de l'Intérieur, les révélations de « Rouge » — qui a également, par un autre document publié depuis, montré le rôle privilégié dévolu à la gendarmerie — enfin le manque de sang-froid du même Poniatowski vis-à-vis d'Europe 1, l'autre jour, mettent en relief la véritable nature du ministre de l'Intérieur. Il importe donc d'affirmer hautement que la police doit redevenir l'affaire de tous. Une police coupée des citoyens et à la solde d'une faction présente les mêmes dangers qu'une armée dans cette situation.

JEAN-LOUP REVERIER

(1) Pour tous renseignements s'adresser à ces organismes, au 7 bis, place du Palais-Bourbon, au siège du Parti socialiste.



changer la vie politique

MANU MILITA R.i.

Au Conseil général de l'Aquitaine, certains élus de la majorité ont une conception plutôt musclée de leur rôle. Lors de la dernière séance du Conseil régional, quelques représentants du Comité antinucléaire de Bordeaux en ont fait la triste expérience. Comme ils avaient déployé une banderole contre la centrale nucléaire de Braud et Saint-Louis et distribué des tracts, ils furent expulsés de la salle par les huissiers. Les sénateurs R.i. Raymond Brun et Jacques Boyer-Andrivet, ex-représentant de Valéry Giscard d'Estaing en Aquitaine aux présidentielles, jugèrent sans doute l'expulsion trop lente : ils bondirent sur les manifestants qui voulaient s'expliquer et prêtèrent main-forte aux huissiers. Mêlée confuse... Après le retour au calme, Michel Sainte-Marie, député-maire socialiste de Mérignac, put enfin demander une suspension de séance qui permit à la gauche de préparer une motion dénonçant « la brutalité dans l'enceinte du Conseil régional » et rappelant que « les commissions pouvaient entendre, si elles le désiraient, les représentants des intérêts régionaux ».

PONIA ET HABY SE MELANGENT

Quand un professeur de lycée demande à être nommé dans un autre établissement, on le convoque devant une commission paritaire de l'Education, qui examine sa demande. Cela dans tous les départements français. Sauf dans les départements d'outre-mer : Frantz Duhamel, professeur de philosophie en Martinique, souhaitait retourner dans son propre département, la Guadeloupe. Il vient de recevoir sa convocation. Mais l'instance devant laquelle on l'a invité à comparaître, ce sont... les R.g. de sa sous-préfecture, qui l'ont cuisiné (opinion politique, vie privée) plus d'une heure durant ! Quand on pense que le ministre René Haby vient d'effectuer une tournée là-bas pour s'assurer que tout se passait bien dans l'enseignement antillais...

LES MORTES DE CLERIEUX

Quatre mortes, âgées de 19, 22, 25 et 48 ans, et cinq blessées graves : voilà le bilan de l'explosion qui a eu lieu le 9 avril à la cartoucherie M.g.m. Cette cartoucherie, qui fabrique des cartouches de chasse, emploie 60 personnes — dont deux tiers de femmes — dans ses deux usines de Bourg-lès-Valence et de Clérieux. C'est à Clérieux, près de Romans, dans la Drôme, que le drame s'est produit. Dans l'atelier de séchage des amorces, là où existait le plus grand danger d'explosion, 10 personnes travaillent : neuf femmes et un homme — qui sera le seul à être sorti indemne. Ce témoin clef dit aujourd'hui : « C'est un crime. Des explosions, il y en avait presque chaque semaine, et on n'a rien fait, rien jusqu'à ce qu'il y ait des morts. »

On savait en effet que l'usine était dangereuse. construite en pleine campagne, à l'écart de toute habitation — ce qui n'est pas un hasard. Depuis longtemps, les syndicats de l'entreprise lançaient des cris d'alarme. Dernièrement, le 30 mars, c'est-à-dire le mercredi précédant l'explosion, la C.g.t. avait organisé un mouvement de grève pour protester contre l'insuffisance des moyens de sécurité. Détail intéressant : cette grève d'une heure avait été respectée par tout le personnel.

Malgré ces faits accablants, le directeur, Roblin, « ne comprend pas » ce qui a pu se produire. Il reconnaît que, depuis 1973 — date de l'installation de la cartoucherie —, de multiples incidents prévisibles avaient effectivement eu lieu. Mais il ajoute en substance : rien ne laissait prévoir un pareil drame. Rien sauf... de multiples incidents prévisibles.

TOURS : C'EST PARTI

Alors que neuf candidats se sont fait inscrire pour l'élection partielle qui se déroulera le 9 mai à Tours, la campagne du candidat du P.s., Paul Lussault, et de son suppléant, Michel Goulois, a démarré de façon particulièrement dynamique. Depuis le 15 avril, un journal quotidien « P.s. Info-spécial Tours » est ronéotypé et distribué dans les rues de la ville, ainsi qu'à Saint-Avertin et Saint-Pierre-des-Corps, qui font partie de la circonscription. Les premières réunions publiques ont eu lieu mercredi avec Charles Hernu et Pierre Guidoni et jeudi, à la faculté de Droit, avec Jean Poperen. D'autres suivront : le 27 à Saint-Avertin, avec Dominique Taddei et Louis Mermaz ; le 1er mai, pour la fête des travailleurs, à Esvres, avec Edith Cresson ; le 4, pour le grand meeting au Palais des sports, avec François Mitterrand (auquel il semble que Jean Royer ait renoncé à venir porter la contradiction) ; le 6, avec Pierre Bérégovoy ; et le 7, à Saint-Pierre-des-Corps, avec Claude Estier.

De surcroît, afin d'assurer la victoire « dans toute la France demain, à Tours dès aujourd'hui », le P.s. appelle au soutien financier de la campagne (souscription à envoyer à C.E. Loo, 12 cité Malesherbes, Paris 75009, C.c.p. 33 745.51 F - La Source).

Si le maire de Tours a reçu l'appui de l'U.d.r. et des Républicains indépendants d'Indre-et-Loire, les radicaux et « réformateurs », au plan national, soutiennent le candidat « valoisien » Herrault, qui avait recueilli près de 5 000 voix en 1973. Situation qui complique donc la position de Royer et qui doit, cette fois, permettre à la gauche de le mettre en ballottage. A ce sujet, Paul Lussault a tenu à déclarer dès le début de sa campagne que ce n'est ni au P.s. ni au P.c.f. de déterminer à l'avance qui sera en tête de la gauche, mais que c'est aux électeurs « de décider de la meilleure voie pour renforcer l'union et battre le Pouvoir ».

Note pittoresque dans cette campagne : les trois candidatures de l'extrême gauche, qui semble avoir oublié son ancien slogan « élections, piège à cons ! », Lutte ouvrière, la Ligue communiste et le P.s.u. - Révolution, présentent chacun un candidat en se reprochant mutuellement d'être responsables de la division des forces « révolutionnaires » — qui, en 1973, sur un seul candidat, avaient totalisé dans la circonscription 2,55 % des suffrages contre 37 % au total des deux candidats du programme commun.

LE CHAPEAU DE LA SNIAS

Le 22 avril, 32 délégués de l'usine Déols de la Snias (Société nationale des industries aérospatiales) devaient comparaître devant le tribunal de grande instance de Châteauroux, poursuivis pour entrave à la liberté du travail et « empêchement de l'acheminement du matériel ».

Le 30 mars dernier, l'annonce de la fermeture de l'usine, décidée il y a deux ans, a entraîné de nombreuses protestations. Un chargé de mission nommé pour une liquidation en douceur s'est vu interdire l'entrée de l'usine par les salariés qui occupent les lieux depuis le 5 avril.

Un rassemblement devait réunir le 23 avril à Châteauroux des délégations de toutes les entreprises de la Snias et de l'aéronautique, de Dassault par exemple. Les syndicats semblent décidés à « mettre le paquet » sur cette affaire, en particulier la Fédération de la C.g.t. puisque la fermeture de l'usine de Déols inaugure une longue série touchant l'aéronautique française tout entière. Reste à savoir si, au-delà, ne se cache pas une opération politique.

ASPRO FRAPPE A LA TETE

Depuis deux mois, les travailleurs des laboratoires Aspro de Gaillard sont en grève. La multinationale Aspro-Nicholas voudrait abandonner progressivement la fabrication des produits pharmaceutiques afin de les passer sous licence. Elle augmenterait ainsi ses profits. Mais il y a déjà 4 000 chômeurs dans la région d'Annemasse... « Au-delà des travailleurs d'Aspro, tous les travailleurs de la région sont menacés dans leur emploi et leurs avantages acquis », dit l'Union locale C.g.t.

Une manifestation de soutien a donc été organisée le 21 avril à Annemasse par la C.g.t.

LE P.S. A L'UNIVERSITE

Après Michel Rocard qui l'avait inaugurée la semaine dernière par un débat animé à Tolbiac, la campagne du P.s. dans les universités s'est poursuivie mercredi avec la venue de Claude Estier à Paris I-Panthéon. Pendant deux heures, un dialogue constructif s'est instauré avec les 400 étudiants présents qui souhaitaient connaître de façon précise les positions du Parti socialiste sur les problèmes économiques et sociaux — dont le problème universitaire est évidemment inséparable — et sur la nature de ses relations avec d'autres partis socialistes et mouvements de libération dans le monde.

A l'issue du débat, Claude Estier, à la demande des étudiants socialistes, s'est rendu à la Sorbonne où devant l'assemblée générale des comités de grève, il a exprimé le soutien du P.s. à la lutte des étudiants pour l'abrogation de la réforme Saunier-Seïté, soutien qui a été accueilli chaleureusement.

● F.o. devient majoritaire à l'usine Citroën de Cormelles-le-Royal où elle présentait des candidats à l'élection des délégués du personnel pour la première fois. Avec 51,88 % des voix, F.o. bat la C.f.t. (48,33 %).

Renault

L'ENFER DES FONDERIES

C'est un samedi pas tout à fait comme les autres, dans ce domicile de la banlieue parisienne. En effet, Mme B est seule avec ses enfants. Son mari, O.s. chez Renault à Billancourt, fait partie des 380 grévistes de la fonderie qui se sont portés volontaires, ce week-end, pour surveiller les ateliers afin que les machines ne soient pas déménagées à leur insu. On sonne à la porte. Un monsieur très « comme il faut » se présente. Mme B, intimidés par la cravate et l'élégance du costume, ne retient qu'une chose : c'est un « monsieur » important à la Régie. A peine s'est-elle effacée, inquiète, pour laisser passer le visiteur, qu'il s'adresse à l'un des enfants : « Tu sais, mon garçon, il faut que tu dises à ton papa d'arrêter de faire la grève, sinon il n'aura plus d'argent pour te donner à manger. »

Tous les grévistes n'étaient pas de garde à l'usine ce samedi-là et le « monsieur très comme il faut » a failli ressortir plusieurs fois avec quelque désordre dans sa tenue vestimentaire... « Envoyer pendant les grèves des lettres à nos femmes pour qu'elles nous poussent à reprendre le travail, ils l'avaient déjà fait, constate un délégué de Billancourt. Mais envoyer des messagers pour effrayer les enfants, c'est la première fois qu'ils osent ça à Billancourt ! »

Pour la nouvelle direction de Renault, en revanche, c'est la deuxième fois qu'elle a affaire à un conflit du travail. Déjà, en décembre dernier, elle avait réprimé durement les ouvriers de presses qui avaient observé 15 jours de grève. Cela n'a pas empêché, le 19 mars, 380 fondeurs du département 60 de se mettre en grève pour protester contre leurs conditions de travail. Pendant quatre semaines, ils ont bloqué les chaînes de fabrication des carter-cylindres. Un signe ne trompe pas : les « grands » journaux n'en ont pratiquement pas dit un mot. Pas plus qu'ils n'ont commenté, mardi dernier, les avantages arrachés à la direction qui ont décidé les grévistes à se remettre au travail.

Pourtant, il y en a des choses à dire sur la fonderie de Billancourt ! La section socialiste de Renault avait demandé à la direction un droit de visite de l'entreprise par des députés socialistes, dont Jacques-Antoine Gau. Permission refusée. La direction n'a pas les moyens d'organiser cette visite à Billancourt. En revanche, l'usine modèle de Flins est ouverte...

Oui, mais à Flins il n'existe pas comme à Billancourt de département 60 appelé « l'enfer des fonderies ». Et pour cause. De l'avis de tous, c'est la partie la plus vétuste des usines Renault, celle où les conditions de travail sont d'un autre âge. Un millier de salariés y travaillent, avec une grande proportion d'O.s., donc de travailleurs immigrés. Ce département possède une fiche signalétique chargée. Comparé à la moyenne nationale, le taux de gravité des accidents du travail y est quatre fois plus important et leur taux de fréquence cinq fois plus élevé. En résumé, pour l'année 1975, il y a eu 579 accidents nécessitant des arrêts de travail. « C'est-à-dire qu'à la fonderie chaque ouvrier est accidenté tous les deux ans en moyenne », commente un adhérent de la section d'entreprise socialiste de Billancourt.

→

Immigrés

LES PAQUES DE PONIATOWSKI

Le ministre de l'Intérieur a célébré Pâques à sa façon. Vendredi dernier, il a fait arrêter, dans plusieurs foyers de la région parisienne, des travailleurs immigrés qui ont été immédiatement expulsés de France. Aucun communiqué officiel n'a été publié, le ministre usant du truchement de l'A.f.p. pour faire savoir que les expulsés ne payaient pas leurs loyers et se livraient à des « actions illégales de nature à troubler l'ordre public ».

Outre Nanterre et Garges-les-Gonesses, ce sont les foyers de la Seine-Saint-Denis qui ont été particulièrement visés : La Courneuve, Bobigny, Saint-Denis, Bagnolet ont été les lieux de scènes de violence visant particulièrement les travailleurs nord-africains. Le plus curieux est que, dans l'après-midi, les services de la préfecture de Bobigny chargés de l'accueil et de l'emploi des travailleurs immigrés étaient dans la plus totale ignorance de l'événement ! Et le silence de Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à l'Immigration, laisse supposer qu'il a été lui-même placé devant le fait accompli. On ne peut en effet croire que ce mauvais coup s'est fait avec sa complicité.

Depuis plusieurs mois, la situation est tendue dans les foyers de la Sonacotra, cet organisme de service public que préside le député « réformateur » Eugène Claudius-Petit et qui loge une grande partie des travailleurs immigrés. Des grèves des loyers ont lieu, les hausses de prix frappant particulièrement une catégorie de travailleurs en général mal payés, compte tenu des qualifications qu'on leur accorde, et souvent frappés par le chômage. De longues négociations, notamment avec l'Amicale des Algériens en Europe, avaient abouti à des résultats partiels qui se trouvent remis en cause par le coup de force de Michel Poniatowski.

Toutes les organisations de gauche et les mouvements antiracistes ont protesté contre ces mesures. La Fédération de la Seine-Saint-Denis du Parti socialiste (1) avait proposé l'organisation d'une riposte unitaire, qui mercredi n'avait pu être réalisée, la fédération communiste ayant pris d'autres initiatives de son côté.

Mis à part le fait que les mesures d'expulsion ont entraîné des réactions très vives dans les pays des expulsés et que la réputation du gouvernement français s'en trouve atteinte, le procédé en lui-même est d'une absurdité totale. On ne peut prétendre à la fois — comme l'a fait le président de la République — accueillir à bras ouverts les travailleurs immigrés nécessaires à la production et les faire vivre sous la menace policière. Les exemples donnés par le communiqué officieux de l'A.f.p. — une séquestration et des coups et blessures — pour justifier les arrestations relèvent des tribunaux. En se substituant à eux, Michel Poniatowski confirme son mépris des lois et sa mentalité totalitaire.

Les évêques de Saint-Denis et de Nanterre ont protesté. Le ministre de l'Intérieur ne s'en est pas soucié. On peut l'imaginer, après sa mauvaise action du Vendredi Saint, attendant dévotement la bénédiction papale du Dimanche de Pâques pour obtenir rémission de ses péchés. Après tout, ces travailleurs ne sont-ils pas des « infidèles » ?

C.F.



(1) Jean-Pierre Chevènement a posé mercredi à l'Assemblée une question d'actualité sur cette affaire. Dès mardi, François Mitterrand, dans une question orale avec débat, demandait au ministre de l'intérieur de faire connaître « les raisons qui ont motivé l'expulsion de 16 travailleurs immigrés dans des conditions particulièrement brutales, peu conformes à la législation en vigueur et aux règles traditionnelles de l'hospitalité dans notre pays ».

MEMOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANCAIS

L'EDITION DES JOURNAUX L'EGALITE ET LE SOCIALISTE PARAIT POUR LA PREMIERE FOIS EN VOLUMES

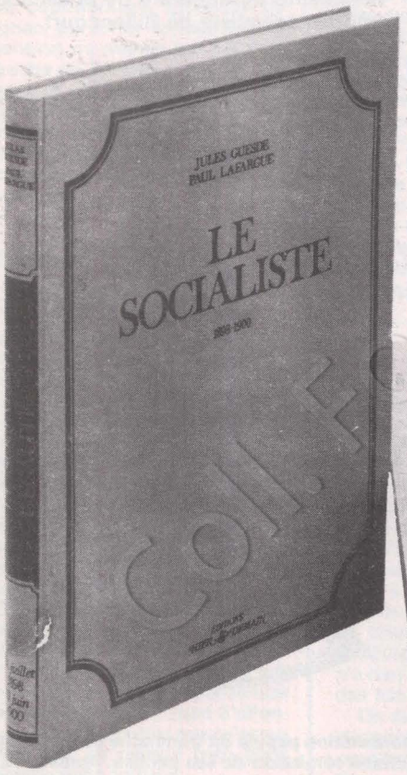
Fondé en 1877, le journal l'Egalité poursuivit sa publication, avec Jules Guesde et Paul Lafargue, jusqu'en 1885. Ils fondèrent à cette date le Socialiste, organe officiel du parti ouvrier français, qui deviendra en 1905 celui du parti socialiste S.F.I.O. Simple bulletin en 1913, le Socialiste cessera sa parution en 1923.

AUCUNE BIBLIOTHEQUE AU MONDE NE POSSEDE LA COLLECTION COMPLETE

Nous avons entrepris la réimpression rigoureusement intégrale de ces deux journaux, depuis le n° 1 de l'Egalité jusqu'au dernier numéro de 1923 du Socialiste, y compris les spéciaux, ceux imprimés en rouge, bulletins, etc...

INTERET DE CETTE COLLECTION

● Elle est indispensable pour la compréhension de la naissance du mouvement ouvrier français. ● Elle donne toutes les informations sur la vie des sections socialistes en France. ● Elle comprend des milliers d'articles de tous les leaders du mouvement ouvrier: R. Lavigne, Zévaès, Delory, Bracke, Léon Blum, Marcel Cachin, Jules Guesde, Paul Lafargue, Plekanof, Bebel, Engels, Kautsky, etc... ● Une bibliographie permanente des journaux, livres et chansons révolutionnaires. ● Environ 500 photos et illustrations et 400 documents d'époque. ● Des études sur l'attitude du mouvement ouvrier à l'égard des femmes, des coopératives, de l'anarchisme, de l'affaire Dreyfus, de la Révolution russe, etc...





Présentation

- Format 30 × 40
- beau papier indestructible
- reliure toile verte
- dorure au fer 2 couleurs
- chaque volume est précédé d'une table des matières établies par André Rossel
- biographie de Jules Guesde et de Paul Lafargue
- l'ensemble est précédé de 4 travaux de Jacques Girault, Justinien Raymond et Claude Willard.

BON DE DOCUMENTATION
à retourner au Livre Club Diderot
13, boulevard Bourdon 75004 Paris
Je désire être informé sans engagement sur la collection Le Socialiste
Nom et prénom .....
Adresse complète .....
Profession .....

Office Publicitaire de France

U

coll. fondation Jaurès

L'ENFER DES FONDERIES

Premier danger qui menace les travailleurs : la chaleur, les rayons infra-rouges et ultra-violets provenant du métal en fusion. « A l'atelier 63, explique un délégué, la température s'élève couramment à 60 degrés. » Dans les descriptions reviennent sans cesse les « cubilots », sorte de marmites géantes qui engloutissent leurs 30 tonnes de métal pour les transformer en un liquide incandescent. Puis entrent en jeu les « poches de coulée », énormes baquets mobiles qui, à 7 ou 8 mètres au-dessus du sol... et des travailleurs, amènent le métal au-dessus des moules où il doit être coulé. « Plus nous devons sortir de pièces à l'heure, plus il faut remplir la poche », raconte un ouvrier. Quelquefois, quand elle est trop pleine, elle déborde et alors, malheur à celui qui se trouve dessous ! De toute évidence, les travailleurs préfèrent ne pas s'appesantir sur cette éventualité. Depuis un an, avec la reprise de l'Industrie automobile, les cadences ont augmenté considérablement. Elles sont de 110 pièces à l'heure en ce moment. Un carter-cylindre toutes les 30 secondes, un collecteur d'échappement toutes les 30 secondes : ainsi s'égrène la vie des deux équipes à la chaîne, 42 heures 30 par semaine.

Les brûlures aux yeux sont les accidents les plus fréquents. Certes, le port des lunettes est obligatoire. Mais, dans cette atmosphère surchauffée, elles sont sans cesse pleines de buée : il faut continuellement les enlever, les remettre... Mais pour cela on a besoin de temps, et la cadence, elle, n'attend pas. Inutile de dire que dans ces ateliers Michel Durafour, avec ses projets de réforme sur la sécurité du travail, n'est pas bien vu. « Pénaliser les ouvriers qui ne respectent pas les conditions de sécurité, d'accord. Mais qu'on nous donne le le temps de les respecter ! » protestent les fondeurs.

D'autres chiffres parlent aussi de la misère de ce travail répétitif et de la fatigue qu'il représente : 26% des accidents qui surviennent à la fonderie de Billancourt sont constitués par la fracture des membres supérieurs et des mains. Plus irrémédiable : 3,8% des accidentés doivent être amputés d'un ou plusieurs doigts...

Des sourds, des gazés

Les fonderies de Billancourt détiennent une autre performance : celle du bruit. La loi autorise 90 décibels. Le seuil de douleur occasionné par bruit est franchi à 120 décibels. Au « noyautage », à l'atelier 74, là où sont coulés les noyaux des carters, il règne assez régulièrement un vacarme de 120 décibels. Conséquences : en 1973, dans ce département de Renault, trois cas de surdité professionnelle ont été reconnus et déclarés comme maladie indemnisable. 17 autres travailleurs n'ont pas eu la même « chance » : leur surdité, reconnue et déclarée comme maladie professionnelle à l'inspection du Travail, n'a pas été jugée « indemnisable ».

Enfin, les affections pulmonaires sont légion à la fonderie. Il y a d'abord les bronchites chroniques, pour les travailleurs exposés à la fois à une chaleur écrasante et aux courants d'air qui ne manquent pas de s'établir entre les portes. « Et il ne s'agit pas de petites toux à se chatouiller le gosier ! » précise un ouvrier de Billancourt. Ensuite, existent des lésions aux poumons qu'il est impossible médicalement d'attribuer à une cause précise, mais dont les travailleurs connaissent bien l'origine : poussières, vapeurs plus ou moins toxiques qui s'échappent des moules de résine et de sable où est coulé le métal en fusion, résidus du gaz injecté pour démouler les pièces, autant de causes certaines — mais non reconnues — des affections pulmonaires qui frappent les travailleurs des fonderies. « Isocure 3 D », c'est l'un des cauchemars des fondeurs. Hyper-toxique, ce gaz sert à décoller les pièces de leur moule. Le 24 février dernier, une fuite s'est produite dans le flexible conducteur du gaz. Emile Diaz, O.s. de 54 ans, est mort asphyxié. « Une fois injecté, le gaz doit être entièrement aspiré, explique un délégué. Mais des vapeurs restent toujours sur la pièce, et tout le monde en profite ».

A « l'ébarbage », là où à l'aide d'un marteau et d'un burin des O.s. font sauter les « barbes » restées sur les pièces fraîchement démoulées, voilà deux ans qu'ils réclament un système d'aspiration. « La direction ne dit jamais non, commente un socialiste de Billancourt. C'est, pour elle, un bon moyen de se garantir en cas d'accident.. Mais elle laisse traîner, des années s'il le faut, avant de faire l'investissement qui épargnerait la santé des travailleurs ». Beaucoup d'ouvriers, épuisés, sont ainsi obligés de quitter leur poste, incapables d'atteindre l'âge de la retraite. Et sans pension, bien entendu, puisque leur maladie n'est pas professionnelle ».

Mardi matin, quand ils ont repris le travail, les fondeurs n'avaient certes pas l'impression d'avoir remporté une victoire magistrale, notamment quant à leurs revendications sur les conditions de travail. Mais la direction a dû nettement assouplir sa position de refus systématique : sur les 70 F demandés (l'équivalent de 5 points), elle a accordé 40 F à tous sous forme d'une prime de risque-santé — tiens donc ! — et a pris l'engagement de moderniser certains postes de travail. En attendant, le laboratoire Renault de Billancourt continue à affirmer que ces analyses ne révèlent rien de particulier dans l'air de la Régie. « Travailler chez Renault, c'est respirer à 3 000 mètres », tel est le slogan, lourd d'ironie, que les travailleurs veulent suggérer pour thème de la prochaine campagne publicitaire.

Il y a bien une rue Pervenche qui traverse la fonderie à Billancourt. Mais il y a beau temps que, effarouchés, les oiseaux n'y viennent plus...

CHRISTINE COTTIN

la nouvelle revue **socialiste**

DOSSIER TIERS MONDE

EDITORIAL
L'abc du mois — M. Benassayag

Les socialistes et le tiers monde — L. Jospin
Vers une nouvelle organisation économique mondiale — L. Praire
A propos du premier congrès du PC cubain — A. Blanca

Mexique : l'échéance de 1976

La nouvelle place du Venezuela dans le continent latino-américain

Bourgeoisies nationales et crise du capitalisme en Amérique latine — A. Rouquie

Les débuts de l'ère post-vietnamienne en Asie — Ph. Machefer

Le conflit israélo-arabe depuis 1973 — J. Huntzinger

Caractères et effets des opérations de développement rural en Afrique tropicale et à Madagascar — J. Delepine

ANALYSE

L'union de la gauche contre le pessimisme ! — J.-Cl. Colliard - G. Le Gall

DEBAT

L'esprit de Latche — G. Delfau

THEORIE

La dictature du prolétariat — P. Palau

CULTURE

Poésie. Breytten Breyttenbach, poète et militant, victime de l'apartheid — A. Houlou

Lire. Histoire éclatée, renouvellement de l'ethnologie — Y. Pierre

Voir. Critique, Théâtre et action culturelle ? — G. Foissy

Entendre. Note sur la musique populaire brésilienne — P. Chalendar

BULLETIN D'ABONNEMENT :

Nom & prénom .....

.....

adresse et code postal .....

.....

désire souscrire : .....

tarif : Abonnement d'un an : 100 F (10 numéros)
Abonnement de soutien : 150 F
Abonnement de 6 mois : 60 F (5 numéros)

Ci-joint le montant correspondant en chèque bancaire ou postal à l'ordre de la N.r.s. CCP PARIS 5462 27

à retourner : 12, cité Malesherbes 75009 Paris

Nucléaire

LA FUITE EN AVANT

Les industriels de l'électronucléaire avaient besoin d'un marché supplémentaire. Le gouvernement vient de leur en fournir un ». Au lendemain du Conseil restreint sur la politique de l'énergie, en deux phrases, ce syndicaliste d'E.d.f. résumait les raisons cachées du gouvernement.

Jeudi 15 avril : autour d'une table, 6 hommes. Le président de la République, Jacques Chirac, Jean-Pierre Fourcade, Michel d'Ornano, Jean Ripert, commissaire général au Plan, et Paul Mentré, délégué général à l'Energie. A eux six, ils allaient prendre une série de décisions « inacceptables ». Tout d'abord, ils ont autorisé E.d.f. à passer commande, dès cette année, d'une centrale « en vraie grandeur » faisant appel à la technique de la surrégénération. Puis ils ont donné le feu vert à E.d.f. — « qui ne s'en remettra pas » disent déjà bon nombre d'employés — afin de passer commande, pour 1978, de centrales nucléaires pour une capacité de 5 000 mégawatts. Soit cinq centrales de 1000 Mwe venant s'ajouter aux 12 déjà prévues.

Derrière le jargon et l'opacité des termes techniques se cache une volonté permanente de rentabiliser les investissements industriels faits par quelques grands monopoles. Pour cela, il faut un certain rythme de commandes annuelles. Celles attendues de l'étranger n'affluant pas, l'Etat vient de prendre le relais. Au mépris de l'intérêt national.

Tout cela au moment où les autres Etats — et les firmes privées — ralentissent leurs programmes. La Hollande a décidé d'attendre. La Suède, après une interruption, lance un programme réduit qui fait plus songer à un programme d'étude qu'à un programme industriel. Aux Etats-Unis, les programmes sont différés ou réduits, des référendums ont lieu. Partout, les interrogations s'affirment. Sur la nécessité de tels programmes, sur la fiabilité des techniques mises en œuvre et, surtout, sur le coût réel de l'électricité d'origine nucléaire.

Seule la France fait exception. Ici, la fuite en avant caractérise une politique qui va de la définition de programme nucléaire sans débat public au démantèlement du C.e.a., en passant par un asservissement total d'E.d.f.

Le rapport de la commission de l'Energie du VIIe Plan, publié au début du mois d'avril, caractérise la vision que se fait le gouvernement des besoins énergétiques de la France à l'horizon 1985. Revenant sur les estimations précédentes, les besoins nationaux sont chiffrés à 232 millions de T.e.p. (tonnes équivalent pétrole) au lieu de 280 à 310 millions selon des chiffrages antérieurs. Comment en est-on arrivé là ? Par des économies rationnelles, prévues par la collectivité ? Un autre gouvernement aurait pu y penser. Dans le cas présent, deux autres motifs sont à la base de cette modification : une économie fonctionnant au ralenti, donc consommant moins d'énergie, et un rationnement « par l'argent », la hausse des produits énergétiques limitant plus ou moins la consommation selon les couches sociales.

Vient ensuite le choix des sources. Le charbon continue son déclin (de 17 à 11 % du total), l'électricité d'origine hydraulique aussi (de 8 à 6 %). Le seul « vainqueur » étant le nucléaire : 25 % de la production.

C'est pour produire ces 25 % que le programme gouvernemental a été décidé. A une remarque près. Le programme ne va pas jusqu'en 1979. A croire que le gouvernement n'est pas si sûr que cela de gagner les prochaines législatives et veut, d'ici là, créer l'irréversible. Comme ces derniers mois l'opinion publique s'est sensibilisée sur ce problème, qu'au fur et à mesure des implantations le refus s'est fait plus massif, c'est dans le silence des cabinets que fut élaborée — presque clandestinement — l'actualisation du programme.

Accent sur les surrégénérateurs

Et si l'on regarde de près les mesures industrielles qui l'accompagnent et le permettent, il devient évident que c'est pour pouvoir vendre des centrales à l'étranger que cet ensemble de décisions a été pris.

En effet, les clients potentiels souhaitent soit acheter en même temps qu'une centrale nucléaire une unité de retraitement des matières fissiles, soit se faire livrer les matières fissiles récupérées. Pour cela, il faut offrir des centrales éprouvées. Or, aucune ne l'est. On va donc faire des essais en grand, passant directement du laboratoire au stade industriel. Comme les acheteurs potentiels souhaitent, semble-t-il, du plutonium, — au fait, avec quoi fait-on des bombes atomiques ? — c'est sur les surrégénérateurs que l'on met l'accent. Car une des particularités de ce type de réacteur est de produire plus de plutonium qu'il n'en consomme.

C'est la volonté de présenter un produit fiable commercialement — et très vite — qui aurait poussé le gouvernement à choisir un licencieur unique (Westinghouse) alors qu'il y a peu E.d.f. affirmait vouloir mettre en concurrence deux procédés. Cela expliquerait la mise à la disposition des firmes multinationales du potentiel technologique du C.e.a., cela afin de limiter au maximum les « bavures » et surtout de fournir aux constructeurs le savoir-faire qui leur manque pour développer leur filière. Cela expliquerait la décision de transformer la direction des productions du C.e.a. en firme de droit privé. Ainsi elle pourrait participer de plein droit au marché international. Si l'on ajoute à cela la volonté de développer le chauffage tout électrique pour absorber l'électricité produite par les centrales nucléaires commandées — même si cela coûte cher à la collectivité — et le peu de crédits alloués à la recherche sur les énergies nouvelles, la boucle est bouclée.

La C.f.d.t. a posé ces questions. Elles sont restées sans réponse. Le gouvernement n'a pas répondu non plus aux scientifiques et aux syndicalistes qui s'inquiètent à propos du programme Super-Phénix. Les surrégénérateurs semblent être, en effet, un secteur ou la France est en pointe. Le réacteur Phénix fonctionne déjà depuis plusieurs années. Mais il est de faible puissance. Vouloir passer de l'expérimental petit modèle à l'industriel en vraie grandeur alors que tous les problèmes de sécurité ne sont pas résolus semble pour le moins suicidaire. C'est pourtant ce qui a été fait. Sans qu'une ombre de débat n'ait eu lieu, ni au Parlement ni dans le pays.

Alors qu'il eût été sage de tester les centrales de 900 Mwe du type de Fessenheim, de poursuivre les recherches sur les surrégénérateurs, de faire les calculs économiques qui s'imposent, de miser sur la diversification des sources afin de sauvegarder au maximum notre indépendance nationale, le gouvernement a choisi le tout nucléaire, afin de permettre à Creusot-Loire, à la C.g.e., à P.u.k. et à quelques autres de faire un peu plus de bénéfices. C'est toujours aussi beau la société libérale avancée...

Mais il est une conséquence de ce programme dont on parle peu : les retombées sur le « maître d'œuvre », sur E.d.f.

Car, ces dernières années, ce qui fut un établissement au service de la nation a perdu l'essentiel de son caractère de service public et de son autonomie de décision. Au point qu'aujourd'hui, face aux groupes multinationaux qui ont mis le C.e.a. en pièces, E.d.f. n'est plus qu'un client docile. Tout d'abord le « tournant commercial » mais surtout la prise en charge de la propagande pronucléaire ont fait perdre à l'établissement sa réputation de sérieux et d'entreprise soucieuse de l'intérêt public. Puis la généralisation des marchés « clés en main » ont permis aux différents constructeurs un laxisme dans les fournitures qui prouvent que la « qualité technique » de l'établissement n'est plus ce qu'elle était. Et ce n'est pas parce qu'E.d.f. fait la liste des goulets d'étranglement de l'industrie nucléaire que cela changera quelque chose au problème. A la limite, les délais s'allongeront, une bonne partie des études et du contrôle sera confiée à des firmes extérieures. Car la concurrence sur laquelle jouait E.d.f. n'est plus qu'un souvenir. Aujourd'hui l'établissement national doit mettre en œuvre en s'adressant à un unique groupe de constructeur un programme impératif. Il lui faut donc en passer par là, en espérant que les « pépins » seront rares, de peu d'importance et qu'ils passeront inaperçus.

Or la situation financière de l'Etablissement ne lui permet plus de parler haut. Il y a longtemps que chaque consommateur paie plus que le coût réel du service rendu. Aujourd'hui, les industriels gros utilisateurs paient leur énergie de base moins cher que son prix de revient. Et, parmi les industriels, des inégalités existent : les électrochimistes payant le Kwh deux fois moins cher que les autres. Et si le « client domestique » français paie son courant électrique plus cher que son homologue anglais ou suédois, le prix moyen du Kwh vendu par E.d.f. est le moins cher d'Europe. Ce qui explique la détérioration du compte d'exploitation de l'établisse-

ment. En 1974 le déficit était de 1,5 milliard de francs et pour 1975 il sera de l'ordre de 500 millions. C'est à ce moment-là qu'E.d.f., pour lancer le programme nucléaire, a dû faire un gigantesque effort en capital. Le déficit obligeant à réduire la part d'autofinancement, le désengagement de l'Etat qui souhaitait consacrer ses subventions au secteur privé ont contraint E.d.f. a recourir à des emprunts. Et comme l'année était mauvaise, il lui a fallu recourir au marché financier international. Ce qui va placer l'établissement en mauvaise posture ces prochaines années et ajouter, vis-à-vis des Etats-Unis, à la dépendance technique, la dépendance financière.

Mauvais temps pour E.d.f

Car s'il fut un temps où E.d.f. trouvait sans avoir à discuter des prêteurs, il n'en est plus de même aujourd'hui. Déjà pour tout emprunt, des « audits » américains — des enquêteurs, en quelque sorte — arrivent à Paris et interrogent la direction à propos de la gestion, des salaires, du personnel.

Et comme ces prêts sont à court ou moyen terme (5 à 8 ans), lorsque viendra l'heure des remboursements, à partir de 1979-1980, la charge qui pèsera sur un établissement dans le meilleur des cas à la limite de l'équilibre financier sera énorme. Et les consommateurs paieront...

Cet aspect presque toujours passé sous silence du programme nucléaire n'est pas négligeable. Il fait partie d'un tout, correspondant au démantèlement du C.e.a., à la part faite aux intérêts privés.

Il correspond au goût du secret qu'a manifesté le gouvernement dans cette affaire. Le secret lui a permis non seulement de décider, sans que les Français en connaissent toutes les implications, le programme Super-Phénix, mais surtout d'en confier la responsabilité à une nouvelle firme, Novatome, où Creusot-Loire et Alsthom-Atlantique contrôlent 70 % des parts. Lorsque l'on sait que le souci primordial des firmes privées est la rentabilité, on peut avoir quelques inquiétudes lorsque le développement industriel d'une technologie pas totalement maîtrisée leur est confié. Le Syndicat national du personnel de l'énergie atomique C.f.d.t. avait, le 25 mars dernier, pris position sur ce point d'une manière très claire : « Ce réacteur, s'il était commandé, ne pourrait être considéré que comme un prototype et un objet d'études. L'avance technologique française, qui est certaine en ce domaine, ne s'appuie cependant que sur une seule expérience industrielle (Phénix à Marcoule) et beaucoup de travaux sont encore à mener à terme pour maîtriser ce type de réacteur. »

On comprend mieux le silence pudique d'une presse habituellement moins avare de détails sur les actes de nos gouvernants. Si les décisions du « Conseil sur l'énergie » furent peu commentées ce n'est pas par hasard. Le Pouvoir sait bien qu'en ce domaine, moins il parle mieux ça va. Ce qui pour l'avenir est inquiétant : chaque seuil franchi vers le « tout nucléaire » semblant réclamer un peu plus de secret, le moment viendra vite où les décisions du Pouvoir ne seront même plus annoncées... Déjà après avoir refusé de soumettre au Parlement un projet de programme nucléaire, le gouvernement vient d'éviter que la question ne soit débattue lors des discussions du VIIe Plan.

Et peindre en tricolore le programme décidé ne changera rien. Le bleu, le blanc et le rouge ne cacheront qu'une mauvaise action. Et au bout du compte il faudra bien que la gauche reprenne les mailles là où le gouvernement a « tout laissé filer ». En commençant par une consultation démocratique, pour aboutir à un programme limité et progressif où la recherche aura toute sa part — sans préjugé des résultats — et où les entreprises nationales, C.e.a., E.d.f., plus ce qui doit être nationalisé en ce domaine, retrouveront leur raison d'être : encadrer le secteur privé par une appropriation publique croissante et une planification réelle.

GUY PERRIMOND



Haute-Vienne

QUI EST ENRICHI PAR L'URIANUM ?

De notre envoyée spéciale.

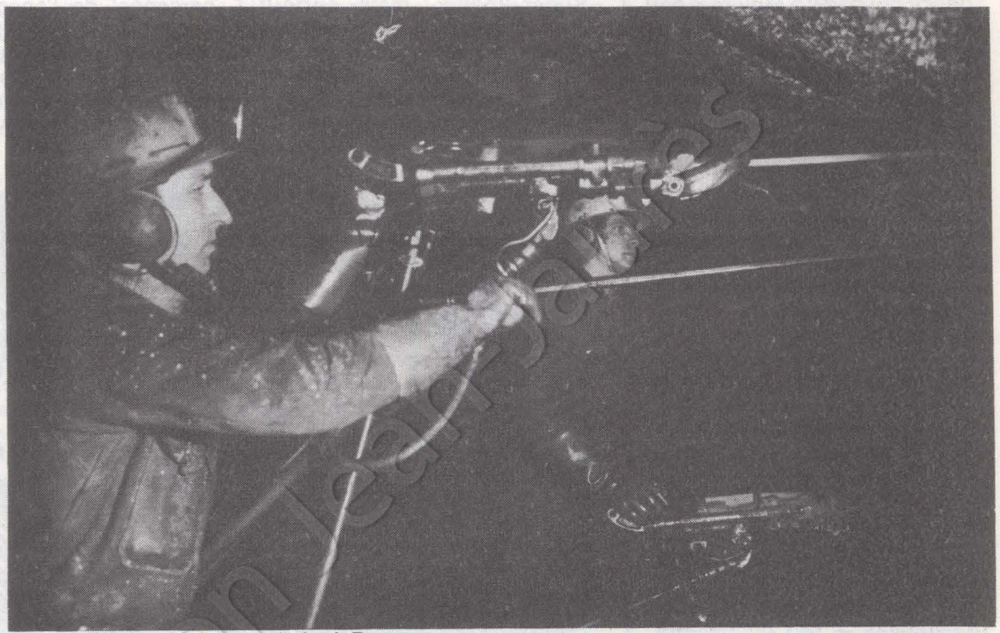
« Il se passe des choses effroyables dans notre région. C'est la grande peur, c'est le même climat que celui de la collaboration », dit Robert Le Serrec, un habitant de Compreignac, en Haute-Vienne. Puis, autre son de cloche. « Je ne comprends pas qu'on vous ait déplacé pour des choses pareilles ». C'est par cette phrase que le maire de Razès aborde le journaliste venu enquêter sur les méfaits du Commissariat à l'énergie atomique, dans la région. Que croire ? Depuis 1948, le C.e.a. s'est installé dans le haut Limousin pour extraire l'uranium. Au pied des monts d'Ambazac se situe le plus important gisement uranifère d'Europe occidentale : actuellement 450 à 500 tonnes d'uranium sont extraites chaque année. On prévoit d'en extraire 1 100 tonnes à partir de 1980. Les réserves sont évaluées aujourd'hui à 25 000 tonnes, on compte qu'il en reste autant à découvrir. Au profit de qui, au détriment de qui ?

Pour l'automobiliste qui emprunte la R.n. 20, seuls d'énormes tas de déblais signalent les mines d'uranium. De gros camions-bennes qui transportent le minerai vers l'usine de traitement et repartent chargés d'uranate remplissent de bruit les petits villages tranquilles : à Bessines-sur-Gartempe, on compte jusqu'à 60 passages par jour. On en prévoit 300 dans l'avenir. Le bruit, le paysage bouleversé, la nature saccagée sont des nuisances difficilement acceptables. Mais « on a trop besoin d'emplois pour faire la fine bouche », constate un conseiller municipal de Bessines. Car si le C.e.a. n'a pas apporté la richesse, il permet depuis son installation à ce pays d'agriculture traditionnelle de vivre.

Les « bédouins »

En effet, les mines et l'usine de traitement de minerai offrent, à elles seules, 900 emplois qui font vivre 5 000 à 6 000 personnes. Le commerce prospère : à Bessines, la commune perçoit 30 000 francs de patente. Les autres communes reçoivent des subventions. « Insuffisantes », affirme le maire de Razès. « Vous vous attendiez à ce que nous soyons la vache à lait, répond Robert Avril, chef de la division minière. Mais nous sommes comme n'importe quelle société privée et notre premier souci est celui de l'équilibre budgétaire. Nous devons réparer les dégâts que nous faisons, mais nous n'irons pas au-delà. »

Les dégâts les plus spectaculaires, ce sont les énormes terrils (jusqu'à 100 mètres de hauteur) comme celui du Brugeaud, dont la couleur jaunâtre tranche sur le vert des prairies environnantes. « C'est vrai que nous transformons la région en taupinière, convient Robert Avril, mais nous ne sommes pas encore contraints par la loi de reconstituer un site. » Et d'affirmer les préoccupations du C.e.a. quant au problème de l'environnement en montrant le point 117 N, un grand terril à l'entrée de Bessines, qu'on est en train de planter et d'engazonner. « D'ailleurs, je suis membre moi-même de deux ou trois associations de protection de la nature, ajoute le chef de division. Pas dans la région, bien sûr : on me taxerait d'hypocrisie... »



Forage des parois d'une galerie, à Fanay.

Ce n'est pas d'hypocrisie qu'on taxe le C.e.a., mais plutôt de sans-gêne. Bien des agriculteurs sont mécontents : « S'il y a des émirs du pétrole, nous, on est les bédouins de l'uranium », dit l'un d'eux. Et s'ils signent volontiers avec le C.e.a. des conventions de prospection et sont indemnisés (30 francs par trou de sondage) pour les « dommages, présents, à venir, visibles ou cachés », ils déplorent qu'après la prospection l'huile ou le gas-oil des moto-pompes et autres engins souillent l'herbe, posant ainsi des problèmes pour l'élevage.

« Ce que je leur reproche aussi, dit un vieil agriculteur des Grandes Magnelles où l'on commence à extraire le minerai, c'est qu'ils ne demandent pas le droit de passage ». « C'est l'habituel sans-gêne administratif », convient un cadre du C.e.a. Mais un sans-gêne qui peut atteindre l'insupportable : un couple d'agriculteurs, 78 et 88 ans, habite depuis toujours le moulin de Peny, dans la commune de Compreignac. Ils n'ont pas voulu vendre les quatre hectares de terre qui entourent leur maison. Maintenant, ils demandent à être relogés. Une mine s'est ouverte à 120 mètres de leur maison. Pendant deux ans, Mme Salaud à dû faire 400 mètres à pied plusieurs fois par jour pour puiser l'eau : le C.e.a. avait détourné le ruisseau qui alimentait la ferme. Aujourd'hui, ce cauchemar est terminé ; mais, la maison étant branlante et les tirs de mine quotidiens, on fait sortir les vieillards de leur maison par tous les temps lorsqu'ils ont lieu.

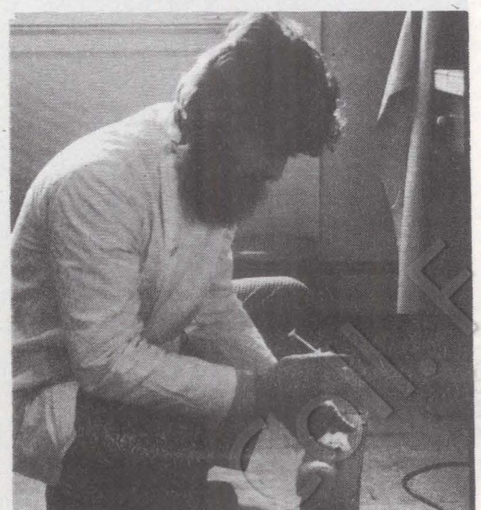
Dynamite et colorants

Quant aux expropriations et achats de terrains, les agriculteurs sont en général plutôt satisfaits : « Bien sûr, ils peuvent nous blouser, mais on ne trouverait pas de particulier qui nous donnerait autant », dit un vieil agriculteur sans héritiers qui est bien content d'avoir trouvé à vendre ses terres. Mais il arrive que des exploitations entières disparaissent. « Ce qu'ils donnent, ça paie le terrain, mais pas les frais », dit un jeune agriculteur qui a dû vendre pratiquement toutes ses terres et qui cherche à en racheter : « Pendant ce temps, l'argent se dévalue. Le C.e.a. devrait nous aider à retrouver des terres ».

Les mécontents se trouvent surtout chez les résidents secondaires et les enseignants. Certains d'entre eux ont constitué « l'Association de protection des monts d'Ambazac ». Leurs arguments contre le C.e.a. ne sont pas négligeables et personne ne nie dans la région que la préoccupation de la radio-activité est légitime. « Ça doit être surveillé, on n'est pas en train de fabriquer du nougat », dit un ouvrier de l'usine de traitement. La sécurité est, en effet, le problème qui préoccupe tout le monde ici : le C.e.a., les syndicats et la population. Cette dernière y est, semble-t-il, la moins sensibilisée. « On aurait plutôt peur de leur dynamite et de leurs colorants », dit un agriculteur. Quant au C.e.a., qui utilise l'eau de la Gartempe



Carrière de Margnac, dans la Haute-Vienne.



Expérience sur des rats au laboratoire du C.e.a., à Razès.

pour traiter le minerai, il affirme que l'eau rejetée par l'usine n'est pas plus radio-active que celle pompée à l'amont par l'usine.

Le C.e.a. possède lui-même un service médical dirigé par le Dr Chameaud qui est, de l'avis de tous, remarquable. Chaque mineur peut avoir accès à son dossier quand il le désire. Le service du Dr Chameaud fait également des recherches sur le radon, gaz radio-actif qui se dégage des gîtes d'uranium. Jusque-là et sur des hommes qui ont fait 20 ans de mine, on a pu remarquer un nombre anormal de cancers du poumon. Mais chacun sait bien ici que 20 ans, c'est encore trop bref. Marcel Philip, délégué C.g.t., affirme qu'il y aurait sûrement d'autres améliorations à apporter pour la radio-protection, mais il ajoute : « Je crois qu'aucune mine n'a fait plus d'efforts dans ce domaine que le C.e.a. ».

Une grève de 58 jours

En revanche, les mineurs et les employés du C.e.a. se battent sur des revendications salariales et sur les avantages en nature, comme en témoigne la grève qu'ils ont menée pendant 58 jours à la fin de l'année dernière. Significatif : ce sont les plus récemment embauchés qui ont déclenché la grève. En effet, les paysans-mineurs ont pratiquement disparu, le travail au C.e.a. ne représente plus pour la majorité des employés un salaire d'appoint. Aussi, les luttes se durcissent. Une des revendications des grévistes se basait sur l'injustice de la distribution des avantages en nature : les mineurs reçoivent chacun 1 750 litres de fuel pour se chauffer ; les techniciens et agents de maîtrise, 5 000 ; pour les ingénieurs il n'y a pas de limite. « Pas de différence », demandait la C.g.t. Le Commissariat à l'énergie atomique avait cédé, mais le ministère de l'Industrie resta intraitable. Les employés du C.e.a. ont cependant gagné cette grève sur le plan de la grille des salaires : elle assurera aux jeunes embauchés un déroulement normal de leur carrière.

Les seuls emplois, ici, sont ceux que propose le C.e.a. « Vous n'avez pas d'industrie, mais vous avez le tourisme », répond-on aux élus socialistes locaux qui réclament des industries en amont et en aval du C.e.a. « Encore faut-il qu'ils bouchent leurs trous », dit Bernard Brouille, jeune conseiller général de Bessines. « Ils », c'est bien sûr le C.e.a. Bernard Brouille dit aussi : « J'ai bon espoir d'amener des industries en relation avec le C.e.a. Par l'intermédiaire du Conseil général et du Conseil régional, on pourrait faire venir des industries qui fabriqueraient des équipements. Cela pourrait aller du casque de mineur aux bottes, etc. »

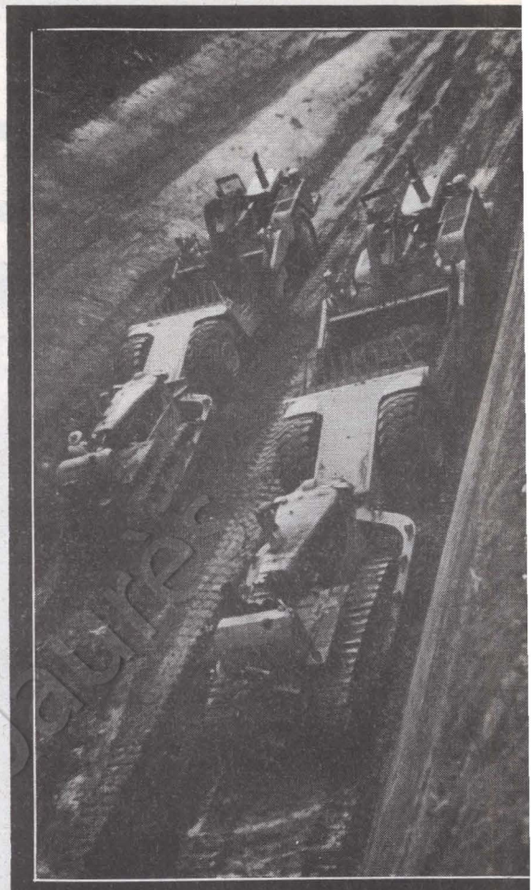
Mais les élus locaux, qu'ils soient socialistes ou communistes, reprochent d'abord au C.e.a. d'être peu coopératif : « Ils abîment les routes et c'est la croix et la bannière pour qu'ils les réparent ». Les élus socialistes sont décidés, quant à eux, à mener campagne contre les abus du C.e.a. touchant à l'environnement, d'abord. En demandant — ce qui est, aujourd'hui, techniquement possible — qu'on ne crée plus de mines à ciel ouvert et que, lorsque le paysage a été bouleversé, il soit remis en état. Ils demandent aussi que les propriétaires sur les terrains desquels sont faits des sondages soient correctement indemnisés. Ils souhaitent aussi que le C.e.a. paye mieux les terrains qu'il achète.

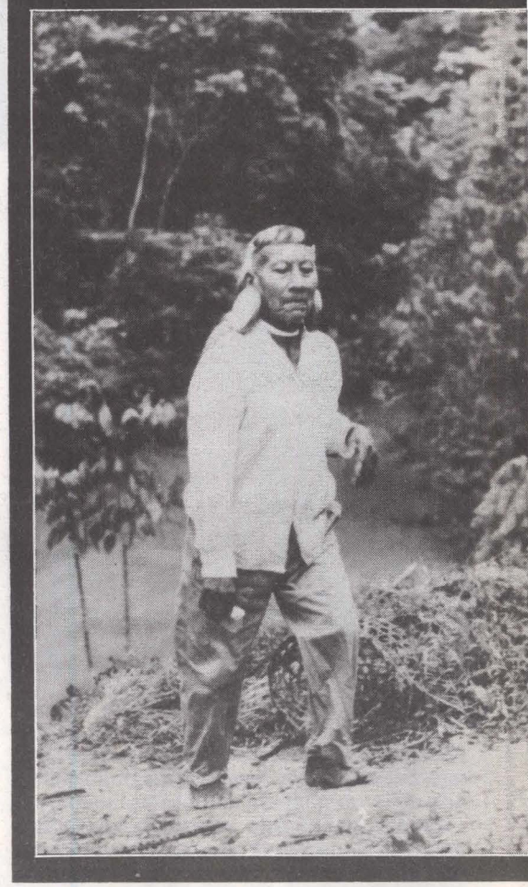
Très conscients des problèmes de radio-protection, ils pensent à créer une commission d'élus qui puisse vérifier le taux de pollution atmosphérique et celui de pollution des eaux.

En effet, si la majorité des habitants de la région accepte de bon cœur, dans un intérêt économique évident, les nuisances qu'implique cette exploitation minière, elle reste cependant inquiète — avec tous les spécialistes, d'ailleurs — lorsqu'il s'agit des retombées à longue échéance, inconnues ou mal connues, de la radio-activité.

EMMANUELE PLAS

Brésil





Giscard a les amis qu'il peut. Après avoir croisé Pinochet — par Yvon Bourges interposé — à l'enterrement de Franco, il reçoit le représentant de l'un des régimes les plus répressifs d'Amérique latine, un des plus vendus à l'impérialisme nord américain : Ernesto Geisel, président de la République brésilienne. Ancien général, Geisel est le quatrième chef d'Etat militaire depuis le coup d'Etat de 1964. Il partage avec Valéry Giscard d'Estaing une volonté, proclamée très haut, de libéralisation qui ne se traduit jamais dans les faits. Le drame est qu'au Brésil il s'agit de tortures, d'assassinats, de faim, de maladies mortelles, de diminution du niveau de vie, de censure, de bradage du pays aux intérêts étrangers, etc.

En 12 ans, les militaires ont fait du Brésil une puissance continentale. Pour le seul bien des Etats-Unis et des régimes fascistes d'Amérique latine à l'instauration desquels il a activement participé : de Pinochet à l'Uruguayen Bordaberry, en passant par le Bolivien Banzer. Ce gigantesque pays (8,5 millions de km2), un des plus riches du monde, est devenu le pôle d'attraction préféré des multinationales. Elles y bénéficient de facilités juridiques et financières étendues et de la certitude d'y trouver une classe ouvrière taillable et corvéable à merci.

De 1964 à 1975, le salaire minimum réel est passé de l'indice 61 à 29 (indice 100 en 1958). Les syndicats sont partiellement tenus par les jaunes. La moindre grève est réprimée. Elles sont pourtant nombreuses et donnent lieu aux pires violences. L'ouvrier Manuel Fiel Filho est mort le 17 janvier 1976 dans les locaux de la police militaire de Sao Paulo. Autre « phénomène brésilien » 19,4 % de la population active est victime chaque année d'un accident du travail. Geisel lui-même a dû reconnaître que ces chiffres étaient « vexatoires » !

Malgré toutes ces « conditions favorables » le miracle brésilien » dont on nous a tant rebattu les oreilles est en train de s'effondrer lamentablement. Il est de plus en plus difficile de masquer qu'il reposait sur un partage inégalitaire à l'extrême. Les 10 % les plus riches de la poulation sont devenus encore plus riches. Alors qu'ils contrôlaient 39,67 % du revenu national en 1960, le chiffre passait à 47,79 % en 1970, près de la moitié. Pendant ce temps, les 90 % les plus pauvres devenaient encore plus pauvres. Le taux de croissance, après avoir connu ses sommets en 1971 et 1973, est redescendu en 1974. L'inflation momentanément contrôlée redémarre. Mais le fait le plus grave demeure la dépendance vis-à-vis de l'étranger. Entre 1972 et 1974 alors que les exportations brésiliennes doublaient, la dette extérieure était multipliée par trois.

Au Brésil, la torture et l'élimination physique sont depuis plus de dix ans érigées en système de gouvernement. Ouvriers, paysans, petite bourgeoisie, tous en sont victimes même l'Eglise dont des secteurs de plus en plus importants se heurtent à la dictature. La censure préalable semble avoir été un peu allégée aux dires du gouvernement Geisel. Mais celui-ci, pour s'assurer qu'elle continuait à faire effet l'a « remplacée » par l'arrestation de journalistes sous les plus invraisemblables accusations. Au mois de novembre l'un d'eux, Wladimir Herzog, mourait sous la torture dans les locaux mêmes de la Police militaire de Sao Paulo. Ici encore le rapport officiel a conclu à un « suicide ».

Une dictature militaire à tentation hégémonique aux ordres de Henry Kissinger, un régime répressif qui emploie la torture et l'exécution sommaire comme méthode de gouvernement, un système économique en faillite dont le seul effet est d'enrichir les riches et d'appauvrir les pauvres, comme le montre la « mise en valeur » de l'Amazonie telle que l'a vue notre envoyé spécial. Voilà le régime que Giscard d'Estaing a décidé d'honorer.

De notre envoyé spécial.

L'Amazonie est la région la plus grande et la moins connue du Brésil, dont elle couvre 58 % de la surface. Elle serait à elle seule le neuvième Etat du monde. Elle possède un cinquième des réserves d'eau douce de la planète. Ses richesses sont mal connues. On sait seulement qu'elles sont considérables : les plus grandes réserves mondiales de fer, de cassitérite (étain), de manganèse, de sel-gemme... De grands gisements de bauxite, d'or, et de diamant sont déjà en exploitation ou le seront bientôt. On parle de pétrole. Bien utilisés, les arbres de la forêt vierge permettraient de construire une maison pour chaque famille vivant sur la Terre, soit une réserve de 70 milliards de mètres cubes de bois. La pêche, rationalisée, pourrait nourrir en protéines animales une population dont la moitié est sous-alimentée.

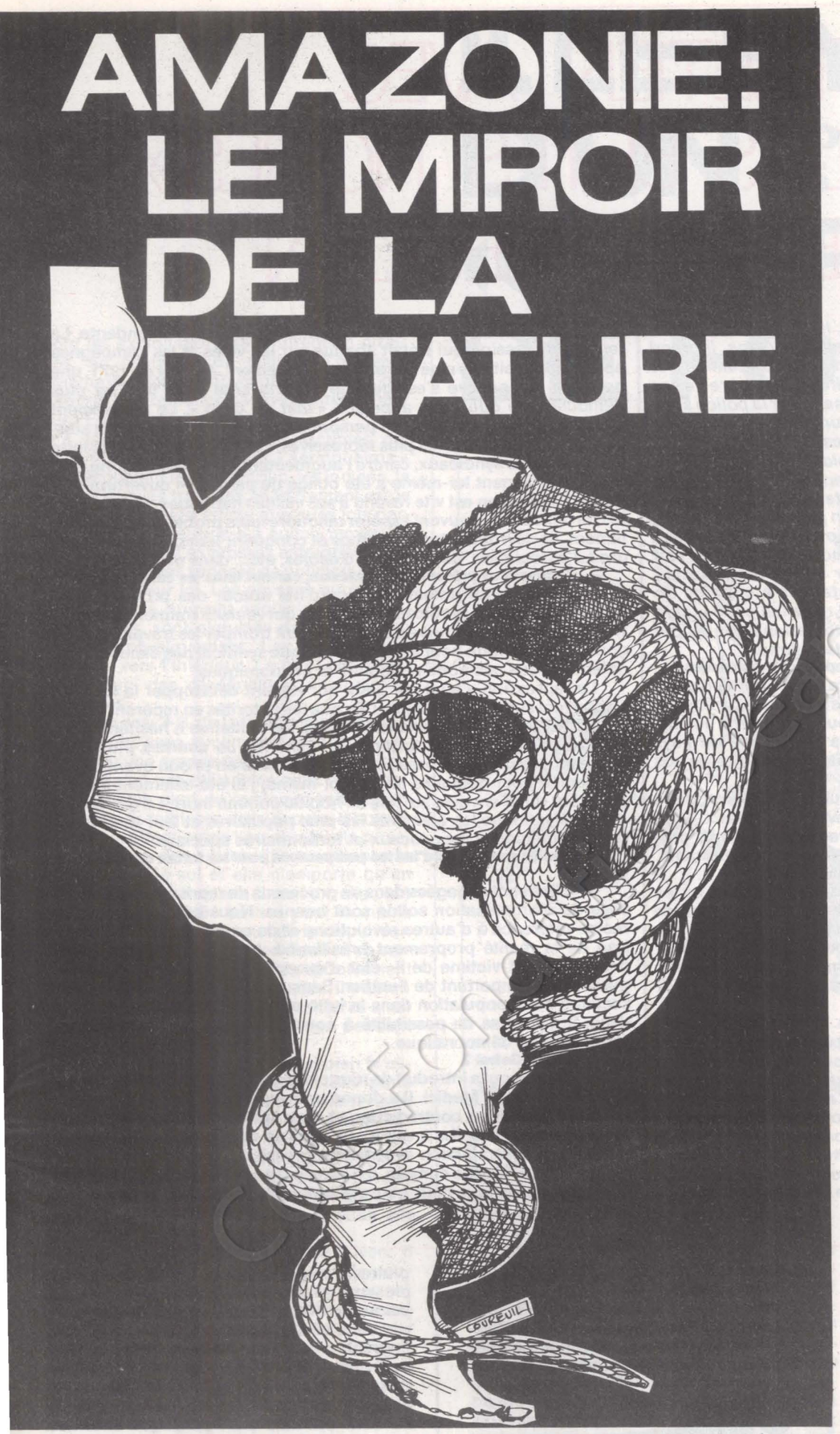
La forêt amazonienne est la plus grande forêt tropicale du monde ; elle est son principal fabricant d'oxygène, puisqu'elle fonctionne toute l'année. Mais on n'y trouvait, voilà dix ans, que 0,0008 % de la population mondiale. Si l'on ajoute que l'Amazonie compte 11 248 km de frontières avec huit pays, on comprendra l'intérêt porté au développement de la région.

En char d'assaut

Les motivations officielles ayant présidé à la volonté de coloniser l'Amazonie sont triples : mise en valeur des richesses naturelles, volonté de défendre le territoire national contre une tentative d'appropriation venue de l'extérieur, essai de résoudre les problèmes sociaux et humains du « Nordeste ». Les discours ont fleuri dont la rhétorique était belle. Mais dix années d'expérience permettent de faire un premier bilan au travers duquel la dictature brésilienne se révèle non pas comme elle voudrait être, mais telle qu'elle est en fait. Il suffit de reprendre chacun des objectifs affirmés et de voir à quelle pratique il a conduit.

Volonté de défendre le territoire national. Il est un fait qu'une conférence tenue à Iquitos, au Pérou, en 1948, avait approuvé un projet d'internationalisation de la région qui

AMAZONIE: LE MIROIR DE LA DICTATURE



avait le soutien du gouvernement des Etats-Unis. Mais, en fait, ces derniers n'ont pas besoin d'internationaliser la région pour y être comme chez eux et aucun des voisins du Brésil n'a les moyens ni la volonté de s'emparer d'une parcelle du territoire brésilien. En revanche, en dressant un réseau de routes longeant toutes les frontières d'une part, conduisant des centres industriels et peuplés vers l'extérieur, d'autre part, le Brésil se donne de fantastiques moyens d'accès chez ses voisins. Il sera bientôt possible à un char d'assaut de se rendre de n'importe quel point du Brésil à n'importe quel point du sous-continent. Les Péruviens ont commencé à redouter cette situation et ne sont plus du tout aussi chauds pour raccorder leur réseau routier à celui du Brésil. Quoi qu'il en soit, en attendant les fantassins, la future toile d'araignée routière permettra bientôt au Brésil d'écouler une partie de ses produits directement sur le Pacifique, sur la mer Caraïbe et bien entendu sur l'Atlantique. Ainsi, le gigantesque plan de développement bovin de l'Amazonie prévoit que la production de la région ouest servira aux exportations vers la Chine et le Japon, celle de la région nord, dans l'Etat de Roraima. devra approvisionner le marché nord-américain, et celle de la région nord-est, autour de Belem, se consacrera au marché européen. Ces régions étant distantes de trois à cinq mille kilomètres cette « répartition » n'est pas sans importance. On est tenté de parler de sous-impérialisme. Mais le problème n'est pas aussi simple dans la mesure où le pays est tellement lié aux Etats-Unis que les expressions « valet » ou « gendarme » s'appliquent mieux.

Mise en valeur des richesses naturelles. Certes, mais au profit de qui ? La première chose qui frappe est l'importance et la disposition des terres possédées par des étrangers. Une commission d'enquête parlementaire a conclu que « la plus grande concentration de terres vendues à des étrangers entoure l'embouchure du fleuve Amazone. Puis on constate la formation d'une ligne continue passant par les Etats du Maranhao vers le sud et ensuite Goias et Mato Grosso le long du 15e parallèle, vers l'ouest ». La commission conclut : « On a l'impression, en examinant une carte, de la formation d'un cordon qui isole l'Amazonie du reste du Brésil ». Or, ces terres ne sont pas bonnes qu'à l'agriculture. Ainsi la Bethlehem Steel s'est-elle portée acquéreur de 30 000 000 ha (un peu plus de la moitié de la France) dans la région de Carajas, où se trouve... le plus grand gisement de fer du monde. Elle a prétendu l'avoir découvert « par hasard » grâce à une panne survenue à un de ses hélicoptères. En pleine forêt vierge ! Il semble, en fait, que cette compagnie avait bénéficié d'informations recueillies par les satellites amé- →

« Le Parti socialiste s'élève contre la venue en France du général Geisel, dictateur brésilien, qui séjournera à Paris du 26 au 28 avril à l'invitation de Valéry Giscard d'Estaing.

« Le général Geisel vient à Paris demander au gouvernement et aux grandes firmes françaises d'investir dans son pays afin de tenter de le sortir de la crise économique où l'ont plongé 12 ans de dictature militaire. Et en effet, attirées par le très bas prix de la main-d'œuvre brésilienne, des firmes comme Rhône-Poulenc, Peugeot, Creusot-Loire, etc.. dans le même temps où elles licencient ou menacent de licencier des milliers de travailleurs français, implantent des filiales au Brésil. Elles espèrent y réaliser des taux de profit élevés grâce à l'exploitation à outrance de la classe ouvrière brésilienne que leur promet le régime dictatorial.

« Le Parti socialiste dénonce l'appui que leur apporte le pouvoir giscardien, au détriment des peuples français et brésilien. Il demande au gouvernement français d'annuler l'invitation du général Geisel. Pour sa part, le Parti socialiste tient à apporter son soutien à la campagne qui se développe au Brésil pour l'amnistie générale et sans restriction de tous les prisonniers, exilés et bannis politiques.

ENTRETIEN AVEC «L'UNE DES BETES NOIRES» DU REGIME BRESILIEN

Manuel Conciçao Santos a quarante ans. Il est né dans le Nordeste brésilien, dans une famille de petits paysans. Il prend vite contact avec les injustices de son pays. Sa famille est expulsée par une riche propriétaire qui, sans droits, s'empare de ses terres. En 1957, il assiste au massacre de paysans par la police sous le seul prétexte qu'ils participaient à une réunion. Il commence à prendre part en 1962 à différentes expériences syndicales dans sa région. Le coup d'Etat militaire lui vaut rapidement son premier emprisonnement. En 1968, les policiers l'arrêtent alors qu'il assistait un médecin venu soigner des paysans atteints de la malaria. Sans sommation, ils lui tirent dessus, l'emmènent en prison, et laissent la gangrène gagner sa jambe. Il faudra la lui couper. Il est de nouveau arrêté en 1972. Pendant huit mois, on le croit mort. Personne ne sait où il se trouve. Il « sort » en mai 1975, pour être à nouveau fait prisonnier en octobre. Chacune de ses arrestations a entraîné de grands mouvements de protestation, d'abord chez les paysans de sa région, puis au niveau national et même international. Cet appui lui a valu de devenir l'une des bêtes noires du régime.

— L'UNITE: Quelle est la situation dans les campagnes brésiliennes ?

— MANUEL CONCICAO SANTOS: L'histoire de ces dernières années est celle de l'intégration de nos campagnes au monde capitaliste national et étranger qui contrôle aujourd'hui tous les moyens de production. L'agriculture a une grande part dans l'économie du pays puisqu'elle fait vivre 45% de la population et fournit certaines de nos principales exportations (café, soja, sucre...)

Cette « intégration capitaliste » a eu le double effet d'introduire des techniques modernes et de chasser les travailleurs ruraux. Mais bien entendu des contradictions surgissent avec les plus petits propriétaires, avec les fermiers et même avec certains petits commerçants.

— Pourquoi les paysans brésiliens luttent-ils aujourd'hui ?

— L'un des premiers problèmes à résoudre dans notre pays, où les titres de propriété sont le plus souvent inexistants ou faux en raison de la colonisation récente de grandes surfaces, est de donner la terre à ceux qui la travaillent. Les riches laissent les petits faire le déboisement et mettre en culture, puis ils viennent s'emparer de leurs terres avec l'aide de policiers privés, les « jagunços », ou même celle de la police ou de l'armée.

Vient ensuite la garantie du prix des produits. Les petits propriétaires sont trop souvent obligés de vendre leur récolte « sur pied » à un prix 4 ou 5 fois inférieur au prix du marché pour pouvoir acheter à manger. Vient ensuite le problème de la santé, surtout dans les régions du nord. Tuberculose, lèpre, typhus et bien d'autres maladies sont monnaie courante. Il y a aussi le problème de l'alphabétisation puisque près de 90% de la population de certaines régions ne savent ni lire ni écrire. Ils ont besoin d'avoir le moyen de connaître la vérité, de distinguer « le noir du blanc » comme on dit chez nous.

— Quel est le niveau des luttes et de l'organisation des paysans du nord du pays ?

— Elle se trouve au début d'une nouvelle période ascendante. La terrible répression qui s'était abattue sur les villes et les campagnes après 1968 avait entraîné un recul du mouvement. A partir de 1971, une nouvelle perspective s'est ouverte avec la lutte pour un Etat plus démocratique que nous appelons « état de droit ». Le mouvement s'est étendu car beaucoup de personnes sont concernées par la suppression des mesures les plus répressives, l'amnistie générale, la lutte pour les droits syndicaux, contre l'augmentation du coût de la vie etc.. Le gouvernement lui-même a été obligé de parler d'« ouverture graduelle » mais il en est vite revenu à ses vieilles habitudes. Aujourd'hui les travailleurs ne peuvent espérer résoudre leurs problèmes immédiatement. Ils devront lutter longtemps et conquérir leurs droits un à un: droit d'association, de créations d'écoles, etc... dans un cadre légal.

— Comment se présente la répression, surtout dans les campagnes ?

— Il y a un affrontement aujourd'hui autour des problèmes de réorganisation des syndicats entre ceux qui veulent vraiment conquérir des droits et ceux qui veulent seulement tromper les travailleurs. Le gouvernement lutte pour avoir dans chaque syndicat des éléments qui défendent ses positions politiques et économiques.

La répression s'abat sur ceux qui veulent développer la lutte en s'appuyant sur les travailleurs. Dès que les autorités en repèrent un qui prend de l'importance dans les masses, les militaires n'hésitent pas à le faire prisonnier, à le torturer, à l'éliminer. Je connais plus d'un dirigeant paysan qui a passé plusieurs années en prison avant d'être condamné pour quelques mois. Moi-même, j'ai été tellement torturé qu'ils ont dû m'envoyer six fois à l'hôpital comme mort. Le gouvernement sélectionne les éléments les plus populaires et leur réserve un traitement spécial avec locaux et tortionnaires spéciaux.

— Quelles sont aujourd'hui les perspectives pour les forces de gauche au Brésil ?

— Elles sont engagées dans un processus de reprise. Les perspectives de réorganisation solide sont bonnes. Nous essayons de faire moins référence à d'autres révolutions et de nous consacrer à l'analyse de la réalité proprement brésilienne. La majeure partie de la population est victime de l'« état d'exception » actuellement en vigueur, il est important de l'unifier. Sans ce regroupement de vastes secteurs de la population dans la lutte pour le renversement du système, il n'y a pas de possibilité à court terme de revenir à un état véritablement démocratique.

— Qui est Geisel ?

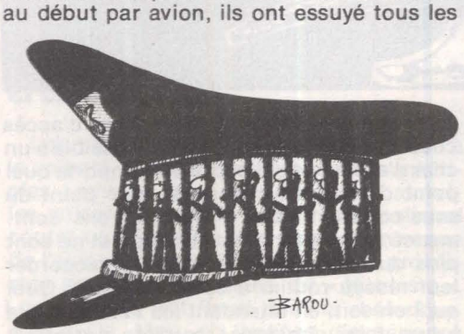
— Un type qui a introduit de tous petits changements par rapport à son prédécesseur Medici. Il a donné une apparence de libéralisation. Au début, il était en contradiction et avec les forces progressistes et avec les forces les plus à droite. La montée des luttes a contribué à accroître la contradiction avec les progressistes. Il est nettement de l'autre côté. En fin de compte, il a mis en place une politique dont les formes sont un tout petit peu meilleures mais dont le contenu est exactement le même...

→

ricains. Le scandale a été tel que le gouvernement a dû imposer la participation d'une compagnie brésilienne dans l'exploitation du gisement.

Solution des problèmes humains et sociaux du « Nordeste ». Le « Nordeste » meurt de faim et de sécheresse, on y trouve près d'un tiers de la population brésilienne. Au contraire, l'Amazonie est riche, arrosée et pratiquement inhabitée. Les géniaux mathématiciens de la politique brésilienne ont pensé qu'il suffisait d'ajouter deux problèmes pour les résoudre. Ainsi, la Transamazonienne avait pour objectif, elle, de relier des « hommes sans terres à des terres sans hommes »... sur une distance de 5 417 kilomètres.

Ici encore, la réalité est tout autre. Elle devient dramatique. Les « Nordestinos », habitués au climat sec, sous-alimentés, sans formation agricole, sont allés servir de piétaille à la conquête de l'Amazonie. Amenés au début par avion, ils ont essuyé tous les



plâtres d'un projet qui en contenait d'autant plus qu'il avait été formé en quelques mois à peine. Lâchés au milieu de la forêt vierge, ils ont déboisé des terres souvent impropres à l'agriculture. On leur a même donné en 1973 des plans de riz qui ne poussaient pas dans la région. Ceux qui ne sont pas morts essayent de rentrer chez eux, quand ils ne sont pas liés par les dettes énormes contractées au moment de l'installation. Aujourd'hui, 50 % des colons viennent des régions du sud. Mais ils arrivent, du côté ouest, à un tel rythme que 35 000 personnes sont présentement dans la misère en attendant qu'on leur attribue des terres à cultiver. En fait, après avoir lancé un schéma équilibré de colonisation entre petits et grands, le gouvernement abandonne les petits et n'encourage plus que les grands, les très grands,

dont les exploitations se chiffrent en dizaines, en centaines de milliers d'hectares comme le complexe bovin de Suia Missu, qui exporte sa production par avion directement sur l'Europe.

Il faut aussi compter les victimes qui étaient là auparavant : les « seringueiros » qui récoltaient le caoutchouc, les Indiens, la forêt. Dans les trois cas, le traitement est le même. Le Pouvoir édicte quelques lois partiellement justes qu'il n'a aucun moyen de faire appliquer. Les grosses entreprises arrivent, utilisent les services de policiers privés qui dictent leur loi. Les paysans qui travaillaient la terre, souvent depuis de nombreuses années, sont expulsés par la force ou éliminés physiquement. Les Indiens sont chassés vers l'intérieur. La forêt est brûlée sans souci des déséquilibres écologiques possibles.

En dix ans, 3 % de la forêt amazonienne a été détruite sans aucune précaution. C'est-à-dire qu'une grande partie des terres mises à nu ne sont pas utilisables pour l'exploitation agricole plus de quelques saisons en raison de la faiblesse de la couche d'humus et de l'accélération de l'érosion par la pluie. Quand il y a des arbres, l'eau n'atteint pas directement le sol et elle n'emporte qu'un kilo de terre par hectare. Sans eux, elle peut emporter jusqu'à 34 tonnes pour la même superficie. On a déjà constaté la disparition de petites rivières et la désertification de certaines zones. Et le rythme du déboisement augmente de 30 % chaque année... Il y a bien une solution pour récupérer les terres ainsi maltraitées : les laisser au repos pendant 300 ans !

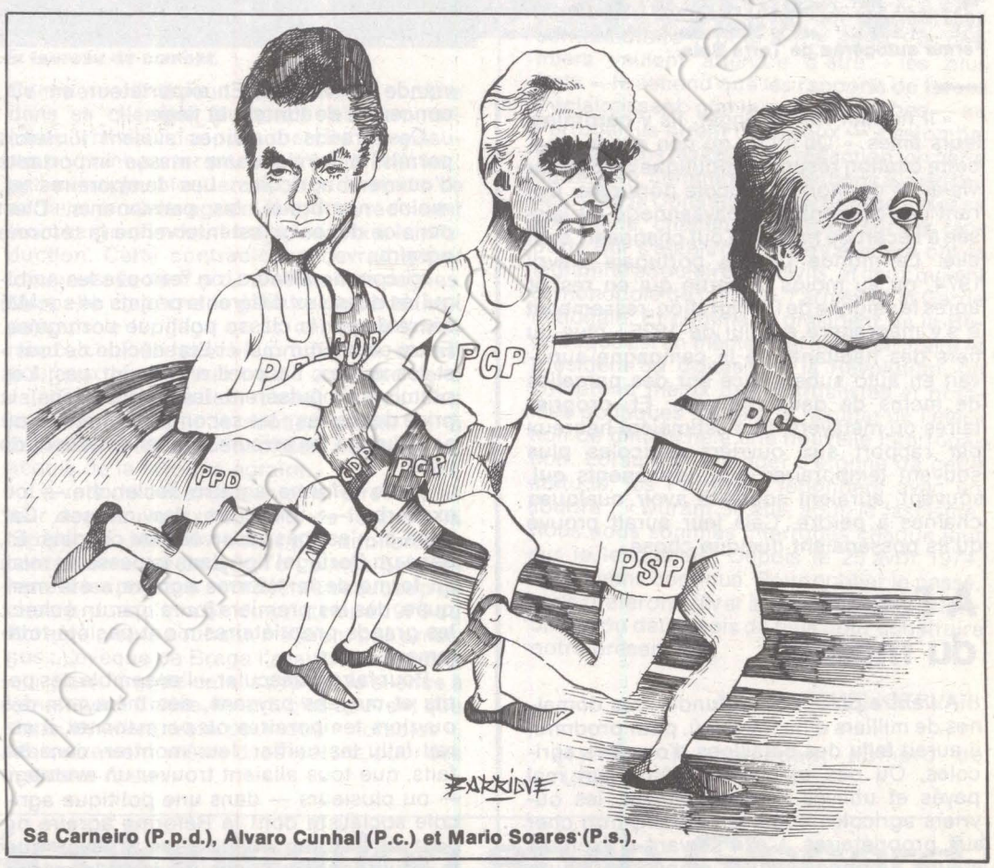
La conquête de l'Amazonie est bien le miroir de la dictature brésilienne. Elle parle d'indépendance nationale et vend le pays aux multinationales. Elle se donne les moyens d'exercer sa considérable influence sur ses voisins. Elle favorise l'implantation d'un capitalisme sauvage au détriment des pauvres et des petits, sans respect aucun ni pour l'homme ni pour la nature. Elle tue, elle laisse tuer, elle fait tuer.

Faut-il renoncer à l'Amazonie ? Non. Il est un fait que le Brésil a raison de vouloir mettre en valeur les richesses de son sol. Mais les Brésiliens sont en droit de demander que le bénéfice leur en revienne. Pour des raisons de grande politique, le régime militaire a lancé à la hâte un gigantesque « plan d'impact » dans l'espoir de masquer d'autres problèmes et d'emporter l'adhésion populaire grâce à la mystique de la conquête. Il a pu faire illusion pendant quelques années. C'est plus difficile aujourd'hui. Ceux qui manifestaient quelque esprit critique et demandaient une colonisation plus lente, de sérieuses études et un souci plus grand des conditions de vie et de travail sont fondés à faire le procès du gouvernement. Mais tant que durera l'état d'exception ils ne pourront pas aller très loin et la colonisation restera ce qu'elle est.

MAURICE FABIEN

II. LE RYTHME D'UN «COUREUR DE FOND»

Portugal, d'un 25 avril à l'autre



Sa Carneiro (P.p.d.), Alvaro Cunhal (P.c.) et Mario Soares (P.s.).

« On sait pour qui voter. Et depuis longtemps ». Lapidaire, la phrase explique ce que les journalistes étrangers prennent pour du désintérêt devant une campagne électorale qu'ils souhaitaient plus mouvementée. Certes, dans tout le Portugal, les meetings sont suivis, mais on n'y trouve plus la ferveur d'avril 1975. Ni la fougue. Certes, à Beja un manifestant a été tué, ailleurs une caravane du P.s. a été attaquée à coups de pierres, ici et là les colleurs d'affiches ont oublié le « fair-play » de l'année dernière. Mais le plus étonnant est que les bavures soient aussi rares, que la campagne soit aussi calme. Pour qui a connu la violence des affrontements de l'été dernier, tout semblait possible. Et, avec sagesse, les Portugais sont en train de montrer que le « possible » est raisonnable (1).

« Comprenez-nous. Dimanche prochain, nous votons pour élire des députés. Mais nous savons qu'en principe, au début de juin, nous voterons pour élire le président de la République. Dans ces conditions, pas question de faire de la vitesse. Ce qu'il faut, c'est un rythme de coureur de fond ». Et à Lisbonne, pour faire écho à ce militant de base, les états-majors des partis — et les quelques militaires directement intéressés — donnent effectivement l'impression de considérer le vote de dimanche davantage comme un point de départ que comme une ligne d'arrivée. « Le 25 sera en réalité une sorte de premier tour. Par parti politique interposé, ceux qui espèrent être candidats mesureront leurs chances. Et annonceront la couleur. C'est-à-dire leur candidature ». Pour ce journaliste portugais, le 25 avril 1976 se résume déjà en une sorte de « primaire » camouflée. Mais pour les Portugais, et d'abord pour les 50 % d'habitants des campagnes, ceux pour qui la politique, même révolutionnaire, passe par celui que l'on appelle un militant ou un notable selon que l'on pense ou non comme lui, les élections de dimanche ont une signification plus immédiate. Ils veulent, par leur bulletin, porter jugement. Et surtout, n'ayant pas d'autre moyen de pression, désigner ceux qu'ils considèrent comme leurs meilleurs intercesseurs face au Pouvoir, c'est-à-dire face à la Ville, à Lisbonne, au Mouvement, aux manifestations.

→



Ferme autogérée de Torre Bela.



Cérémonie religieuse à Fafe, dans le Nord du Portugal.

« Il ne faut rien changer, ils y perdraient leurs âmes. » Qu'il l'ait ou non prononcée, cette citation résume la politique de Salazar vis-à-vis du monde agricole portugais. Durant des décennies, la paysannerie fut laissée à l'écart du monde. Tout changeait, sauf elle. Le monde paysan portugais d'avril 1974, ou au moins la partie qui en restait après la saignée de l'émigration, ressemblait à s'y méprendre à celui de 1925 : plus du tiers des habitants de la campagne survivait en auto subsistance sur des parcelles de moins de deux hectares. Et, propriétaires ou métayers, ils s'estimaient heureux par rapport aux ouvriers agricoles plus souvent temporaires que permanents qui, souvent, auraient souhaité avoir quelques chaînes à perdre. Cela leur aurait prouvé qu'ils possédaient quelque chose...

A l'écart du monde

A l'autre pôle : les latifundia, ces domaines de milliers d'hectares où, pour produire, il aurait fallu des bataillons d'ouvriers agricoles. Ou des machines. Même fort mal payés et utilisés épisodiquement, les ouvriers agricoles coûtaient encore trop cher aux propriétaires. L'exil servant d'exutoire et une « bonne » police empêchant toute manifestation, les grands propriétaires choisirent — la majorité, tout au moins — l'immobilisme. Car développer le machinisme, cela signifiait investir, se placer sur le marché, savoir utiliser les périmètres irrigués que l'Etat cherchait à développer. Peu en eurent le goût. Entre ces deux extrêmes une masse non négligeable d'exploitants familiaux, viticulteurs, producteurs de lait, travaillant pour les marchés urbains ou pour l'exportation. Des agriculteurs pas très différents de leurs homologues du Sud-Ouest français.

Cette agriculture à trois pôles ne faisant preuve d'aucun dynamisme, la structure sociale du monde agricole allait se figer. A côté de petits ou de moyens paysans ou métayers à la limite du seuil de pauvreté, existaient de grands propriétaires aux intérêts divergents. Les plus nombreux, ceux qui avaient choisi l'immobilisme, se cantonnant dans la sylviculture (liège, eucalyptus) et quelques autres se lançant dans une agriculture industrielle et jouant la carte du concentré de tomate. Le Portugal, avec plus du tiers de sa population active travaillant la terre, allait se retrouver déficitaire en céréales, en viande et en lait. Et exportateur en vin, concentré de tomate et liège.

Ces grands domaines avaient toutefois permis la survie d'une masse importante d'ouvriers agricoles. Les temporaires et, moins nombreux, les permanents. C'est dans ce décor qu'est intervenue la réforme agraire.

Ici comme ailleurs, on retrouve les ambiguïtés dues aux différents projets de société sécrétés par la classe politique portugaise. Entre ceux pour qui « l'Etat décide de tout » et les autres, l'accord n'intervint pas. Les premiers impulsèrent les occupations, la prise des terres ; les seconds montrèrent où se situaient les erreurs — et elles étaient de taille.

Toute réforme agraire déclenche — ou exacerbe — une lutte des classes. Car celle-ci n'est pas réservée aux citadins. Et, dans un Portugal figé dans le passé, la mise en forme de la réforme agraire a été marquée, dès les premiers jours, par un échec : les grands propriétaires n'ont pas été totalement isolés.

Pour faire « basculer » l'ensemble des petits et moyens paysans, des métayers, des ouvriers temporaires ou permanents, il aurait fallu les unifier, leur montrer, dans les faits, que tous allaient trouver un avantage — ou plusieurs — dans une politique agricole socialiste dont la Réforme agraire ne peut être qu'un volet. Leur prouver que le seul ennemi commun était le grand propriétaire,qu'il soit « moderniste » ou non.

« Raté » sur les bords du Tage

En utilisant comme fer de lance, pour l'occupation des terres, les ouvriers temporaires, on a mis à l'écart, inquiété, ou obligé tous les autres, les ouvriers permanents, les métayers et les petits propriétaires, à se considérer comme « exclus » du processus révolutionnaire. Voulant sauter partout une des étapes du processus, la privatisation des terres et cherchant à créer sur toute l'étendue des grands domaines, très vite, des unités de production de grande taille, équipées de matériel lourd, on ne fit qu'accroître les tensions. Ce que les communistes hongrois avaient réussi en 1948 allait être « raté sur les bords du Tage.

En même temps, pour favoriser les citadins, les prix agricoles furent bloqués. Ne pouvant — ou ne voulant pas — bloquer les marges des intermédiaires, on allait priver le mouvement d'une base de masse importante. Car, qu'il s'agisse des petits et moyens paysans du Sud, écartés du « dépeçage » des grands domaines — ce qui aurait permis un bond non négligeable de la production — ou de ceux du Nord, effrayés par le reflet déformé du mouvement de « coopérativisation » que donnait la presse, tous allaient voir également leurs revenus monétaires bloqués. Au moment où toutes les autres couches sociales bénéficiaient des retombées du 25 avril 1974, une partie de la paysannerie se considère comme flouée. D'autant que la démocratie politique semblait connaître, pour eux, d'étranges limites : eux qui avaient, dès les premiers jours du nouveau cours, chassé des municipalités leurs anciens occupants, se voyaient refuser le droit d'élire leur représentant... Quoi d'étonnant dans ces conditions que la droite ait retrouvé, au bout d'un an, l'oreille d'un certain nombre de paysans ! Pourtant, de là à croire que cette droite est redevenue dominante, il y a un pas à ne pas franchir.

Depuis janvier, l'organisation de droite des agriculteurs, la Confédération des agriculteurs portugais en est à son 4e ultimatum au gouvernement. A quatre reprises elle a menacé de couper les routes aboutissant à Lisbonne. Et ce n'est pas un hasard si elle ne l'a toujours pas fait : il semble fort que ses « troupes » n'aient pas suivi. Déjà, en 1974, la droite agrarienne avait tenté de s'organiser : ce fut l'Association libre des agriculteurs dont la place forte était déjà — ce n'est pas fortuit — Rio-Major. Ce fut un échec. Car les petits paysans, même s'ils considèrent que « la Révolution » ne leur a pas apporté leur dû, n'en sont pas pour autant des analphabètes politiques. Et si le mouvement ouvrier européen les a, depuis 100 ans, davantage considérés comme des ennemis de classe que des alliés, ce n'est pas une raison pour prendre un refus de sacrifices comme une trahison !

L'incompréhension des problèmes paysans peut se mesurer à un détail. Il y a à peine un an, un des responsables de la fameuse « 5e division » (unité militaire d'action psychologique) se demandait s'il était possible d'effectuer dans le nord du Portugal les regroupements de communes comme à Cuba. Négligeant au passage quelques petites choses : que le Portugal était en Europe. Que les paysans n'avaient pas soutenu une guérilla. Que le problème de la propriété n'était pas le même. Et que le travail de la



Meeting du C.d.s. à Vila Franca capitale de l'élevage du taureau de combat.

canne à sucre n'est pas celui des vignerons. Oubliant que l'action psychologique n'est pas de la propagande, les responsables de la « 5e division » ont commis une erreur qui eut les mêmes conséquences que celles de la presse de Lisbonne : les uns et les autres redonnèrent aux caciques de droite un crédit politique qu'ils n'avaient plus. Par leur volontarisme, les journaux portugais ont abouti à dresser contre « la gauche » bon nombre de paysans. Le P.s.p., pour sa part, n'ayant pas encore réussi à mettre sur pied une ligue des petits et moyens paysans, s'est retrouvé sans possibilité d'action directe sur le milieu.

Le silence, pas l'anathème

Les luttes ministérielles n'ont pas arrangé les choses. Si la réforme agraire dépend du ministère de l'Agriculture, les prix à la production dépendent du ministère du Commerce. Or, les titulaires des deux postes n'ont pas toujours la même vision de l'avenir... Aujourd'hui, c'est un socialiste, Antonio Lopez Cardoso, qui est ministre de l'Agriculture. Mais c'est un P.p.d. qui tient le Commerce intérieur. Ce dernier compte dans sa clientèle électorale les commerçants. Il ne veut donc pas prendre des mesures pouvant porter atteinte à leurs intérêts : par exemple, bloquer les prix de vente de certains produits agricoles tout en réduisant leur marge afin de hausser les prix à la production. Cette contradiction devrait gêner une poussée du P.p.d. dans les campagnes. Mais elle empêche la gauche de parler aux paysans le langage qu'ils comprennent le mieux, celui des prix à la production, qui est pour eux la reconnaissance concrète de la valeur sociale de leur travail ; donc, plus possible d'obtenir le soutien global de la paysannerie et de consolider, très vite, les acquis de la réforme agraire.

Le vote de dimanche va ainsi être révélateur des nouveaux rapports de forces à la campagne. Mais il ne faut pas oublier que contrairement à ce que l'on pense généralement les paysans sont prêts à beaucoup de choses. Jusqu'à la fin du printemps 1975 au Portugal, leurs souhaits n'étaient pas ambigus : l'évêque de Braga l'avait bien compris qui, jusqu'à cette date, a préféré le silence à l'anathème. Certes, ils ont, plus souvent que dans les villes, voté pour des « notables ». Mais rarement, même dans le Nord, pour des notables C.d.s.

Tout cela, la droite le sait. Et elle sait qu'aujourd'hui encore elle ne dispose pas d'une base populaire stable. Elle doit donc, pour la reconstituer, peindre en noir ce qui n'est que gris et en gris ce qui est rose. Elle bénéficie de l'isolement dans lequel se trouve le Portugal, du refus des investisseurs d'y venir ou revenir. Le code des investissements qui vient d'être édicté à Lisbonne en tient compte. Car, si certains investisseurs peuvent être tentés d'attendre — ou d'espérer — que les partis qu'ils soutiennent aient un meilleur contrôle de la situation, « l'expérience, estime l'économiste Joao Cravinho, montre que le secteur privé investit dès qu'on lui assure un espace raisonnable de fonctionnement. A condition que le profit y soit possible, il accepte que cet espace obéisse à des directives d'orientation sociale manifeste ».

Pour les gens de la droite, il faut donc gagner du temps. Mais — et ce n'est pas contradictoire — pour le P.s. aussi. Les premiers veulent attendre d'être « les plus forts », le second que les rapports de forces s'éclaircissent, que la part des mythes — au Portugal, ils furent nombreux — s'estompe.

Déjà, dans les salles de rédaction, on parle du 26 avril, comme si les élections avaient eu lieu. Car, la Constitution portugaise ayant sa spécificité, chacun s'interroge sur les rapports qui s'établiront entre ceux qui ont la légitimité populaire, les civils, et ceux qui ont le monopole de la force, l'armée et la Garde nationale. Et comme le président de la République est en même chef de l'Etat-major et président du Conseil de la Révolution, on comprend meiux que journalistes et hommes politiques limitent le résultat de l'élection de dimanche à une nouvelle interrogation. Lorsqu'un étranger s'étonne de cette attitude, les Portugais répondent avec un sourire : « Durant 50 ans, sous le fascisme, nous nous sommes interrogés chaque jour sur le lendemain. Depuis le 25 avril 1974, nous avons continué. Pour oublier le passé, nous préférons rêver à l'avenir. Alors, attendre un ou deux mois de plus pour construire notre présent... »

MICHEL GERVAIS

(1) Voir le précédent numéro de « l'Unité ».

Mayotte: La décolonisation style Giscard

Dans quelques semaines, à Paris, le Parlement aura à décider du statut que la France veut proposer à l'île de Mayotte. Sans doute une formule de départementalisation, dans le sens de laquelle se sont prononcés — par bulletins nuls — l'écrasante majorité des participants (80 %) au référendum qui, l'autre dimanche, leur demandait s'ils souhaitaient que Mayotte demeure Territoire d'outre-mer... alors que le nouvel Etat indépendant des Comores proteste plus que jamais contre le sort particulier qu'on fait à un morceau de son territoire, à une île de son archipel. Ainsi se retrouve-t-on dans l'impasse où le gouvernement français — et tout spécialement le secrétaire d'Etat Olivier Stirn — a mis tout le monde par ses manœuvres dans cette île qui a depuis longtemps été, de Paris, encouragée à la sécession.

Tout le reste est affaire de subventions françaises. Celles qu'attendent le leader politique mahorais Marcel Henry et son lieutenant Younoussa Baman — préfet... qui s'est nommé tout seul — n'en trancheront que davantage avec le sort que Paris fait subir à l'Etat comorien, « puni » d'avoir proclamé trop tôt, en juillet dernier, l'indépendance qu'on lui avait promise : toute aide financière et technique fut aussitôt supprimée. Le marasme est tel qu'il a permis le retour au premier plan — il parade en Cadillac bleu nuit, palabre et se fait confier des missions internationales — d'Ahmed Abdallah, le potentat renversé juste après l'indépendance. Cela tout simplement parce que l'ex-président, importateur professionnel du riz, nourriture essentielle de l'archipel, et exportateur n° 1 de sa richesse essentielle (l'essence d'ylang pour les parfums) peut décider de la survie ou de la famine.

Très inquiet de ce marasme, le président sénégalais Léopold Sedar Senghor, lors de sa visite à l'Elysée le mois dernier, avait d'ailleurs apostrophé Valéry Giscard d'Estaing sur cette question un peu gênante du point de vue de la morale publique : pourquoi avoir soustrait brutalement votre aide technique et financière à l'archipel, alors que rien ne vous y contraignait ?

Senghor proposa par ailleurs à Ali Soilih, le jeune chef d'Etat de l'archipel, d'avancer sur Mayotte quelques concessions dans le style de celles qui ont présidé à la fédération de la Tanzanie, entre le Tanganyika et Zanzibar. Le président comorien fit observer qu'une telle issue avait déjà été proposée à Paris avant l'indépendance par lui-même, conjointement avec Marcel Henry ! Mais Marcel Henry a « doublé » tout le monde, au prix d'un coup de force passé sous silence dans les informations officielles : le 1er août 1975, ses commandos du Mouvement populaire mahorais s'étaient saisis du dispositif de l'administration locale de Mayotte. Le coup d'Etat du 3 août dans la capitale des Comores, retardé d'ailleurs par des circonstances fâcheuses, ne put ainsi trouver d'écho à Mayotte, devenue entre-temps sécessionniste.

Dans l'affaire de Mayotte, chacun est allé à la limite de ses positions, sans se garantir de porte de sortie. Le Mouvement mahorais, dans le sens de l'intégration à la France ; le gouvernement comorien, dans la réaffirmation de l'appartenance de Mayotte à l'Etat comorien. La position du P.s. est d'aider à la recherche d'une solution entre l'Etat comorien et Mayotte libérée de la domination néocolonialiste, seule issue possible faute d'un improbable revirement de l'une des parties intéressées.

Si l'on ne résout pas en termes institutionnels la question posée par Mayotte, elle se posera immanquablement en termes de rapports de forces, dans cette zone stratégique du canal de Mozambique qui risque de devenir bien agitée...

J.C. - A.V.

Chine

LE BOULANGER, LA BOULANGERE ET LE PETIT MITRON

La Chine est « un pays bourgeois sans le capitalisme » et sa « base économique engendre la nouvelle bourgeoisie ». Ces affirmations péremptoires ne sont le fait ni d'un « révisionniste » soviétique ni d'un « tigre de papier » occidental, mais de deux journaux chinois officiels, « le Drapeau rouge » et « le Quotidien du peuple ». Elles justifient la crise brève et violente que vient de traverser le Parti communiste chinois et qui ne paraît réglée que provisoirement.

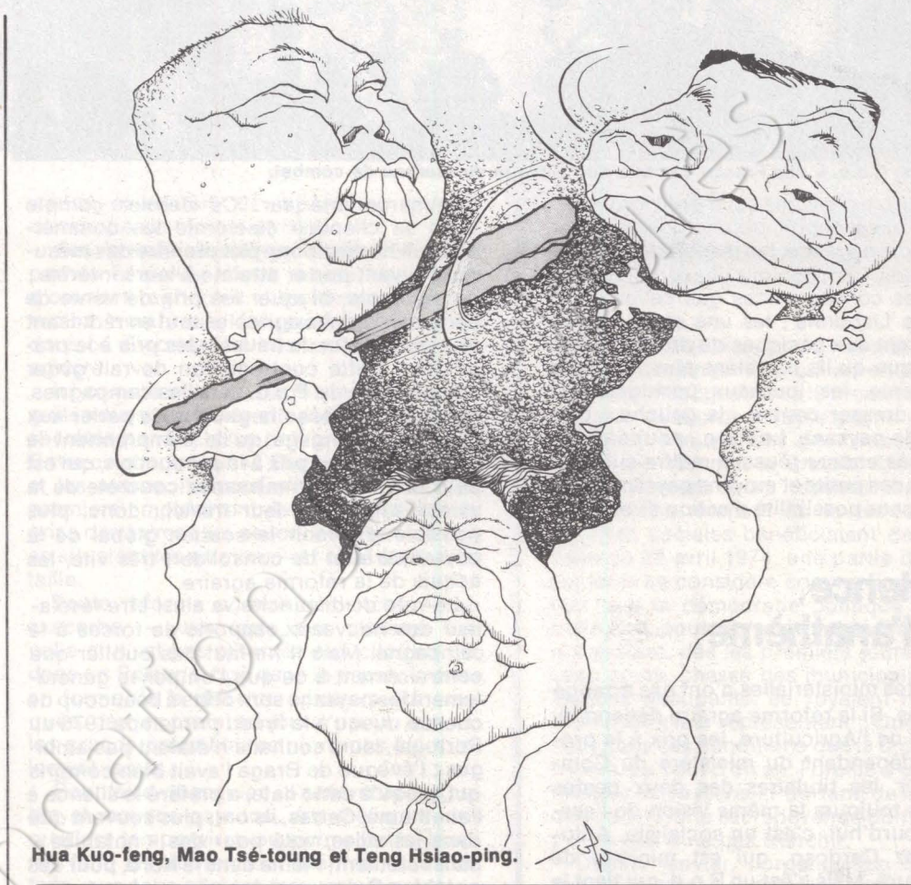
Crise ouverte dès la mort de Chou En-lai. Rappelons quelques faits. Le numéro 2 du communisme chinois disparaît, après avoir normalisé la situation longuement troublée par la révolution culturelle. Un des aspects spectaculaires de cette normalisation avait été la réintégration de Teng Hsiao-ping en 1973. Celui-ci est le successeur tout désigné du grand disparu, dont il prononce l'éloge funèbre. Mais c'est Hua Kuo-feng, à la surprise générale, qui est nommé Premier ministre par intérim. Deux mois après la mort de Chou En-lai, l'intérimaire devient titulaire et Teng Hsiao-ping est démis de toutes ses fonctions par une résolution du Bureau politique qui fait état d'une « contradiction antagoniste » et de « l'incident contre-révolutionnaire qui a eu lieu sur la place Tien An-men ».

De quel « incident » s'agit-il ? Le dimanche 4 avril, des couronnes sont retirées au monument des martyrs de la révolution, place Tien An-men, ce haut lieu des manifestations pékinoises. Certaines de ces couronnes étaient dédiées à Chou En-lai. Dans la nuit, des dizaines de milliers de personnes manifestent sur la place en signe de protestation. Des inscriptions favorables à l'ancien Premier ministre couvrent le monument. La manifestation devient violente et un immeuble est incendié. Des contre-manifestants, organisés en milices ouvrières, et quelques unités militaires, interviennent. Il y aurait des centaines de blessés des deux côtés et un millier d'arrestations. Dès le mardi commencent à défiler des centaines de milliers de femmes et d'hommes, encadrés et précédés d'orchestres, qui proclament leur attachement au régime et leur accord avec les décisions du Bureau politique. Les milices ouvrières patrouillent dans les rues de la capitale et la presse, qui depuis la disparition de Chou a repris ses attaques contre les déviationnistes de droite, en arrive à cette dénonciation du caractère « bourgeois » du pays.

Bien entendu, il est difficile d'avoir une idée claire des raisons de l'incident, tant les informations d'origine chinoise sont partielles. Les commentateurs parlent tantôt d'un véritable complot préparé par Teng Hsiao-ping et ses partisans, tantôt d'une provocation dans laquelle ils auraient été entraînés. Les spéculations ne manquent pas d'intérêt, mais ne changent rien à l'essentiel. La crise actuelle n'est qu'un nouveau rebondissement du conflit permanent au sein du communisme chinois entre deux lignes révolutionnaires, conflit ouvert par la hantise des dirigeants devant un possible détournement de la Révolution vers des voies qu'en d'autres temps les Soviétiques appelèrent « thermidoriennes ». La lutte qui opposa Staline à Trotsky à la fin des années 20 relevait de la même question : que faire d'une révolution victorieuse ? Et dans les années 30, Staline, pour justifier la répression, affirma que la lutte de classes prenait une vigueur nouvelle en régime socialiste, ce qui n'est pas très différent des affirmations du « Drapeau rouge » et du « Quotidien du peuple ».

Il est vrai que ces deux grands organes de presse, en particulier le premier, sont largement influencés par l'aile gauche du Parti communiste chinois, en particulier par le « groupe de Shanghaï » qui a pour principaux chefs le jeune (40 ans) Wang Hongwen, le vice-Premier ministre Chang Chunchiao et aussi Chiang Ching, la quatrième épouse de Mao, qui semble bien avoir été un des adversaires les plus implacables de Teng Hsiao-ping. Cependant, le doute n'est pas permis : c'est bien Mao Tsé-toung qui a finalement tranché encore une fois et imposé le changement à la tête du gouvernement. A 82 ans, le « père de la Révolution » conserve toute l'autorité nécessaire pour agir lorsque les faits deviennent suffisamment graves pour qu'il soit indispensable de faire appel à lui.

C'est bien ce qui souligne et la gravité de la crise et la signification de la solution qui lui a été apportée. Sans doute, une véritable intervention de la masse du peuple chinois n'apparaît pas et cela peut surprendre ceux qui vivent toujours à l'heure de la Révolution



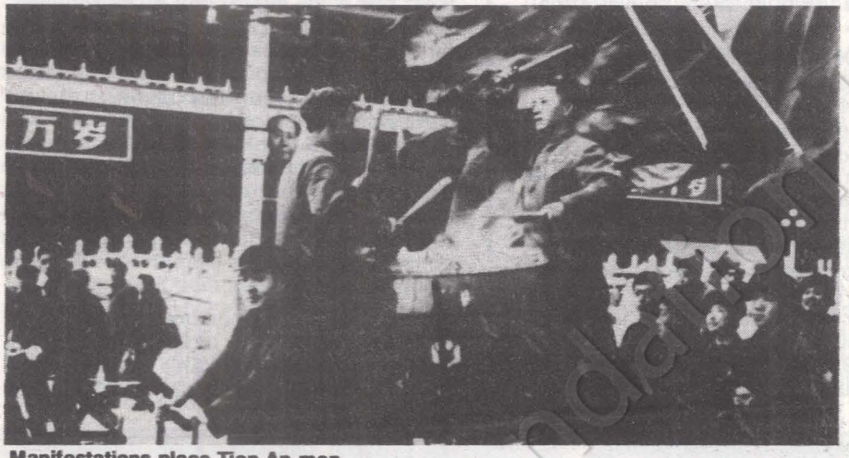
Hua Kuo-feng, Mao Tsé-toung et Teng Hsiao-ping.

Le vieux thème du pain des âmes et du pain des corps est à l'ordre du jour à Pékin. Et le boulanger du moment, derrière Mao et sans doute sa femme, s'appelle Hua Kuo-feng.



d'une des plus grandes provinces chinoises, le Hunan — 50 millions d'habitants, autant que la France. Son ascension pékinoise suit la chute du maréchal Lin Piao, autre successeur annoncé de Mao qui tourna mal. Il passe pour un des confidents les plus écoutés du président Mao et pour avoir de bonnes relations avec toutes les tendances du Comité central et du Bureau politique, y compris les changhaïens. En somme, les talents reconnus à Chou En-lai, avec en moins la stature historique du disparu. Sera-t-il alors bien placé pour être le premier successeur du vieux Président ?

Responsabilité écrasante et inquiétante. Tous ceux qui eurent l'honneur d'être numéro 2 du régime ont appris que cet honneur était redoutable. Kao Kang se suicida en 1954. Peng Tcha-huai a disparu en 1960 et Liu Shao-chi en 1966. Lin Piao est mort mystérieusement en 1971. Maintenant Teng Hsiao-ping... Comme tous les partis communistes, le Parti chinois est gros consommateur d'hommes et est inlassablement pénétré par les démons de l'opportunisme, du



Manifestations place Tien An-men.

culturelle. Il y a bien eu quelques incidents en province, avec peut-être des morts, et nous assistons maintenant à une campagne de grandes réunions au cours desquelles la dénonciation du groupe vaincu prend les formes les plus violentes, au moins par l'utilisation d'un vocabulaire particulièrement riche en invectives et en menaces, y compris de mort. Mais on ne mobilise pas 800 millions d'êtres humains, dont beaucoup redoutent d'ailleurs un retour aux excès de la Révolution culturelle, sur un simple signe. L'affaire est donc restée au niveau du Parti, ce qui n'est pas négligeable puisqu'il compte près de 25 millions de membres. Et dans l'immédiat elle n'ira pas plus loin, par la volonté de Mao, ainsi que paraît bien le prouver la solution Hua Kuo-feng.

En effet, le nouveau Premier ministre n'a jamais été engagé dans un des groupes politiques actifs, à gauche et à droite, qui agitent la vie intérieure du Parti communiste chinois. Agé de 55 ans, il appartient à la génération qui n'a pas connu les événements déjà mythiques des débuts de la révolution. Il n'a pas « fait » la Longue Marche. Sa carrière, comme celle de Leonid Brejnev, est celle d'un bon technicien, organisateur et travailleur, qui a appris son métier par la gestion carriérisme, du révisionnisme et de tous les « ismes » qui expliquent ou justifient les épurations des hérétiques. La chair et l'esprit sont faibles dans les rangs communistes, en Chine comme ailleurs.

C'est que le pouvoir et la puissance qu'il apporte dévorent les meilleurs. Obnubilés par l'exemple soviétique, les communistes chinois tentent de préserver la pureté de leur révolution en créant l'homme nouveau auquel rêvait Lénine lorsqu'il envisageait, lui aussi, une révolution culturelle sans laquelle, selon lui, rien ne serait vraiment définitif. Le communisme chinois a choisi la remise en cause permanente des situations, les avantages et les privilèges pour tenter de préserver l'acquis révolutionnaire. Mais il faut en même temps produire pour le bonheur du peuple et, par conséquent, entrer dans la voie des biens matériels. D'où la nécessité de trouver sans cesse des hommes capables de comprendre, à la fois, et la nécessité de la pureté et celle de la production.

Le vieux thème du pain des âmes et du pain des corps est ainsi à l'ordre du jour à Pékin. Et le boulanger du moment, derrière Mao, s'appelle Hua Kuo-feng.

CLAUDE FUZIER

Cette année, choisissez l'Algérie pour vos vacances.

Deux semaines Paris/Paris
- SIDI FREDJ ..... 945 F
- TIPASA ..... 1300 F
- ZERALDA ..... 1380 F
- LES ANDALOUSES 1360 F

Autres départs : Marseille, Lyon, Toulouse

3e semaine gratuite :
pour les départs de Paris les 7 juin et 21 août.

CIRCUIT DES OASIS 1 semaine, départ Alger 995 F
CIRCUIT DE LA SAOURA 1 semaine, départ Oran 1270 F

GRANDES VACANCES 1, rue du Louvre, Paris 1er (métro Louvre) Tél. : 260.34.35

désire recevoir votre brochure Algérie
Nom :
Adresse :

OLYMPIADES: QUE DALLE!

Petit déjeuner en famille dans le living éclairé de larges baies ouvertes sur l'espace d'Olympiades. Monsieur s'en va. D'un jet d'ascenseur, il retrouve sa voiture dans le parking souterrain. Ou bien il utilise les transports en commun.

Les enfants partent pour l'école. Ils n'ont que quelques centaines de mètres à parcourir dans Olympiades pour rejoindre écoles et lycées.

Madame va faire son shopping, soit au centre commercial en surface, soit au supermarché en sous-sol. Puis, elle rejoint une amie au stadium : après quelques brasses dans la piscine, elles déjeunent légèrement au Salon de thé. L'après-midi, elles choisiront entre un cours de danse classique, un cours de couture, une conférence au centre culturel, ou une séance de cinéma.

En rentrant de l'école, les enfants vont prendre une leçon de judo... Quant à monsieur, il va se relaxer au sauna finlandais, avant d'aller boire un verre au bar d'où il regarde évoluer ses enfants sur la glace tantôt verte... tantôt bleue...

Le soir, monsieur et madame peuvent sortir tranquillement : il suffit d'un coup de téléphone au service de garderie d'enfants pour avoir une baby-sitter. »

Tout cela c'était « l'art de vivre de l'an 2000 » mis à la portée du Parisien de 1973 par l'intermédiaire d'un catalogue richement illustré. Ils sont 7 000 à vivre aujourd'hui aux Olympiades, un quartier du 13e arrondissement « rénové » : 8 tours et quelques immeubles qui défient le ciel, plantés sur une dalle surélevée. Une ville dans la ville, témoin du « nouvel urbanisme ».

Ils sont 7 000, copropriétaires, locataires et même locataires de Hlm, à ne pas être contents du tout, à vivre comme dans une Zup (zone à urbaniser en priorité).

« D'un jet d'ascenseur ? » En panne. Les transports en commun ? A un quart d'heure à pied. L'école à quelques centaines de mètres ? Certains enfants vont à l'école dans le 11e arrondissement. Le stadium ? La piscine ? Le bar ? Les cours de danse ? Les conférences ? Le cinéma ? La patinoire « tantôt verte, tantôt bleue » ? Les leçons de judo ? Le sauna ? La baby-sitter ? Depuis septembre 1973, date de livraison indiquée, il n'y a toujours rien.

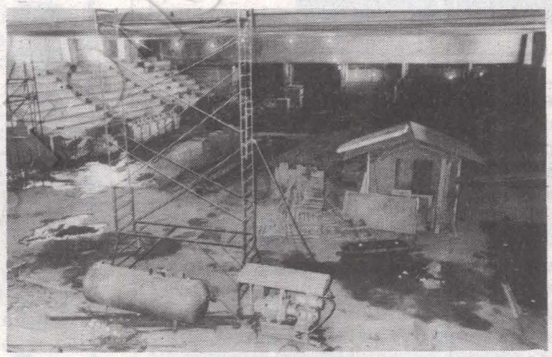
Quant au centre commercial, il reste incomplet : nombre de commerces prévus manquent toujours. La clientèle promise n'est pas aussi importante qu'escomptée... Alors, les commerçants, autant que les habitants, ne sont pas contents. A tel point que diverses actions en justice ont été intentées contre les promoteurs de l'opération. Il s'agit de la Société de gestion et investissements immobiliers (S.g.i.i.), de la Société d'aménagement des Gobelins (Sdgo), de la Société pilote expansion et information (Spei), chargée de la commercialisation. Derrière tout ce petit monde, un support bancaire conséquent, gage de sérieux : la Banque Rothschild et Paribas.

Deux sortes d'actions ont été intentées : civile pour obtenir des indemnités et pénale pour publicité mensongère. Un des copropriétaires de la tour Sapporo avait com-

88 000 logements inoccupés à Paris

Une statistique officielle résultant du recensement de 1975, mais encore non publiée par l'administration préfectorale, indique qu'il existe à Paris 87 857 logements neufs ou anciens actuellement inoccupés. Ce qui constitue un scandale de taille dans une ville où 55 000 familles sont inscrites au fichier des mal logés et attendent, souvent depuis des années, une H.l.m. problématique, tandis que plusieurs milliers d'autres sont menacées d'expulsion. Le scandale est d'autant plus criant que le plus grand nombre de ces appartements vacants se trouvent dans des arrondissements populaires dont beaucoup d'habitants ont dû depuis dix ans émigrer vers la banlieue : le 18e arrondissement détient le record, avec 10 203 suivi par le 11e, avec 9 291, et le 20e, avec 7 212. Ces chiffres constituent une condamnation sans appel de la politique de construction suivie depuis des années dans la capitale.





Le stadium...





mencé la procédure dès 1973 ; l'expert vient de lui attribuer une indemnité de 10 % du prix d'achat avant même que l'affaire ne passe en jugement. Le dossier du promoteur semble donc bien mal engagé ! Par exemple, l'association des copropriétaires et locataires de Sapporo demande 200 millions d'indemnités pour un bénéfice réalisé sur leur compte de 800 millions de francs.

Malgré toutes les promesses, il n'y a donc pour l'instant sur la dalle qu'un centre commercial cerné d'immeubles. Le problème le plus aigu est certainement celui des enfants et des 2 900 mères de famille. Des deux maternelles prévues, une seule est en construction après quatre ans d'effort des élus socialistes et communistes. Mais les listes d'inscription en sont déjà closes et les crédits ne sont pas encore votés pour la seconde. L'école primaire de Baudricourt pose le même problème : certains enfants vont suivre leur scolarité dans le 14e et même le 11e arrondissement. Quant à la cantine, elle fonctionne dans des conditions déplorables. « Aucun adulte n'accepterait d'y manger », dit une mère. Elle ne peut d'ailleurs accueillir tous les enfants, ce qui a provoqué le 10 avril, à l'initiative des parents, une manifestation « cantine sur la dalle ».

Pour les plus petits, les mères sont plus gênées encore, il n'y a pas de halte-garderie et une crèche de 60 berceaux seulement va être ouverte prochainement.

Ce cruel manque d'équipement, les habitants le ressentent d'autant plus qu'ils payent cher le « privilège » de vivre aux Olympiades : l'ensemble bat tous les records de charges. Depuis 1973, les charges pour une H.l.m. F 3 ont augmenté de 120 %, passant de 125 à 276 F pour un loyer qui a augmenté de 320 à 390 F. Celles des copropriétaires ont subi des hausses entre 40 et 50 %.

Municipaliser

Ce poids inaccoutumé s'explique par les charges dues à la dalle, pourtant ouverte au public, comme une rue normale. En somme, les habitants payent deux fois leurs impôts locaux. Ils demandent donc que la Ville de Paris prenne en charge les frais d'entretien et d'éclairage des rues intérieures à la cité.

L'Office des H.l.m. de Paris explique aux futurs locataires qui s'étonnent des lourdes charges : « C'est normal, là-bas vous avez tout ! » Mais les intéressés ne l'entendent pas de cette oreille : dans les immeubles H.l.m., des fissures apparaissent déjà. Et les loyers restent malgré tout élevés, surtout pour des cheminots qui en constituent 80 à 90 % de la population. Le terrain sur lequel s'élève les Olympiades appartenait en effet à la S.n.c.f., qui l'a revendu à bas prix en échange de la construction d'H.l.m. et d'I.l.n. (immeubles à loyer normal) où elle pourrait loger ses employés. Si bien que le prochain I.l.n. va être déclassé.

Avec ses 12 000 habitants prévus, les Olympiades vont être bientôt une ville dans la ville qui va se heurter à de sérieux problèmes. De sécurité, tout d'abord. Les habitants des tours tremblent à l'idée d'un incendie : portes coupe-feu bloquées, colonnes sèches et humides hors d'accès, équipement d'alerte insuffisant, un extincteur par bâtiment... Quant aux ascenseurs, moyen de communication vital quand on habite au 33e étage, ils sont plus souvent en panne qu'en marche. De quoi entraîner de véritables angoisses pour les vieillards, les femmes enceintes ou les invalides.

Tout le matériel semble avoir été choisi à l'économie. Les vide-ordures se bouchent environ une fois par jour ; la piscine olympique promise aura probablement 10 mètres sur 15 ; la patinoire de glace arc-en-ciel sera certainement de plastique banal.

Sans parler des problèmes graves qui naissent dans une ville où on interdit tout aux enfants : prendre l'ascenseur seul, faire du patin à roulettes sur la dalle, jouer dans un minuscule bac à sable où les chiens trouvent plus souvent leur bonheur... Peu à peu, la violence des jeunes générations apparaît.

Une question que ne saurait résoudre la « déprivatisation » demandée par nombre d'habitants et par les élus socialistes et communistes du quartier. Conséquence de l'opération Italie, tous les terrains ont été privatisés et aujourd'hui les habitants payent des charges phénoménales : ils n'ont plus droit au service public. Ils demandent donc que la Ville de Paris municipalise la dalle et les rues des espaces communs. Par l'intermédiaire des Olympiades, c'est tout le problème de la rénovation-Italie, qui est posé. Aujourd'hui encore, la Ville se décharge de cette responsabilité sur les promoteurs privés.

Les initiatives se multiplient pour tenter de rendre la vie dans cet urbanisme moderne semblable à la vie d'un village. A l'échelle d'une tour, on invente une bibliothèque, on organise des randonnées... Mais toutes ces initiatives se heurtent à l'incompréhension des promoteurs et de l'Office de H.l.m. Pas la moindre petite salle de réunion n'a été laissée aux habitants — ils sont forcés, pour organiser une conférence de presse, de s'installer dans le hall d'un des immeubles. Au grand dam du représentant de l'Office, venu faire sa propre police...

« On nous a vendu du vent », se plaignent les désenchantés qui payent cher le « luxe » des Olympiades. Mais il y a aussi les autres. Ceux qui n'ont pas toujours choisi de vivre en hauteur, sur une dalle de béton. Dans un univers traumatisant. Est-ce cela la vie de l'an 2 000 ?

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

LA «MAJORITE» CONTRE LE CADRE DE VIE

PAR HUBERT DUBEDOUT

Incroyable ! Ahurissant ! C'est en ces termes que les députés de l'opposition pourtant habitués aux pratiques réactionnaires des parlementaires de la majorité, ont accueilli le rejet de la proposition du ministre de l'Equipement d'autoriser les associations concernées par la défense du cadre de vie de se porter partie civile devant les tribunaux judiciaires en cas d'infraction aux règles d'urbanisme par les promoteurs.

Et pourtant il ne s'agissait que d'une petite réforme bien timide à l'image de celles que Giscard d'Estaing affectionne. Seules les associations ayant statutairement la préservation du cadre de vie comme objectif et déclarées depuis plus de 5 ans auraient pu bénéficier de cette mesure !

Celle-ci allait dans le sens du « rapport Delmon », qui proposait que « la loi de 1901 sur les associations sera rénovée afin d'étendre la capacité juridique des associations sans qu'elles soient obligées de se faire reconnaître d'utilité publique ».

Un amendement de M. de Poulpiquet proposait de rejeter un article qui ne concerne que « des associations bidon ». Sous notre harcèlement, la majorité tout entière, sans qu'un seul vote ait manqué, se repliait sur un autre amendement exigeant cette reconnaissance d'utilité publique à 4 ou 5 associations concernées par le cadre de vie jouissant de ce privilège ! Autant dire qu'il ne reste rien du projet du ministre qui s'est retrouvé seul... avec l'opposition. C'est un comble !

Les députés socialistes avaient eu beau jeu de rappeler la doctrine du Parti socialiste favorable à l'épanouissement de la vie associative aux syndicalistes du cadre de vie : nous avions proposé de réduire de 5 à 1 an le délai exigé depuis la constitution de l'association.

La majorité, qui ne parle que de participation, a montré son vrai visage. Pour elle, la démocratie locale, la responsabilité du citoyen, sa capacité d'expression sur tout ce qui concerne son cadre de vie sont des thèmes qu'elle aborde d'autant plus volontiers qu'elle est fermement décidée à se retrancher sur des positions ultra-conservatrices. Ce vote éclatant l'a prouvé : Giscard d'Estaing peut toujours se donner l'illusion réformatrice, sa marge de manœuvre est nulle avec une majorité parlementaire emmenée sans faille derrière Chirac par ses éléments les plus figés dans le passé et le conservatisme.

A nous d'aller de l'avant dans nos propositions pour les prochaines élections municipales.

Partout, les socialistes doivent dénoncer ce mauvais coup porté aux associations, interroger les députés de la majorité sur leur vote du mardi 13 avril et dénoncer la duplicité des élus de la majorité à tous les niveaux lorsqu'ils affirment aller dans le sens de la participation alors qu'ils lui sont viscéralement opposés.

changer la vie culturelle

Action culturelle

CONTRE LES IMMIGRES

Nous nous félicitions (voir notre dernier numéro) qu'un Centre d'action culturelle parisien, le Nouveau Carré, consacrât plusieurs mois de sa programmation à la culture des travailleurs immigrés. Las ! Naïfs que nous étions... Sous le beau vocable « Printemps des peuples présents » se camouflait, en fait, une opération politique gouvernementale. La manœuvre a été dénoncée à temps par trois troupes qui ont envahi les lieux le 15 avril dernier pour demander des comptes à Silvia Monfort, directrice du Nouveau Carré.

Il y a de quoi s'interroger en effet : Silvia Monfort est vice-présidente de l'Office de promotion culturelle des immigrés, qui fait officiellement partie des services du secrétariat d'Etat à l'Immigration. Silvia Monfort organise un Festival culturel de l'immigration. Où prend-elle l'argent ? Réponse : dans l'enveloppe du Fonds d'action qui est justement distribué par le secrétaire d'Etat Paul Dijoud. Pas très grave, dira-t-on. Ce n'est pas la première fois qu'un animateur « utilise » les subsides de tel ou tel ministère. Certes, mais encore conviendrait-il que ces subventions servent à bon escient. Ce qui n'est pas le cas au Carré : le prix des places des spectacles s'échelonne de 25 à 40 F. Un peu cher pour un public d'immigrés ! Un peu cher pour une opération subventionnée !

Plus grave : pourquoi trois troupes (El Assifa, El Malaka et le Théâtre arabe de l'immigration) qui travaillent depuis des années en France n'ont-elles pas été invitées ? Pourquoi ont-elles été remplacées par des troupes « officielles » et folkloriques envoyées par des régimes politiques réactionnaires ? La réponse est simple : la programmation a été soumise à l'approbation de « l'inspecteur » Dijoud, qui a fait écarter tout ce qui pourrait être gênant pour la diplomatie giscardienne. Surtout, qu'on ne fasse pas de peine au roitelet du Maroc ! C'est ça, l'aide aux immigrés, Silvia Monfort ?

Exposition

LES EMPREINTES DE RECALCATI

Antonio Recalcati est un jeune peintre italien qui vit tantôt à Milan, tantôt à Paris. Il est jeune parce qu'il est, depuis 1963, un des participants irrespectueux du Salon de la Jeune Peinture. Il est jeune parce qu'il a eu 30 ans en 1968. Il est jeune parce que son apport pictural est récent et décisif dans l'histoire de la peinture contemporaine : il est un des fondateurs du mouvement Figuration narrative, un des inventeurs de ce que les hyperréalistes allaient reprendre en chœur — les grandes séries thématiques. Ces séries de tableaux constituent l'exploration quasi systématique d'un sujet ; elles peuvent être collectives (Recalcati a exposé avec Gilles Aillaud et Eduardo Arroyo) ou personnelles (Recalcati, par exemple, a montré ses « Intérieurs américains » en 1971 ou sa « Bohème de Chirico » en 1973). Tout a commencé en 1960-61 quand Recalcati a fait sa série « Empreintes » autour du thème du corps et des vêtements. Ce sont ces œuvres-là, cette éclosion que le Centre national de l'Art contemporain, rue Berryer, expose jusqu'au 10 mai. Dans le livre qu'il a récemment consacré à la centaine d'«Empreintes » de Recalcati (chez Christian Bourgois), Alain Jouffroy a parlé de « mise à plat de l'existence ». Ce fut assurément un tournant de l'aventure plastique. C'est déjà une page d'Histoire. Mais, pour beaucoup, c'est encore une découverte à faire.

Télévision

LA GRANDE LESSIVE AMERICAINE

Force est de reconnaître aux Américains le mérite de laver leur linge sale sur la place publique. Certes, il ne faut pas surestimer les vertus de ces grands nettoyages. Un scandale chasse l'autre, l'indignation s'use à la longue et le citoyen finit par considérer les investigations comme un spectacle, un match entre puissants à l'usage des sans-grade. Mais la dernière lessive nous ayant débarrassés du président Nixon, il y aurait mauvaise grâce à contester son efficacité.

Christine Ockrent, jeune productrice de FR 3, à qui nous devons déjà deux excellentes enquêtes sur New York et sur le Parti communiste italien, nous a offert le vendredi 16 avril une visite guidée de la C.i.a. Un régal pour les amateurs de films à suspense, genre « Les trois jours du condor », un choc salutaire pour ceux qui découvrant le vrai visage de l'Agence et mesurant son pouvoir, apprendront à l'identifier, à la dénoncer, voire à la combattre, sous ses multiples déguisements. Et Dieu sait qu'elle en a de respectables ! Organisations culturelles et syndicales, journaux et revues, sociétés multinationales, elle pousse ses tentacules dans toutes les directions et n'hésite pas à subventionner le seul quotidien communiste d'outre-Atlantique, le « Daily Worker » en prenant assez d'abonnements pour le maintenir en vie, « ce qui nous permet de le tenir à l'œil », explique un des gros bonnets du renseignement. Mais en marge de ces infiltrations pacifiques, se déroulent des « actions spéciales », l'opération Phénix par exemple, qui « pour éviter la paperasserie inutile » (sic !) organisa au Vietnam un marché de têtes se soldant par l'assassinat de quelque dix mille « suspects ». Ici, on liquide, là on manipule, plus loin on rêve, on invente des poudres épilatoires empoisonnées, destinées aux bottes de Fidel Castro !

Comment, par quel miracle démocratique, cette formidable organisation dont les effectifs se montent à seize mille employés, dont le budget dépasse les trois milliards de francs (pour autant qu'on puisse le calculer car la C.i.a. n'a pas de comptes à rendre), comment cet Etat dans l'Etat s'est-il trouvé soumis aux interrogatoires du Congrès ? Sa démesure même semble avoir entraîné sinon sa chute, du moins certains ennuis. Car s'ils fermaient les yeux sur les activités accomplies à l'étranger, les Américains n'ont pas toléré l'idée que des milliers d'entre eux fassent l'objet d'une surveillance spéciale. « Un gentleman ne lit pas le courrier d'autrui », disait Roosevelt. Or pour espionner l'immeuble du Watergate, Nixon avait loué les services du lamentable Howard Hunt que la C.i.a., avait chargé d'organiser le débarquement de la Baie des Cochons. Le naufrage de l'un rendit l'autre vulnérable. William Colby, directeur de l'Agence, mangea le morceau, en partie du moins, déclenchant les foudres d'Henry Kissinger et les vertueuses promesses du président Ford, qui s'engagea, la main sur le cœur, à ne plus faire assassiner personne.

Ahuri, suffoqué, terrifié, le téléspectateur assiste au plus grand déballage du siècle. « C'est très gênant. Cela complique notre tâche. Mais nous survivrons », déclarent à tour de rôle les responsables du contre-espionnage. Pour Jack Anderson, le plus célèbre éditorialiste des Etats-Unis, cette épreuve a mûri le citoyen américain qui croyait aveuglément en la moralité de ses gouvernants et que voici gagné par un scepticisme salutaire. « Mais il ne faudrait pas glisser dans le cynisme », précise le commentateur « car il implique la mort de la démocratie ». Que reste-t-il du psychodrame national, une fois le rideau tombé ? En guise de réponse, Christine Ockrent constate que pas un des candidats à la présidence n'a, durant ses tournées électorales, prononcé les trois lettres fatidiques : C.i.a. Une séance d'exorcisme et d'introspection paraît avoir suffi pour rendre à chacun bonne conscience.

GABRIELLE ROLIN

Livres

SEMAINE DE LA PENSEE MARXISTE

Les désormais traditionnels « Journées du Livre marxiste », organisées par les Editions Sociales, auront lieu à l'ancienne gare de la Bastille les 23, 24 et 25 avril. Deux débats, les 21 et 22 avril, au Palais de la Mutualité, les auront précédées : « Marxisme et liberté » avec des philosophes, des historiens et des théologiens ; « Travail et liberté » avec des élus politiques, des économistes et des responsables syndicaux. A la Bastille des milliers de livres traitant directement ou indirectement du marxisme seront en vente. Beaucoup serviront de prétextes à des rencontres, des débats et des discussions. Retenons, pour ce vendredi 23 : une rencontre avec Louis Althusser, un débat sur « le financement public » et un autre sur le thème « les communistes créateurs de liberté » avec Georges Marchais. Pour le samedi 24 : le Portugal en question, avec Jacques Frémontier et Robert Merle (président de France-Portugal) ; une interview d'André Rossel à propos de son livre « Eté 36, les 100 jours du Front populaire » ; « la Justice en France » avec Me Pollak et le juge Charette ; enfin, « Socialisme et liberté » avec Jean Elleinstein et Pierre Juquin. Pour la clôture du dimanche 25, on notera la matinée de solidarité internationale : Chili, Portugal, Espagne... Bref, un des visages du socialisme à travers les livres et les idées.

du 24 avril au 15 mai

Récital

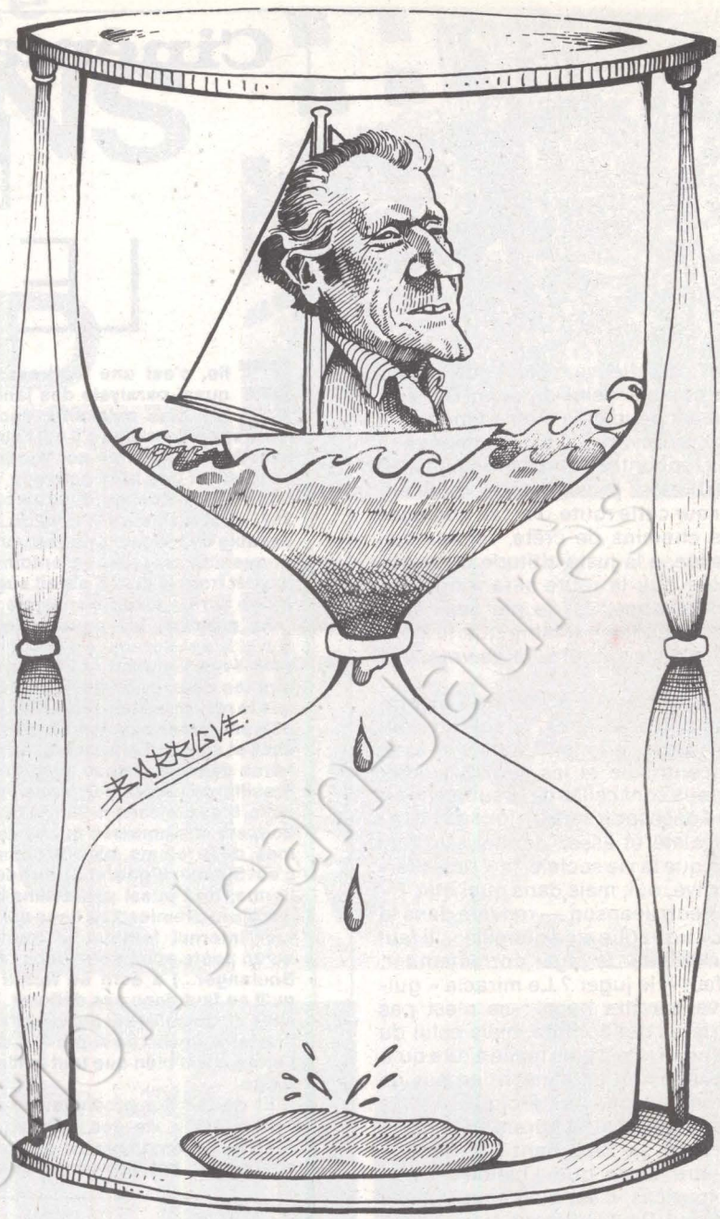
Jacques BERTIN

20 h 30

Cour des Miracles
23 av. du Maine Paris 14e
Tél. 548.65.60

Livres

L'AGE DU COEUR



Savoir régler ses comptes n'est pas une vertu, mais une qualité. « Faites vos paquets, monsieur », dit Ambroise Paré à un officier, dont il vient de sonder la plaie, dans la « Chronique du règne de Charles IX ». Et le blessé, promu à la qualité de mourant, fait ses paquets, et règle ses comptes.

Notre civilisation n'a plus le temps d'apprendre à ses enfants à mourir. Constatation déjà cent fois faite, avec cependant l'interrogation que pose la répétition de la constatation. Après tout, notre civilisation n'est pas que le fruit, bien astiqué à l'extérieur et fade à l'intérieur, comme ces pommes de Nouvelle-Zélande que distribuent les subtils accords Commonwealth-Grande-Bretagne-Marché commun, d'une prospérité jaugée en gadgets, effets publicitaires et courbes de croissance. Elle est aussi la fille aînée d'une longue tuerie, pendant laquelle la mort fut familière pour les brûlés d'Auschwitz, de Dresde ou d'Hiroshima. Flammes et morts purificatrices, qui ne laissaient pas le temps d'apprendre à mourir ? En tout cas, pas le temps d'apprendre à vieillir.

Que reste-t-il de nos vingt ans ? A ceux qui naquirent dans les années vingt et qui en ont survécu, l'occasion du second règlement des comptes. Dans ce moment de lumière entre deux néants, pour reprendre une formule de Paul Guimard, qu'est une vie humaine, nous ouvrons les portes, ou plutôt des aubes, comme l'oiseau s'égosillant au petit matin parce qu'il pressent, Cassandre à l'œil rond, la nouvelle avidité d'un jour. Aube de la naissance, aube de l'adolescence. Et puis, aube de la vieillesse, virage ménopausé vers ce que la pudeur contemporaine baptise le troisième âge. Ce serait le moment des bilans et de l'usure. On n'y dévore plus à belles dents, parce que le cerveau serait aussi fatigué que le foie. Et puis, n'est-ce pas, il y a le « conflit de générations ».

Grand bien nous fasse ! Ces portes-là qu'on enfonce, sont déjà ouvertes. Ce serait même une chance qu'elle le soit. Elles ne le furent pas pour quelques dizaines de millions d'adolescents et d'adolescentes, casqués ou non. Et Paul Guimard imagine ces millions de copulations, d'orgasmes joyeux par lesquels la petite graine mâle et l'œuf femelle allèrent engendrer les futurs assassinés des champs de bataille. Les deux tendres agneaux auront un enfant, murmurait Hans Fallada. Un agnelet de boucherie.

Et voilà. C'est « Le mauvais temps » (1). Guimard n'est pas un écrivain « généreux », au sens qu'il ne livre pas 500 pages à l'année. Il est un écrivain « heureux », parce que couronné par ses pairs et plus encore par le succès cinématographique. Il n'est pas donné à tout le monde de sortir sur le grand écran « Les choses de la vie ». Et il est un écrivain ambigu, parce que, derrière l'apparence des évidences, des portes enfoncées sur la banalité quotidienne ou sur les états d'âme des néo-bourgeois, coule une sourde angoisse. Angoisse mûrie d'homme mûr, c'est-à-dire de ce moment de fragile équilibre et de plein épanouissement qui précède le pourrissement.

Ce nouveau roman est un récit de simplicité. Dans un corps quinquagénaire se livre le combat entre ce qu'il est et ce qu'il a cru être à 20 ans. Procès féroce, dans lequel l'accusation — les souvenirs embellis de nos 20 ans — se taille en durée la part du lion. Pitoyable quinquagénaire, avec ses lents et pâteux démarrages du matin, pissant dans le lavabo, sa brosse à dents à la main, avec sa calvitie naissante, avec ses amours où la technique remplace la fougue, avec ses amitiés polies, ses respectabilités acquises, sa sécurité argentée des tempes et du portemonnaie. De quoi agacer les adolescents filiformes aux cheveux fous, de tous les siècles et de tous les continents. Qu'as-tu fait de moi, demi-vieillard aux digestions difficiles ? Celui qui voulait être marin et qui n'a pas su, comme Marius, partir pour les îles sous le vent. Levez-vous, orages désirés... Hélas ! ils les abordèrent avec le ton des météorologues de l'information radio, essentiellement chargés de jouer les Madame Soleil du temps sur les routes des week-ends. Oui, bonnes gens, ce sont sur ces routes-là que s'écrivent aussi les choses de la vie...

« L'égocentrisme va bien à la jeunesse, il lui assure la dose d'arrogance et d'irresponsabilité nécessaire au développement de l'esprit et la révolte implique l'espérance : mais, à trop pratiquer le haut le cœur, il n'en reste qu'une vague nausée ». Cet accent-là, sur un tout autre thème, n'est-ce pas celui des enfants du demi-siècle, de « L'indésirable » de Régis Debray ?

Procès sans fin, à prolonger mois après mois, au fur et à mesure que les rescapés des guerres d'hier et de la pilule d'aujourd'hui avanceront du même pas vers le second néant. Nous avions cru que cette dualité la séparait des coups. Paul Guimard nous dit qu'elle est dans chaque corps. Pourquoi ne pas le croire ? Elle vaut bien celle de l'âme et de la matière, enseignée par 2 000 ans de christianisme. Et si elle était la même ? Si elle n'était que la transposition non philosophique, non idéaliste ou non religieuse — à votre choix — de cette redécouverte — païenne, pourquoi pas ? — de l'amour de la vie terrestre. « Notre vie est faite d'instants et je veux profiter de chacun d'eux ». S'il ne s'agissait que de soi, de ses satisfactions personnelles, de ses propres appétits !

Le miracle « guimardien »

C'est vrai, dans certains cas, il en est ainsi et mon royaume sur la terre n'est que le champ d'action de ma tyrannie. Mais souvent, plus souvent qu'on le croit à l'apparence, coule une immense chaleur, le sourd

→

grondement du fleuve, celui de Jean-Christophe comme celui de Jean Renoir : « Le monde est peuplé de mains tendues et de cœurs entrouverts. J'ai commencé à marcher à la rencontre de mes prochains, de mes semblables et je te propose de m'accompagner sur cette route. J'ai fait quelques pas sur tes chemins de crête, rejoins-moi dans ma vallée, à la juste altitude du quotidien. J'espère que la route sera longue et l'escorte nombreuse, car je me sens solidaire de cette espèce humaine que tu boudes, sa rumeur me rassure, je ne veux pas m'exiler d'elle ».

Continuez, continuez à décrire l'incommunicabilité entre les êtres, la solitude désespérée et désespérante. Il faut une forte dose d'égocentrisme et les yeux bouchés. Ces passions-là sont celles de la suffisance et le plus grand désespoir sera un jour de ne pas avoir assez aimé et assez donné. L'irritant personnage que la vie sociale, la « réussite » — « Il est arrivé, oui, mais dans quel état ? » demandait Henri Jeanson — renvoie dans la glace, avec « un vague air de famille », il faut bien l'assumer pour le juger correctement. Et encore, faut-il le juger ? Le miracle « guimardien » va paraître banal : ce n'est pas l'âge des artères qui compte, mais celui du cœur. Seulement, c'est plus facile à dire qu'à faire. Lorsque le mot fin s'inscrit en bas de l'aventure romanesque ou héroïque, il reste à vivre. Ils se marièrent et eurent beaucoup d'enfants : ainsi se terminent les contes. C'est peut-être alors que l'histoire commence. En tout cas, c'est bien alors qu'elle commence pour Paul Guimard

Et dans ce sens, oui, mille fois oui, un écrivain « généreux ».

GEORGES FRAMERIES

1) Paul Guimard : « Le mauvais temps », Denoël.

Lisez, abonnez-vous aux

CAHIERS BERNARD LAZARE

Revue socialiste juive
Abonnement annuel : 30 F
(Envoi des 3 derniers numéros pour tout abonnement joint à cette publicité)
17, rue de la Victoire 75009 Paris - Tél. 878.63.06. — C.C.P. Paris 154 6138.

Les Cahiers Bernard Lazare publient régulièrement des études sur Israël et sur le conflit israélo-arabe.

Organe du Cercle Bernard Lazare, les Cahiers reflètent l'engagement des socialistes juifs pour la paix et pour une société différente.

Cinéma

EVE ET LE SERPENT

Elle, c'est une maîtresse femme que sa quasi-paralysie des jambes semble rendre plus puissante encore, un roc toujours superbe même s'il est fissuré de l'intérieur, peut-être une lionne secrètement blessée. Lui, c'est aussi une bête sauvage, mais métallique, dur, froid — comme le serpent : Police Python 357, c'est d'ailleurs le nom de ce pistolet de flic capable de bloquer une voiture en pleine course et que son propriétaire entoure d'un amour jaloux et trouble dont il aurait sûrement beaucoup à dire sur un divan d'analyste.

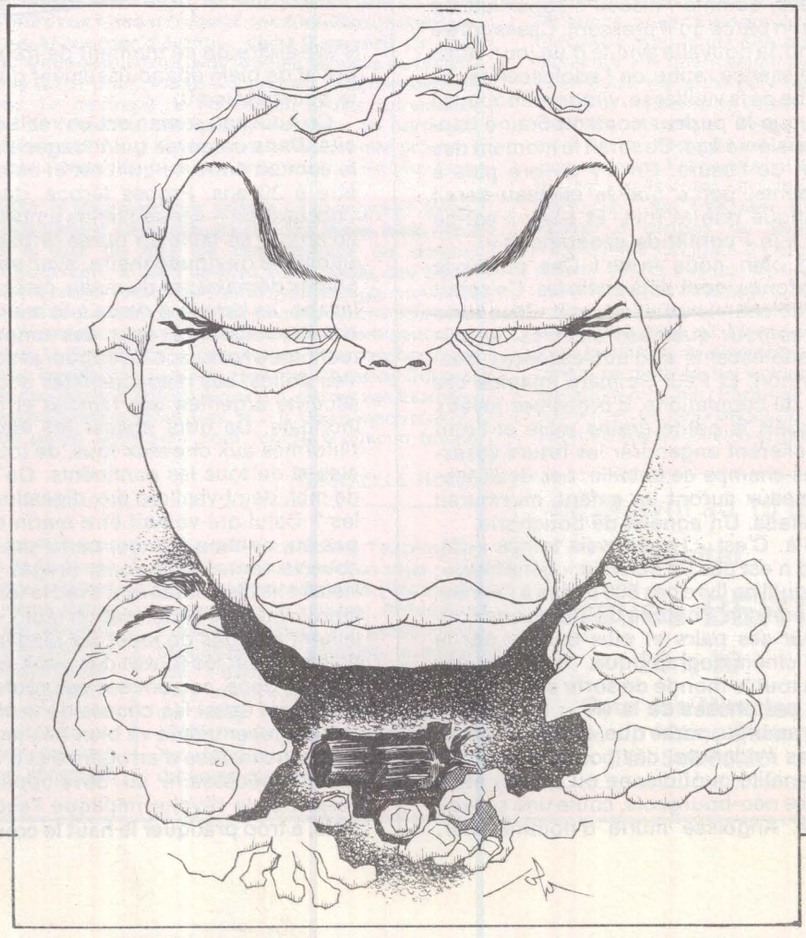
En principe, les deux vedettes du nouveau film d'Alain Corneau, « Police Python 357 », ce sont Yves Montand et François Périer. C'est-à-dire les deux policiers — l'un chef de l'autre — que le meurtre d'une jeune fille va lancer dans un délirant chassé-croisé où chacun est à la fois chat et souris. En principe, donc, voilà les deux héros de cette chasse au goût de mort dans les brouillards légers d'Orléans. Mais on peut tout aussi bien lire dans le film de Corneau la domination, sur ces hommes qui ne sont que des hommes, de la femme, hors du commun (tiens donc ! c'est Simone Signoret...), du second ; ou celle de l'arme, tout aussi peu ordinaire, que ne quitte jamais le premier. Les liens qui unissent ce quatuor infernal forment la trame d'un scénario qu'un poète admirable (tiens donc ! c'est Daniel Boulanger...) a écrit en forme de suspense et qu'il ne faut donc pas défloreer. Mais s'il est possible de disputer sur qui constitue le vrai pivot de l'histoire, du flic, du super-flic, de la femme ou de l'arme, c'est bien que tout le film de Corneau est piégé.

Et de fait il y a constamment, dans « Police Python 357 », de ces décalages insidieux qui déplacent constamment la compréhension du spectateur, préalablement désarmé par un début d'un grand classicisme. Après quoi l'on s'aperçoit qu'attention, un film peut en cacher un autre... Grandit la marge de flou, de brouillé, d'indéterminé, de bougé. Et l'on découvre enfin, à la sortie, que « Police Python 357 » n'est qu'accessoirement un film policier — et après tout ce serait déjà bien beau s'il n'était que cela, vu la faiblesse du cinéma français dans ce genre où personne n'a su prendre la suite des Melville de jadis... et surtout pas Melville lui-même ultérieurement.

Mais « Police Python 357 », c'est encore bien autre chose. Déjà, « France société anonyme», le premier film de Corneau — que « l'Unité », avec quelques autres, avait accueilli avec enthousiasme en 1973 — ne se ramenait pas à une histoire de drogue ; de même son petit dernier fonctionne sur des mécanismes intérieurs plus subtils et plus secrets et raconte comment telle minuscule dent d'une roue se loge entre deux minuscules dents d'une roue opposée, puis une autre, une autre... Et tout tourne, inexorablement. « Quand j'étais enfant, un jour, à Orléans, j'ai brûlé par accident un coin de tapis... Alors, pour que nul ne s'en aperçoive, j'ai vite brûlé les trois autres. Quand on est dans une situation inextricable, on en revient forcément aux réflexes de l'enfance ».

Robert Aldrich — celui de « En quatrième vitesse » — et Howard Hawks — celui du « Grand sommeil » — ont certes admirablement montré la façon dont fonctionnent de tels engrenages. Mais certains Grecs d'il y a très longtemps avaient aussi convenablement décrit quelques rouages de ce genre. Alors ? Et si le film de Corneau, ruse suprême de l'auteur, n'était pas aussi « américain » qu'on veut nous le faire croire ?

SERGE RICHARD



Voyage

LES ROBINSONS DU PERIGORD



De notre envoyé spécial

Autrefois, on appelait « gens du voyage » les seuls comédiens et saltimbanques. Aujourd'hui, le terme s'est étendu : tout le monde « bouge » plus ou moins. Qui en stop. Qui en sleeping. Qui en charter. On ne peut ouvrir un journal sans trouver une publicité du genre : « N'en rêvez plus... partez ! » Et, mappemonde à l'appui, c'est l'alléchant étalage de l'exotisme à la carte : 14 jours en Scandinavie, 8 jours en Turquie, 22 jours en Afghanistan, 15 jours au Mexique... Globe-trotters d'occasion, à vos carnets de chèques ! Il y a pis : une semaine de dépaysement à Djerba pour la dactylo de Maubeuge et un séjour de safari-photo au Kenya pour le vétérinaire de Carpentras ; merci, Monsieur Trigano, ça c'est du voyage ! Il y a autre chose : ces petites annonces qu'on retrouve aussi bien dans « l'Obs » que dans « Libé », ces innocents placards numérotés qui offrent « 2 places pour l'Autriche vendredi prochain avec participation aux frais » ou qui demandent « quelqu'un pour voyager au Gabon en août-septembre ».

Pour tous ceux qui sont atteints de cette bougeotte chronique, une équipe de journalistes a créé, il y a deux ans, un mensuel : « Partir, le guide pratique du voyageur ». Et pour ceux-là, « Partir » organise désormais ses annuelles « Journées du voyage ». En 1975, c'était à Troyes. Cette année, c'était à Eymet, le week-end dernier.









Vielles et montgolfière

La publicité disait : « Tous à Eymet les 17, 18 et 19 avril ». Elle précisait : « Eymet, c'est un petit village du Périgord, lové au bord d'une rivière ». Les slogans se bousculaient : « Quand deux voyageurs se rencontrent, c'est le début d'une fête » ; « Les Journées du voyage, c'est se mettre en groupe pour apprendre à voyager seul ». On nous assurait avec conviction : « Les Journées du voyage, c'est le plus important rassemblement international de voyageurs ». On nous affirmait même : « Et cette fois on sera 5 000 ! » On nous promettait « 50 kilomètres de saucisses, 5 000 litres de rouge et 2,5 tonnes de haricots pour un supercassoulet ». Alors, nous nous sommes dit : pourquoi ne serions-nous pas de la fête ? Et pourquoi n'en profiterions-nous pas pour tenter de découvrir qui sont ces bourlingueurs, novices ou patentés, ces mangeurs de kilomètres, ces sauteurs de frontières ? Après tout, « Partir » nous semblait avoir l'intention d'ajouter la réflexion aux festivités ; « Partir » annonçait : « Nous allons ouvrir la première université du voyage... Les voyageurs auront accès à une multitude d'activités ».

La fête a eu lieu, trois jours durant. Gens du voyage et villageois mêlés. Les premiers avaient apporté leurs rêves et leurs sacs de couchage, leurs souvenirs et leurs projets. Les seconds avaient préparé 3 000 lits au Camp du Drap d'Or sur la colline de Paute, sorti leurs étals chargés de foie gras et lourds de monbazillac doré, bouclé leur bourg afin d'en faire un paradis pour piétons, planté un chapiteau au bord du stade afin d'y abriter « les artistes et les orchestres ». Ensemble, ils se sont empli les sens des spectacles les plus divers.

Tout a commencé en gare de Bergerac, le samedi matin à 7 heures : les pétards, les tambours et les cracheurs de feu du Palais des merveilles étaient là pour donner une première aubade. Ils allaient par la suite, et pour le reste des « Journées », prendre possession de la place Gambetta, au cœur du village, au centre de la vieille bastide ; avec leurs clowns, avec leurs équilibristes, avec leur grande fille aux jambes sans fin qui tirait la langue aux enfants et les entraînait dans de folles farandoles. Ailleurs, au hasard des rues, on rencontrait le Théâtre en Miettes qui maquillait les enfants et improvisait avec eux de longues pièces qui duraient des heures à travers tout le village. Ici, c'était une parade d'un groupe sud-américain. Là, un lâcher de ballons. Plus loin, des danseurs et musiciens, en costumes folkloriques du Périgord, ramenaient le passé à renfort de vielles et d'accordéons. A côté du château, on se serait cru à la fête de « l'Humanité » : stands gastronomiques avec charcuterie du cru et spécialités du bout du monde. Et, chaque soir, les concerts de Saravah : Pierre et Dominique Barouh, Chic Streetman et David Mac Neil.

En prenant les « navettes », on pouvait se rendre à Serre-Montguyard : pour des centaines de personnes, ce fut le baptême de l'air ou le premier voyage en hélicoptère. Au stade de la Gravette, le rugby était roi ; les matchs s'y succédèrent toute la journée du dimanche et firent s'affronter les « locaux » d'Eymet ou de Sainte-Foy-la-Grande avec les joueurs chevronnés du Puc et de l'Aviron bayonnais, ou les internationaux irlandais avec Ken Kennedy à leur tête. Aux abords du stade, les départs de montgolfière se succédaient. Mais le plus spectaculaire était sans aucun doute à la Rouquette, où avait été

→

Au risque de vous plaire



Spectacles

PARIS

*** Théâtre de la Ville : Isabel Parra et Mouloudji (le 26 avril).**

Un gala organisé par la Ligue de l'enseignement au profit des œuvres éducatives et culturelles de l'école publique.

*** Théâtre de la Renaissance : Joan Manuel Serrat (jusqu'au 25 avril).**

Entre une tournée à Cuba et une autre au Mexique, un grand chanteur catalan de passage à Paris.

BANLIEUE

*** Théâtre du Soleil (Cartoucherie de Vincennes) : « Soldats ; histoire d'une grève » d'Enrique Buenaventura, par le Teatro expérimental de Cali-Bolivie (jusqu'au 25 avril).**

*** Hôtel de Ville de Nanterre (Salle des Congrès) : Les Quilapayun, Osvaldo Rodriguez, Manduka et Trabunche (le 22 avril).**

Un spectacle entièrement chilien pour une soirée de solidarité avec la jeunesse chilienne.

PROVINCE

*** Tournée Raymond Devos, organisée par les Tréteaux du Midi. Le 23 avril à Nîmes, le 24 à Arles, le 25 à Béziers, le 26 à Castelnaudary, le 27 à Carcassonne, le 28 à Saint-Paul de Fenouillet, les 29 et 30 à Perpignan.**



Disques

CHANSONS DU MONDE ENTIER

*** Marguerite Taos Amrouche : Chants de l'Atlas ; traditions millénaires des Berbères d'Algérie (Arion 30 U 103) ; Marguerite Taos Amrouche : Chants berbères de Kabylie (Disques AZ LD 5101).**

Poète, écrivain, journaliste, chanteuse, Marguerite était tout à la fois. Elle vient de mourir. Elle reste vivante, notamment grâce à ces chants qui, sans elle, seraient sans doute perdus.

*** Angel Parra de Chile (Le Chant du monde LDX 74611) ; Isabel Parra de Chile (Le Chant du monde LDX 74610).**

Le frère et la sœur. Les enfants de Violeta. Un même chant continu : le chagrin, la douleur et l'avenir. Grâce à lui, comme le chante Angel, « la parole reprend vie ». Le Chili survit, il a perdu la joie, pas l'espoir.

*** Le cheik Iman : Les yeux des mots (Le Chant du monde LDX 74532).**

*** Mohamed Hamam : Demain le jour se lèvera (Le Chant du monde LDX 74 578).**

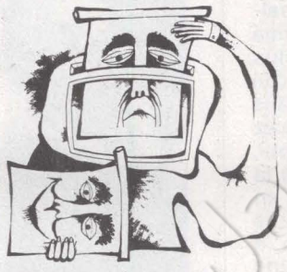
Deux voix venues d'Egypte. La première reprend la veine des grands chanteurs populaires du pays. La seconde porte le lyrisme du jeune poète Ahmad Fouad Negm.

*** Manduka, chanteur brésilien (Le Chant du monde LDX 74594).**

Il vit à Paris. Il a appris son métier au contact de la Nouvelle Chanson Chilienne. Il a déjà parcouru toute l'Amérique latine. Il appelle « l'aube naissante » qui un jour éclairera son pays.

*** Imanol : le peuple ne pardonnera pas (Le Chant du monde LDX 74597).**

Dix chansons en langue basque. Dix cris de colère : « Le peuple n'oubliera pas ! / Ni tous ses morts, / ni ses vivants qui succombent à leur tour... » Voilà les fascistes espagnols prévenus.



Télévision

VENDREDI 23 AVRIL

Au magazine Vendredi : un outil de sélection, les maths (20 h 30, F.r.3).

Par quatre spécialistes (Claude Durieux, René Berger, Jean Diwo, Jean-Marie Piemme) : l'influence de la télévision sur son public (21 h 30, A 2).

Quand un petit-bourgeois prend conscience de son aliénation : « Pierre et Paul », un film de Robert Allio (22 h 40, A 2).

SAMEDI 24

Karl Böhm dirige Gundula Janowitz dans « Cosi fan tutte » de Mozart (20 h 30, F.r.3).

Football : France-Pologne (20 h 30, A 2).

« Informatique et libertés » (8 h 30, France-Culture).

DIMANCHE 25

Football : U.r.s.s.-France en Coupe des Espoirs (16 h 55, A 2).

Une (belle) Américaine découvre l'Orient (revu par Hollywood) : Greta Garbo dans « Terre de volupté » (22 h 30, F.r.3).

LUNDI 26

Un débat sur les « antimondes » après la projection du (pas très fameux) film de science-fiction de Robert Parrish « Danger, planète inconnue » (20 h 30, T.f.1).

MARDI 27

« La rumeur », celle d'Orléans, celle d'Amiens, celle de Chalon-sur-Saône... Quand les fantasmes antisémites rendent une ville folle (20 h 30, A 2).

Des victimes privilégiées du racisme quotidien : les « Tsiganes sans frontières » — le premier de quatre films télé de Claude Vernick (20 h 30, T.f.1).

MERCREDI 28

Tribune libre : le P.s.u. (19 h 40, F.r.3).

« Première victoire » : la guerre en Asie en 1942, racontée par le cinéaste Otto Preminger (20 h 30, F.r.3).

JEUDI 29

L'histoire du Premier Mai (18 h, A 2).

Tribune libre : le Mouvement de la Paix (19 h 40, F.r.3).

Le jeune chanteur Jacques Bertin au Grand Echiquier, ainsi que ses confrères Herbert Pagani et Véronique Sanson, le danseur Serge Golovine, etc. (20 h 30, A 2).

« La colère de Dieu », un western de Ralph Nelson : pour le plaisir de voir Mitchum en curé à mitraillette... (20 h 30, F.r.3).

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

— pour six mois (75 F) ☐
— pour 1 an (130 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

Conforme à l'original

tracée la « piste infernale » : il y avait là les champions du voyage automobile tout terrain ; il y avait les rescapés de l'expédition qui avait fait le tour de l'Afrique en 4 L aussi bien que les recordmen du parcours Alger-Le Cap ; ils étaient tous là pour faire démonstration de leur science : comment rouler dans le sable, dans la boue, dans l'eau, au milieu des rochers. Comment dévaler des pentes de 75°. Comment passer un pont constitué seulement de deux madriers flexibles. La « cascade » n'est-elle pas une des attractions de foire les plus prisées ?

La fête a été une réussite. Même si, des 5 000 voyageurs espérés, 2 000 seulement sont venus. La fête a « pris » parce qu'elle a été un événement sans précédent pour les 3 500 âmes d'Eymet. « Pensez-donc, disait un vieil homme un peu éberlué, il paraît qu'on va passer à la télé ». Les trois chaînes étaient là ; c'est vrai. L'équipe de « Pas de panique » aussi. Même Radio-Monte-Carlo était de la partie et a fait une émission en direct avec « la bande à Barouh ». Sans flon-flons et sans confettis, les habitants d'Eymet ont savouré le tout : ce sont eux qui ont manifestement fait le plus beau voyage. En suivant au pied de la lettre la devise de Saravah : « Il y a des années où l'on a envie de ne rien faire ».

Car, du côté voyageurs, l'euphorie était moins grande. Non sans raison : ils avaient l'impression que le côté pratique des « Journées » avait été gommé au profit de la fête. « Un petit tour en avion, un départ de montgolfière, un super-cassoulet, des matchs de rugby, de belles démonstrations de technique de conduite acrobatique, des bateleurs et de la musique folklorique, c'est plutôt sympathique, nous a-t-on dit. Mais nous ne sommes pas venus pour cela ». La critique n'est pas sans fondement. De jeunes gens étaient venus de tous les coins de France ; ils espéraient trouver à Eymet ce qu'on leur avait promis : « des centres d'information sur l'Asie, l'Afrique, l'Amérique, l'Orient ». Ils n'ont trouvé que des voyageurs-commerçants, des professionnels bien organisés qui ramènent régulièrement de leurs pérégrinations des butins très monnayables : des films, des diapos et des livres. Les jeunes novices espéraient des conseils ; ils ont eu droit à des numéros de camelots imbus d'eux-mêmes.

Eymet a entretenu des illusions en se contentant de vendre des tee-shirt aux couleurs de « Partir », des Guides bleus, des guides Hachette, des encyclopédies fallacieuses du genre « Vacances sur mesure », de la poudre aux yeux avec des ouvrages comme « le Cap Horn à la voile » de Moitessier, etc. Tout cela aurait pu se faire à la Fnac en décembre ou sur les pelouses du casino de Royan en juillet ! Quel intérêt ?

Un outil pour tous

Le journal « Partir » lui-même n'a pas mis ses reportages et l'expérience qu'ils représentent à la disposition de tous ; il a préféré vendre ses vieux numéros. A Eymet, le petit commerce a remplacé l'information. Résultat : partout, sur le dos des gens et sur les murs du village, on pouvait lire des appels à l'aide : « Cherche tuyaux Pérou, Bolivie, Equateur, Galapagos ». « Recherche renseignements sur expérience vécue à Cuba ». « Désire aller Laponie pour voyage d'étude. Où s'adresser ? »

Le besoin est resté insatisfait. Ou plutôt les besoins. Car la race des voyageurs est multiple : il y a d'un côté ceux pour qui voyager est une fuite en avant, un premier acte de refus de la société occidentale dans laquelle ils vivent ; ils voyagent comme d'autres rêvent, pour tenter de vivre. Il y a ceux qui font leur beurre en tout exotisme ; ils ne sont que des boutiquiers sans intérêt. Il y a enfin ceux pour qui voyage signifie outil de connaissance et de réflexion à mettre à la portée du plus grand nombre : c'est un important travail politique que de montrer à nos concitoyens des civilisations différentes, des cultures différentes, des mœurs différentes.

Quelques Périgourdins y ont gagné une vraie fête. « Partir » a perdu quelque 200 000 F dans une opération publicitaire maladroitement déguisée. Plusieurs centaines de voyageurs n'ont rien gagné à faire ce drôle de voyage. Car, à qui fera-t-on croire qu'on peut ranger sous le même sigle idyllique de « voyage » le départ d'un « paumé » pour Katmandou et la recherche réfléchie qu'un autre veut faire chez les derniers Lapons ou dans certaines réserves de l'Inde ? Il faut en finir avec les émotions frelatées : quel héroïsme y a-t-il à affréter une 2 CV pour Ankara ou Tamanrasset quand on sait que des camionneurs mal payés font, sans gloire et quotidiennement, ces parcours ? Ils n'ont pas, eux, le temps de s'arrêter en bord de piste pour se prendre en photo avec le dernier-né des Nikon !

JEAN-PAUL LIEGEOIS

SAMEDI 1er MAI

Organisée par la Fédération du Loiret

FETE DU P.S.

au Parc de Charbonnière à Saint-Jean-de-Braye

Avec PIEM et FRANCOIS BERANGER

ALLOCUTION DE CHARLES JOSSELIN

UNE VERITABLE POLITIQUE DE LA JEUNESSE

(suite de la page 32)

universitaires. La recherche est, en France, à l'abandon. Des plans entiers de notre économie sont livrés aux intérêts des multinationales. Quelle perspective plus enthousiasmante pour des jeunes et des universitaires que de devenir les artisans de notre indépendance ? Elever le niveau culturel de la nation par une Université de masse et s'affranchir de la situation de colonisé où le capitalisme relègue la France et l'Europe ne constituent pas des ambitions antinomiques.

Dans le système capitaliste, la sélection s'opère sur des critères de classe et gaspille des forces en rejetant hors de l'Université des étudiants qui affrontent alors le monde du travail sans formation et sans diplôme. Sélectionner à l'entrée à l'Université ou rejeter après un ou deux ans revient au même. La gauche ne fera pas l'économie du débat sur une nécessaire orientation des étudiants en fonction de leurs aspirations, de leurs possibilités et des besoins de la nation. La question qui se posera sera de savoir comment réaliser cette orientation pendant la période de transition. En effet, par définition, il faudra vingt ans au mieux pour compenser les effets des inégalités sociales qui s'inscrivent d'abord dans la petite enfance. L'ouverture de l'Université aux travailleurs par l'éducation permanente, l'aide matérielle aux étudiants, la mise en place de formations à tronc commun (comme pour l'ensemble des professions de santé, par exemple) peuvent atténuer fortement les inégalités d'origine sociale.

Une véritable politique de la jeunesse n'inclut pas seulement les formations scolaire et universitaire. Elle aura pour but de faire participer les étudiants à la vie associative, de les aider concrètement au moment de leur insertion dans le monde du travail. En somme, elle ira à l'encontre de ce qui les marginalise dans le système actuel. Tous les régimes autoritaires se sont attaqués à l'Université et le capitalisme est parvenu au point de son évolution, accélérée par la crise, où il montre son visage le plus autoritaire. Il n'est pas question de laisser l'Université et le gouvernement s'affronter seuls. Nous sommes tous liés, dans le front de classe et bien au-delà des intérêts corporatistes, au combat qui se déroule actuellement. Et le Parti socialiste a apporté clairement son soutien au mouvement universitaire. Au-delà des possibilités de surenchère gauchiste et des provocations toujours possibles de la part d'un gouvernement aux abois, ce mouvement marque une prise de conscience et amorce une réflexion sur l'avenir. Nous devons travailler à faire de l'Université le lieu de synthèse de notre héritage culturel et des recherches et techniques qui nous libéreront. Devant la situation actuelle, chacun se rend compte que la seule solution possible est celle du socialisme, celle que Jaurès appelait la réconciliation de l'Université et du peuple.

UNE VERITABLE POLITIQUE DE LA JEUNESSE

PAR EDITH CRESSON



Une curieuse tradition française conduit à percevoir l'Université comme l'affaire des seuls universitaires. Englobant enseignants, étudiants et personnels dans un monde à part, l'opinion publique saisit globalement un phénomène qu'elle perçoit comme marginal : ils sont contre toutes les réformes, ils coûtent cher, ils ne produisent pas. Pendant ce temps-là, le monde moderne, industriel et de plus en plus complexe, ne peut pas bénéficier d'esprits encouragés à des études stériles. S'ajoute à ces stéréotypes, de manière plus précise, l'image printanière de l'étudiant, ce favorisé, pour lequel la manifestation reste l'unique exercice physique, rituel et préparatoire aux longues vacances d'été.

Sans doute cette vision caricaturale a-t-elle amené le gouvernement à penser qu'il serait facile d'appliquer avec désinvolture la réforme du 2e cycle. Cette réforme s'inscrit dans un cadre de mesures générales débutant avec les dispositions de la loi Haby. Il s'agit de mettre le système éducatif français à la disposition des exigences immédiates et à court terme du patronat. Les besoins économiques de la nation qui justifient l'orientation et la révision des filières universitaires sont confondus, là comme ailleurs, avec les besoins du patronat. Les présidents et les Conseils d'université majoritairement opposés à la réforme du 2e cycle ont trouvé en face d'eux un gouvernement divisé, hésitant entre la brutalité et le débat tardif.

La réforme ayant été préparée de manière non démocratique, va-t-on maintenant discuter de sa circulaire d'application, qui est détaillée, sans parler de ses principes, qui sont vagues et d'autant plus menaçants ? Le gouvernement a, en tout cas, refusé le débat parlementaire que réclamait, sur ce sujet, le groupe socialiste. Mais c'est le fondement même de la forme qui est récusé par les étudiants et une grande partie des enseignants, non les modalités. D'où un blocage total. Le secrétaire d'Etat aux Universités recourt à l'inévitable tactique de la droite : la peur et l'évocation des démons de Mai 68.

A travers l'image caricaturale que l'opinion se fait du monde universitaire, se dessine l'un des butoirs contre lesquels vient achopper le système capitaliste en France. D'un côté, les besoins : 800 000 étudiants, chiffre contesté puisqu'il s'agit du nombre des inscriptions. Le secrétaire d'Etat aux Universités avoue ne pas savoir combien il y avait d'étudiants en 1974-75. Un nombre croissant d'entre eux ne trouvent pas d'emploi. La sélection s'opère tout au long des études et sur des critères sociaux. Les jeunes des catégories défavorisées se dirigent massivement vers les filières courtes, peu rémunératrices et peu considérées. Ils abandonnent en plus grand nombre leurs études en cours de route. La sélection, affirme Alice Saunier-Seïté, n'est pas dans la tradition française. En réalité, la sélection, qui a toujours existé, s'aggrave. Les conditions de vie des étudiants se révèlent de plus en plus difficiles. Parqués dans des ensembles en béton, dont l'aménagement paraît conçu pour fabriquer l'isolement et l'agressivité, ils doivent travailler, pour la moitié d'entre eux, afin de financer leurs études. De l'autre côté, les moyens : tout est insuffisant, budgets de fonctionnement, personnels de service, lieux de réunion, bibliothèques. Il y a une raison à cette situation : les crédits en francs constants n'ont pas augmenté depuis plusieurs années. La part des dépenses universitaires dans le produit national brut régresse, alors que le nombre des étudiants ne cesse d'augmenter. La crise économique prépare un avenir de chômeurs diplômés à ceux qui réussissent à parvenir au terme de leurs études. Combien de chômeurs parmi les diplômés ? Là encore, Alice Saunier-Seïté ne sait pas. Lorsqu'un gouvernement est décidé à ne pas avoir de plan, pourquoi en aurait-il les indicateurs nécessaires ? Comme l'avouait tout uniment Jean-Pierre Soisson : « Nul ne saurait dire combien d'ingénieurs, de techniciens nous seront nécessaires dans cinq ans et cela à cause de la structure libérale et diversifiée de notre économie ». La logique du système capitaliste identifie l'intérêt économique général avec celui du patronat. Il ne s'agit pas de savoir si la France doit restructurer son industrie horlogère, acquérir une certaine indépendance en matière d'énergie ou prévenir la délinquance juvénile dans l'univers mort des grands ensembles. Faux problèmes pour le capitalisme. On produit ce qui intéresse le patronat ; on réprime ce qui entrave l'harmonieux fonctionnement de la production.

La réforme du second cycle est la pure manifestation de cette logique. C'est aussi un cautère sur une jambe de bois : que deviendront quelques années plus tard les étudiants issus des nouvelles filières voulues localement par un patronat dont les objectifs sont forcément à court terme ? Prendre le patronat pour juge des besoins économiques, c'est, pour l'Etat, se préparer des lendemains difficiles dont la collectivité fera les frais. Vouloir asservir l'Université aux besoins immédiats de quelques-uns, c'est en fait éluder le problème de l'emploi. Dire avec le patronat qu'il y a trop d'étudiants (que feraient-ils sur le marché du travail ?), qu'il faut renvoyer chez eux les immigrés, préparer les jeunes à des tâches immédiates, c'est vouloir diminuer le potentiel culturel de la nation. C'est rendre la nation moins libre pour la critique, donc pour la liberté.

Les étudiants et le milieu universitaire sont de plus en plus conscients de la situation sans issue dont la réforme du second cycle a été le révélateur. Ils attendent d'un gouvernement de gauche la définition d'une politique économique, l'établissement d'une planification prenant en compte les besoins sociaux et culturels, la maîtrise des moyens propres à assurer l'emploi. Le programme commun et les propositions du Parti socialiste concernant la relance correspondent à cette attente. La campagne d'information qui amènera les responsables du Parti socialiste à écouter et informer les étudiants, les enseignants et les personnels dans les universités, doit hâter et parfaire cette prise de conscience.

Il restera au Parti socialiste des efforts à accomplir. Tout d'abord, celui qui consiste à préciser les grandes orientations de la politique industrielle et de la recherche dans un gouvernement de gauche. On peut imaginer, par exemple, que le colloque qui sera organisé prochainement sur ce thème trouve une prolongation dans le réexamen des filières

(suite en page 31)

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52325